

Georgia Mercy

Les roses
de
Cotonou



Les roses de Cotonou

Georgia Mercy

Madame, Monsieur,

Dans ce livre “Les roses de Cotonou”, j’ étale les choix quotidiens entre panafricanisme social souverainiste libérateur et impérialisme néocolonialiste oppresseur, sans neutralité possible. Sous le soleil de Cotonou, ces femmes symbolisées par des roses vacillent entre ces deux blocs géopolitiques ancestraux. Ce trentième ouvrage dépersonnalisé révèle au monde leurs épines cachées : elles luttent discrètement pour leur panafricanité et tigritude à travers gestes anodins et combats intenses. À travers elles, je décrypte les idéologies explosives de la géopolitique actuelle en Afrique de l’Ouest ; AES vs CEDEAO, comme les blocs Ouest et Est européens de 1945 : le panafricanisme face à l’impérialisme. J’aborde ici sans langue de bois des thèmes choc comme l’exclusion due à l’analphabétisme, le problème de la première dame blanche, l’autoracisme, les OGM et la souveraineté sanitaire, l’adaptation dysfonctionnelles et la pauvreté mal gérée, la fluidité identitaire et le retour aux sources, etc., appelant à l’éveil et à la résistance. C’est un miroir révélant nos épines intérieures, invitant à entrer dans ce jardin de roses épineuses si l’on est courageux.

Cordialement,

Georgia Mercy

*Il n'y a pas de religion.
Il n'y a que des cultures;
car chaque people conçoit Dieu
à sa façon.*

Âmes sensibles, fuyez !

1- Ayoko

Ayoko se réveillait chaque matin avec le bruit incessant des klaxons et des marchands ambulants qui sillonnaient les rues animées de Cotonou. À vingt-deux ans, elle vivait dans un petit quartier populaire, entourée de maisons en tôle rouillée et de familles qui luttaienent pour survivre. Le Bénin, avec sa capitale économique bouillonnante, offrait peu d'opportunités à une jeune femme comme elle. Après avoir abandonné les études en troisième année de droit et deux années de biochimie, Ayoko passait ses journées à envoyer des CV dans le vide, et à rêver d'un ailleurs où l'emploi ne serait pas un mirage.

Son rêve était simple, presque obsédant : partir loin de là. L'Europe, peut-être, ou même l'Amérique. Des endroits où les rues étaient pavées d'or, où les jobs

pleuvaient comme la pluie tropicale. À Cotonou, le chômage rongait la jeunesse, et Ayoko en avait assez de voir ses amis s'enliser dans des petits boulots précaires ou, pire, dans l'oisiveté forcée. "Un jour, je m'envolerai d'ici," se disait-elle en regardant les avions tracer des lignes blanches dans le ciel bleu. Autour d'elle, la vie du quartier pulsait d'une énergie chaotique. Mais ce qui la frappait le plus, c'était la présence de ces femmes blanches mariées à des hommes noirs locaux. Elles vivaient en paix, presque comme des reines dans leurs villas climatisées, entourées de domestiques et de privilèges. Les maris, souvent des entrepreneurs ou des fonctionnaires aisés, et les voisins souvent plus pauvres, les surestimaient, les plaçant sur un piédestal inatteignable. Les Noirs du quartier étaient d'une tolérance infinie envers elles, pardonnant des comportements qu'ils n'auraient jamais acceptés de leurs propres compatriotes. Ayoko ne comprenait pas cet autoracisme latent, cette admiration aveugle pour la race qui semblait effacer tous les défauts. "Pourquoi les traiter comme des déesses ?" murmurait-elle à ses amies lors des soirées sous les étoiles. "Elles font ce qu'elles veulent, et personne ne dit rien. Si c'était une de nous, on nous jugerait sans pitié."

Un jour, en plein midi, quand le soleil africain tapait si fort que même les chiens se cachaient à l'ombre, Maman Danielle décida d'essayer son nouvel aspirateur pour la voiture. C'était une Biélorusse, mariée à un docteur béninois,

vivant dans une maison voisine avec ses deux enfants. Elle brancha l'appareil dans le garage ouvert, l'alluma, l'éteignit, le ralluma encore et encore. Le bruit strident, comme un cri mécanique, résonnait dans tout le quartier. Les voisins, épuisés par la chaleur, essayaient de faire la sieste, mais le vacarme les en empêchait. Les bébés pleuraient, les vieux grognaient dans leur sommeil interrompu. Pourtant, personne ne se plaignait. Pas un mot. Les passants du quartier haussaient les épaules : "C'est Maman Danielle, elle est blanche et russe en plus ; elle sait ce qu'elle fait." Les femmes murmuraient entre elles mais n'osaient pas approcher. Ayoko, depuis sa fenêtre, observait la scène avec une frustration grandissante. "Si c'était ma mère ou un proche à moi qui faisait ça, je lui aurais dit non" pensa-t-elle.

Deux semaines plus tard, l'ironie frappa de plein fouet. Madé, une fillette de dix ans du quartier, cassait des noix de palme dans la cour pour les manger. Le bruit des coquilles qui craquaient était pourtant discret, presque rythmique, rien comparé au hurlement de l'aspirateur. Mais Maman Danielle, qui essayait de faire la sieste ce jour-là, s'agaça. Elle traversa la rue, le visage rouge de colère, et se plaignit directement à la mère de Madé. "Ce bruit m'empêche de me reposer ! C'est insupportable !" La mère, intimidée par la présence de cette femme blanche, punit immédiatement sa fille. Madé fut envoyée dans sa chambre sans manger, les larmes aux yeux, et les noix furent jetées à la poubelle. Ayoko, qui avait tout vu, ne

put se retenir. Elle s’approcha et prit la défense de la petite Madé. “Madame, ce n’est qu’une enfant qui casse des noix. Vous avez fait bien pire avec votre aspirateur, et personne n’a rien dit. Pourquoi punir Madeleine pour si peu ?” Maman Danielle la foudroya du regard. “Toi, tu ne sais pas de quoi tu parles,” répondit-elle sèchement avant de tourner les talons. À partir de ce jour, elle ne parla plus jamais à Ayoko. Pire, elle l’ignorait ostensiblement, comme si elle n’existait pas. Ayoko se sentit blessée, mais surtout révoltée. Cet incident cristallisa son dégoût pour cette atmosphère injuste.

Un matin ensoleillé, où l’air de Cotonou était déjà plein d’humidité, une femme qui vendait du pain frais, nommée Akossiwa, se dirigea comme à son habitude vers la villa de Maman Danielle et des autres Biélorusses installées dans le quartier. Ce pain, qui sortait droit de la boulangerie encore fumant et croustillant, embaumait les rues d’une odeur irrésistible. Akossiwa avait toujours servi ce pain chaud à toutes ces femmes et aux autres foyers qui en voulaient, avec une ponctualité exemplaire, sans jamais manquer de respect à personne, traitant chaque client comme un membre de sa propre famille. Ces femmes, habituées à leur thé matinal accompagné de tranches croustillantes, attendaient leur livraison quotidienne. Akossiwa, le cœur battant d’une appréhension respectueuse mêlée à une pointe d’anxiété profonde, pénétra dans la propriété avec un grand respect. Elle

avait même ôté ses chaussures usées dès le portail, ses pieds nus foulant le sol avec une prudence craintive, comme si elle marchait sur des œufs fragiles. Montant les escaliers en se serrant les fesses, les muscles tendus par la nervosité et par le plein respect, elle sentait une sueur froide perler sur son front malgré la chaleur ambiante. Arrivée au premier étage, le souffle court et les mains tremblantes autour de son panier, elle appuya une seule fois sur la sonnerie, un geste hésitant rempli d'humilité. Puis, elle attendit onze longues minutes, figée dans une patience résignée, sans oser sonner une deuxième fois, de peur de déranger et d'attirer la colère.

Soudain, Maman Danielle sortit, les yeux plissés d'irritation et le visage rouge de frustration matinale. Elle sermonna la pauvre femme d'une voix tranchante et autoritaire : “Le bruit de cette sonnerie me dérange tous les matins à sept heures ! On ne peut sonner qu'après neuf heures, c'est clair ?” Akossiwa, les larmes aux yeux et la voix chevrotante de désespoir, supplia : “Pardon, madame, je ne savais pas. Je ne sais pas lire, je vous en prie...” Mais Maman Danielle, sourde à ses excuses, continua sa tirade sans relâche, amplifiant l'humiliation. Terrifiée et le cœur serré par une peur paniquée, Akossiwa partit au dehors en courant, ses jambes flageolantes la portant à peine. Au portail, elle le ferma sans bruit, les doigts tremblants, remit ses chaussures avec des gestes précipités, et se remit à

crier d'une voix brisée : "Pain o diyé ! pain zozo !" Sa gorge était nouée par l'émotion, un mélange de soulagement d'avoir échappé à pire et de honte profonde. Ayoko, qui avait observé la scène depuis la rue, le cœur empli d'indignation et de compassion, interpella Akossiwa pour comprendre pourquoi elle avait supplié cette femme avec tant de servilité. La vendeuse, encore essoufflée et les yeux emplis de terreur, répondit en chuchotant, tremblant de tout son corps et regardant autour d'elle avec paranoïa : "En fait, les Blancs ont des armes et tirent dès qu'ils sont fâchés. Tous les Blancs, sans exception, peuvent nous tuer comme ça, sans réfléchir. Ils ont même fait la guerre mondiale, avec leurs armements lourds qui ont défié le monde entier. Ces gens sont si intelligents, si puissants... Je n'ai pas envie de mourir, tu comprends ? Je ne veux pas de problème, pas du tout, je fais juste mon travail pour nourrir ma famille." Sa voix se brisait sous l'effet de la frayeur viscérale, comme si elle revivait un cauchemar ancestral.

Ayoko, animée d'une détermination calme mais ferme, teintée de frustration face à cette ignorance craintive, lui fit comprendre doucement : "La Biélorussie est différente de la Russie, ce ne sont pas les mêmes pays. Et les Blancs n'ont rien de supérieur, surtout pas chez les autres. Ici au Bénin, le port d'armes est interdit, personne ne va te menacer comme ça." Mais la dame insista, ses yeux écarquillés par une terreur persistante, avant de s'en aller toute terrifiée, le pas hâtif et le

regard fuyant, comme poursuivie par des fantômes invisibles. Elle disait même à l'autre vendeuse de pain qui passait de l'autre côté de la rue, de ne pas énerver les blanches de la maison.

Les femmes européennes du quartier semblaient vivre dans un monde à part. Elles pouvaient sortir en boîte de nuit, danser jusqu'au petit matin et rentrer le lendemain sans un regard en arrière. Elles laissaient leurs maris et leurs deux enfants à la maison, prétextant un besoin de "se désennuyer". Les maris, fiers d'avoir une épouse européenne, toléraient tout : les absences, les caprices, les dépenses extravagantes. "C'est normal, elles viennent d'un autre monde," disaient-ils. Alors qu'un simple sourire à un homme peut faire objet de réunion familiale pour une femme locale ; et peut même faire objet de divorce si des rumeurs supportaient la jalousie morbide du mari, qui est à priori le chef tout puissant. Ayoko en discutait souvent avec ses amies. "Imaginez si on faisait la même chose ? Nos familles demanderaient pardon à genou, la société nous pointerait du doigt. Mais pour elles, c'est acceptable. Pourquoi ? Parce qu'elles sont blanches ? C'est de l'autoracisme pur et simple." Ces observations la poussaient encore plus vers son rêve de départ. Elle imaginait un endroit où la couleur de peau ne dictait pas les règles, où l'effort et le talent comptaient plus que l'origine. Elle économisait

chaque sou, apprenait l'anglais en cachette, et postait des candidatures pour des visas étudiants ou des emplois à l'étranger.

Dans les tissus sociaux des nations postcoloniales comme le Bénin, l'autoracisme émerge non comme un simple résidu historique, mais comme un mécanisme autoperpétuant qui sape l'autonomie collective des peuples africains. Ce concept est souvent masqué sous des apparences de respect ou de prudence. Il se manifeste dans les interactions quotidiennes, où les individus noirs internalisent et reproduisent une hiérarchie raciale héritée du colonialisme et de la traite négrière. Ces faits qui miroitent l'atmosphère social de Ayoko, Akossiwa et Maman Danielle, offrent un terrain fertile pour disséquer cette pathologie sociale. l'autoracisme n'a pas besoin de force visible ; il grandit sur une idée acceptée qui rend les Blancs intouchables, même quand ils sont peu nombreux. Ajoutons un exemple : même à une fête locale, les Blancs sont placés devant ou mis en avant, sous prétexte de tourisme, changeant des événements de communauté en spectacles néocoloniaux.

Il s'agit ici d'une théorie, inspirée du panafricanisme de Frantz Fanon dans *Peau noire, masques blancs* et de Steve Biko contre l'apartheid, définit l'autoracisme comme une idée raciale inversée. Le groupe opprimé accepte et répète sa propre infériorité, non par bêtise, mais par une explication culturelle

profonde. Il marche avec des habitudes fines : idéaliser la blancheur (Akossiwa la voit intelligente et puissante), tolérer différemment (les bruits de Maman Danielle passent, pas ceux des locaux), et se taire face aux injustices.

Plus malin, l'autoracisme sert d'outil néocolonial, gardant l'Afrique faible dans la tête pour aider l'exploitation économique. Au Bénin après l'indépendance, les Blancs expatriés ont des places faciles sans mérite, car l'autoracisme crée une admiration toxique pour l'Occident, bloquant les idées nouvelles et l'union panafricaine. Pensez à l'inverse : si Akossiwa défendait sa dignité en rappelant les lois béninoises contre les armes, ça briserait ce mythe. Mais l'autoracisme rend ça "pas normal", gardant l'inégalité. Pour le panafricanisme, la solution est un nouveau ensemble : retrouver les histoires africaines d'avant la colonisation, des royaumes du Dahomey aux idées d'ubuntu, pour construire une identité forte contre ces attaques mentales.

Pour mieux comprendre, séparons l'autoracisme du complexe d'infériorité, une idée d'Alfred Adler sur un sentiment personnel d'être moins bien, souvent à cause d'échecs privés comme à l'école ou en famille. Ce complexe est personnel, on peut le soigner seul avec de l'aide, et il n'est pas toujours lié à la race. Mais

L'autoracisme est racial, pour tout un groupe, et vient de l'histoire coloniale. Il est plus dur car non forcé, accepté, transmis, général et vu comme normal :

l'autoracisme dont on parle ici est non-forcé car il vient de l'intérieur, sans menace directe, rendant le respect d'Akossiwa "naturel". Maman Danielle ne pousse pas ; Akossiwa prévoit et cède, montrant une perte où l'opprimé imagine la domination sans signe clair. Ça diffère du complexe, qui peut venir d'une force personnelle (comme un rejet seul), mais pas d'une règle raciale. Aussi, il est accepté.

Contrairement au complexe, souvent source de conflit intérieur et de cachotterie, l'autoracisme est pris comme une vérité sûre. Beaucoup comme Akossiwa acceptant cette hiérarchisation comme un fait de base, l'expliquant par des histoires passées (guerres mondiales). Ça rend l'autoracisme plus solide, car accepté sans regret, alors que le complexe crée un malaise. Il est de même transmis aux voisins.

L'autoracisme passe d'une génération à l'autre et circule au sein de la société, comme un sang dans le corps; comme un cadeau culturel. Akossiwa le donnait sans mots à ses enfants par son exemple, elle montrait le respect effroyable pour Maman Danielle. Ayoko, en refusant cette posture dégoûtante, casse ce lien, mais la transmission rend l'autoracisme comme un virus, pas comme le complexe, limité à une personne sans se répandre. En vrai, il touche tout un groupe racial et géographique, rendant la baisse générale (tous les Noirs moins que tous les Blancs). Dans le quartier, cette généralité accepte les "erreurs" de Maman Danielle,

différent du complexe, limité à des sentiments privés sans lien racial. Enfin normalisé; l'autoracisme est vu comme "normal" dans la société, mis dans les habitudes de tous les jours.

À Cotonou, c'est "normal" de respecter plus les Blancs ; le défier, comme Ayoko, paraît étrange. Ça le sépare du complexe, vu comme un problème mental, pas une règle sociale. En plus, l'autoracisme n'est pas un effet pavlovien, ce réflexe appris où un signe neutre donne une réponse automatique par répétition. Contrairement au pavlovisme, basé sur un apprentissage extérieur et sans choix (comme la salive d'un chien au son), l'autoracisme est une destruction choisie, faite contre soi pour aider les autres races (il n'y a pas de différence entre les races au Bénin : on est noir et tous les autres sont blancs "yovo", et tous les yeux bridés sont chinois, blancs aussi donc). Il va plus loin que le réflexe en impliquant un choix tordu : les Africains ne réagissent pas juste à un signe blanc, mais décident de s'effacer pour mettre l'Autre en avant, comme à des fêtes où les Blancs sont au premier plan sous prétexte de tourisme, changeant des moments de groupe en shows néocoloniaux. Et voici donc l'urgence panafricaniste: l'autoracisme n'est pas un mal à soigner seul, mais un mur à casser ensemble, par l'éveil de conscience individuelle et collective, l'union continentale et la reprise des histoires.

L'autoracisme se montre comme un bloc malin pour la liberté africaine, non forcé

mais partout, accepté mais mauvais, transmis mais changeable, général mais passable, normalisé mais reformable. Un panafricanisme fort, inspiré de Nkrumah, Biko, Césaire, et Frantz, appelle à une décolonisation de l'esprit : unissons les voix comme Ayoko pour changer la peur d'Akossiwa en affirmation de groupe, créant une Afrique souveraine et unie. La solution est l'éveil de conscience collective et surtout l'auto-détermination.

L'autoracisme n'est pas un terme anodin ; il désigne une réalité implacable. Il s'agit du processus par lequel les personnes de couleur noire internalisent leur infériorité présumée, conséquence de siècles de domination blanche. L'autoracisme équivaut à un suicide culturel. Il métamorphose des nations autrefois orgueilleuses en entités mendiant l'approbation blanche. Sans son éradication, le génocide méditerranéen perdurera : plus de 30 000 décès depuis 2014, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Il s'agit d'un holocauste contemporain, alimenté de l'intérieur.

Au Bénin, l'autoracisme est ancré dans les structures institutionnelles. Considérons cet exemple éloquent : un individu blanc placé à la tête de la société béninoise d'électricité, détourne "plusieurs milliards de francs CFA" des fonds publics et des existences spoliées, et s'envole avant même que la première presse

n'en fasse écho. Aucun mandat d'arrêt international, aucune poursuite judiciaire. Pourquoi ? Parce que le Blanc bénéficie d'une protection diplomatique, renforcée par des ambassades influentes et des accords bilatéraux empreints de néocolonialisme. De tels cas sont légion : dans l'affaire PPEA relative à l'approvisionnement en eau potable, des expatriés européens ont détourné des millions sans sanctions significatives, alors que des citoyens béninois ordinaires croupissent en prison pour des infractions mineures.

Comparez cela au traitement réservé aux Noirs : un simple message sur les réseaux sociaux « C'est la fête » par suite d'une tentative de coup d'État en décembre 2025, et l'auteur est incarcéré pour trahison. Ce député de l'opposition, membre du parti Les Démocrates, est détenu pour avoir exprimé une joie jugée suspecte. Une trentaine d'autres personnes, principalement des militaires d'origine africaine, subissent un sort analogue. Sous le régime de Patrice Talon, la justice apparaît comme une parodie fondée sur une dualité raciale : impunité pour les élites liées à l'Occident, rigueur pour les autochtones. Talon lui-même a été impliqué dans des scandales antérieurs, tels que le litige avec SGS entraînant une perte de 22 milliards de francs CFA en 2011, avant de revenir au pouvoir sans sanction effective.

Cela n'est pas anecdotique. Les rapports de Transparency International qualifient le Bénin de pays modérément corrompu, mais mettent en lumière l'impunité accordée aux acteurs étrangers. L'autoracisme institutionnalisé incite les autorités béninoises à redouter davantage d'offenser un Blanc que de défendre leur population. Conséquence : les jeunes observent cette iniquité et fuient. Pourquoi demeurer dans un pays où la justice privilégie les Blancs ?

Dénommons-le sans ambages : génocide. L'autoracisme est un génocide silencieux. Non pas parce qu'il est cause principale de la « crise migratoire » ou du « drame humanitaire », termes qui masquent la cruauté systémique et diluent les responsabilités. Il s'agit d'un génocide orchestré, où des milliers de vies africaines sont sacrifiées sur l'autel d'un système mondial inégalitaire. Lorsque des jeunes Africains, ensorcelés par des illusions construites sur des siècles de propagande coloniale et postcoloniale, s'embarquent sur des embarcations précaires, souvent des rafiots surchargés, sans équipements de sécurité, manipulés par des réseaux de passeurs sans scrupules, vers une Europe qui les rejette, cela n'est pas une simple migration. C'est une extermination silencieuse, facilitée par des politiques européennes restrictives, des accords controversés comme ceux avec la Libye pour externaliser les frontières, et un manque flagrant de voies légales pour l'immigration. Les statistiques sont accablantes et méritent d'être détaillées : 5 000

décès en 2023 (faites fois dix pour trouver les vrais chiffres) seulement, d'après Médecins Sans Frontières, mais ce chiffre ne capture pas les disparus, les noyés anonymes, ni les souffrances dans les camps de détention libyens où règnent la torture, les viols et l'esclavage moderne. Ajoutons à cela les pushbacks illégaux par les garde-côtes, les naufrages provoqués par l'indifférence, et les corps rejetés par les vagues sur les plages italiennes ou espagnoles. Ce génocide n'est pas seulement physique ; il est aussi culturel, effaçant des générations entières de potentiels leaders africains, drainant le continent de sa vitalité. Et l'autoracisme est l'une des raisons centrales de ce fléau, car il instille dans les esprits une dévalorisation profonde de l'Afrique, rendant l'exode non pas un choix rationnel, mais une fuite désespérée d'un soi perçu comme inférieur. Sans nier les autres facteurs – pauvreté endémique, conflits armés, changements climatiques qui assèchent les terres et exacerbent les famines – l'autoracisme agit comme un catalyseur psychologique, amplifiant ces pressions et transformant des rêves légitimes en tragédies maritimes. Il convient de souligner que ce phénomène s'inscrit dans une longue histoire de génocides coloniaux, des massacres en Namibie par les Allemands au début du XXe siècle aux famines orchestrées en Inde britannique, rappelant que l'Occident a une dette historique envers l'Afrique. Ignorer cette dimension, c'est perpétuer le cycle de la violence.

Sur le plan psychologique, l'autoracisme est la racine profonde de ce phénomène. Il conditionne les Africains à croire que le succès est intrinsèquement blanc. Au Bénin, cela imprègne les sphères économique, politique et quotidienne : les Blancs négocient avec les autorités, bénéficient de la protection de leurs nations puissantes, sont tolérés même en cas de malversations. Les Noirs, en revanche, endurent tout : arrestations promptes, incarcérations pour un mot mal interprété. Ce contraste alimente l'exode. L'immigration clandestine n'est pas un choix libre, mais un piège mental.

Pour y remédier, il convient d'adopter une approche radicale, imprégnée d'un panafricanisme authentique et militant. Décoloniser les consciences : réformer l'enseignement pour valoriser l'histoire africaine glorieuse, des grands empires oubliés comme celui du Mali, de l'Égypte antique et du Ghana aux résistances anticoloniales menées par des figures comme Kwame Nkrumah ou Thomas Sankara, instiller une fierté continentale qui unit les peuples au-delà des frontières tracées par les colons. Sanctionner les corrompus sans égard à leur origine, en bâtissant des institutions africaines souveraines, inspirées du panafricanisme qui prône l'unité économique et politique, une Afrique unie, comme l'envisageait l'Organisation de l'Unité Africaine avant les années 1970. Renforcer les législations locales contre l'impunité, en promouvant des économies autocentrées

qui valorisent les ressources africaines pour les Africains, et rejeter les accords néocoloniaux qui pillent le continent. Quant à l'Europe, elle doit cesser l'exploitation et l'indifférence, en reconnaissant sa responsabilité historique et en ouvrant des voies migratoires légales, mais c'est à l'Afrique de se lever en premier, dans un esprit panafricain : une renaissance collective où chaque nation, du Sénégal au Kenya, du Bénin à l'Afrique du Sud, se solidarise pour éradiquer l'autoracisme et bâtir un avenir où les jeunes ne fuient plus, mais construisent sur leur sol ancestral. Faute de quoi, le sang continuera de couler en Méditerranée et les aides interminables continueront par perpétuer les fuites financières. Ce génocide est évitable, mais uniquement si l'on s'attaque à l'autoracisme à sa source, en embrassant un panafricanisme qui libère les esprits et unit les forces pour une Afrique libre, prospère et fière.

Les mois passèrent, et le quartier resta le même : bruyant, inégal, plein de contrastes. Ayoko, quant à elle, changea. L'incident avec Maman Danielle l'avait endurcie. Elle refusa de se soumettre à cette tolérance sélective. Elle commença à parler ouvertement de l'autoracisme, organisant des discussions informelles avec les jeunes du quartier. Certains l'écoutaient, d'autres la traitaient de jalouse et chercheuse de problème. Enfin, son rêve se concrétisa. Elle gagna la loterie visa américain. Ayoko fit ses valises, embrassa ses proches, et prit l'avion pour Paris.

En survolant Cotonou, elle regarda en bas : les rues familières, les villas des blancs de Fidjrosse, le marché Dantokpa. “Je pars, mais je n’oublie pas,” murmura-t-elle.

2-MARIE

Marie avait vingt-cinq ans, un diplôme en secrétariat administratif et un cœur plein d'ambitions. Mais le chômage au Bénin la bloquait tous les jours. Originaire de Cotonou, cette jeune Béninoise aux yeux pétillants et à la détermination forte faisait beaucoup de boulots bénévoles pour améliorer son CV et espérer un emploi stable. Elle passait ses journées dans des associations locales à taper des rapports, organiser des réunions et aider pour les documents. C'était fatiguant, mais Marie croyait en la persévérance.

- Un jour, ça paiera.

Elle rentrait chez elle, les pieds douloureux après les longues marches dans les rues animées d'Akpakpa. Son amie Ayoko la soutenait.

- Marie, tu es trop généreuse. Ces bénévoles te vident sans remplir tes poches », lui répétait-elle souvent autour d'un bol de pâte de manioc partagé.

Mais Marie haussait les épaules :

- Mieux vaut bouger que stagner, Ayoko. Le destin frappe à la porte quand on s'y attend le moins.

Un après-midi pluvieux, pendant que Marie corrigeait un rapport plein de fautes pour une petite ONG, une femme entra dans le bureau. Elle était chinoise, élégante dans un tailleur ajusté, avec un sourire poli qui cachait une urgence. Elle s'appelait Li Wei, du moins, c'est le nom qu'elle donna.

- Bonjour, mademoiselle. J'ai vu votre travail. Vous êtes douée pour les documents. J'ai besoin d'un œil professionnel sur les miens. Ma compagnie grandit vite, et les erreurs s'accumulent.

Marie, flattée mais prudente, écouta. Li Wei décrivait une industrie haut de gamme de fabrication de tomates en boîte, exportées vers l'Asie et l'Europe.

- Venez travailler avec moi. Je vous paie 30 000 CFA par mois.

Marie cligna des yeux : c'était ridicule, à peine un quart du SMIC béninois.

- Non merci, je cherche quelque chose de plus stable, répondit-elle poliment.

Mais Li Wei ne lâcha pas. Le lendemain, elle revint avec une offre meilleure : logement gratuit et transport assuré. Marie refusa encore, encouragée par Ayoko qui sentait l'arnaque.

- C'est louche, Marie. Bloque-la sur ton téléphone, elle te harcèle.

Mais Li Wei continuait : appels quotidiens, visites surprises au bureau de la jeune bénévole.

- Essayez juste une semaine, et je double le salaire à 60 000 CFA.

L'insistance était lourde, presque obsédante. Ayoko insistait :

- Porte plainte pour harcèlement. Cette femme n'est pas claire.

Pourtant, Marie, au chômage et sous pression d'argent, céda.

- Juste pour voir, Ayoko. Qu'est-ce que je risque ?

Le jour arrivé, Marie alla à l'adresse : un quartier modeste d'Akpakpa Sacré-Cœur, loin des zones industrielles imaginées. Pas d'enseigne brillante, pas de grand portail avec logo, juste un immeuble simple, un appartement au rez-de-chaussée.

Li Wei l'accueillit avec une Bouteille d'eau et un sourire forcé.

- Bienvenue dans notre siège. Suivez-moi.

L'intérieur était un choc. Deux chambres se faisaient face dans un couloir étroit.

- Voici la vôtre pour le travail de secrétariat, disait Li Wei en montrant une pièce vide avec un bureau bancal et une chaise.

L'autre chambre était la sienne. Le couloir menait à une cuisine minuscule, pas plus grande qu'une cabine téléphonique : un mètre carré avec un réchaud précaire et un évier rouillé. À gauche, les toilettes identiques en taille : un robinet, un seau d'eau et un trou de cinq centimètres au sol pour les déchets. Pas de chasse d'eau,

pas de confort. Mais le pire était le couloir opposé, menant au triplette : un espace de trois mètres de long où s'entassaient près d'une vingtaine d'hommes, tous asiatiques cheveux lisses, yeux bridés, courts et jeunes. Ils étaient serrés comme des sardines sur des matelas usés. Ils mangeaient du riz dans une vieille bassine, sans sauce, sans viande ni œuf. Ils levèrent la tête à l'arrivée de Marie, murmurant un bonjour synchronisé, appris par cœur. Li Wei les présenta comme ses frères, des employés de la grande compagnie de tomates en boîte. Pas de machines, pas de stocks, pas d'odeur de production, juste des regards fuyants et une atmosphère lourde de secrets. Marie sentit son estomac se nouer. Ce n'était pas une entreprise ; c'était un piège, une arnaque, peut-être une filière de traite humaine ou pire. Son cœur battait fort.

- Où sont les rapports ? L'industrie ? balbutia-t-elle.

Li Wei évita :

- Demain, on commence. Installez-vous.

La peur prit Marie comme une vague froide. Elle ne pouvait pas rester une seconde de plus dans cet endroit oppressant. Pendant que Li Wei allait à la cuisine pour un repas de bienvenue, Marie regarda autour, paniquée. Les hommes dans la triplette la fixaient en silence, leurs yeux impassibles cachant peut-être leur propre

captivité. L'air sentait la sueur et la nourriture bon marché. Son téléphone vibra dans sa poche : un message d'Ayoko.

- Appelle-moi si ça ne va pas.

C'était le signal. Marie fit semblant d'un besoin urgent.

- Excusez-moi, je dois aller aux toilettes.

Li Wei hocha la tête distraitement. Une fois dans la petite cabine, Marie verrouilla la porte, un loquet faible qui ne tiendrait pas longtemps. Son esprit tournait : sortir par la fenêtre ? Trop petite. Attendre la nuit ? Impossible. Le danger était clair. Elle entendit des pas dans le couloir. Pas le temps de penser. Marie ouvrit la porte vite, traversa le couloir calmement et alla vers la sortie.

- J'ai oublié quelque chose chez moi. Je reviens vite, lança-t-elle à Li Wei qui sortait de la cuisine, un bol à la main.

Mais son ton montrait la panique. Li Wei fronça les sourcils :

- Attendez, on signe le contrat d'abord.

Marie accéléra, ignorant l'appel derrière elle. Des voix montèrent ; les « frères » se levaient, murmurant en chinois. Elle atteignit la porte, l'ouvrit vite et courut dehors. Le soleil aveuglant d'Akpakpa la frappa, mais elle ne s'arrêta pas. Elle courut en zigzag entre les motos-taxis et les marchands ambulants, le cœur battant comme un tambour.

Des cris derrière :

- Revenez, Marie ! Li Wei la suivait, téléphone en main.

Marie tourna dans une ruelle étroite, se cacha derrière un étal de fruits, souffle court. Elle appela Ayoko :

- Viens me chercher. C'est un piège.

Ayoko, affolée, promet d'arriver avec la police. Marie attendit, tremblante, jusqu'aux sirènes au loin. Elle avait échappé de justesse à l'abîme. Ce jour-là, elle apprit que certaines offres sont comme des mirages, et que la fuite est parfois la plus grande victoire.

De retour chez elle, Marie essaya de porter plainte, mais le commissaire de Fifadji lui dit de se mêler de ses affaires et que ces Chinois ne dérangent personne . Ayoko jura de quitter ce pays. Marie, renforcée par cette épreuve, trouva un vrai emploi dans une entreprise légitime. Ayoko resta sa confidente éternelle. Et dans les rues de Cotonou, Marie marchait maintenant avec plus de vigilance, rappelant aux jeunes femmes :

- Écoutez votre instinct et fuyez quand il crie.

Marie et Ayoko, assises sous l'ombre d'un manguier dans leur cour à Akpakpa, revenaient sur l'expérience de Marie avec Li Wei, la voyant comme un exemple

illustrant des dynamiques plus larges liées à la présence chinoise en Afrique.

Audelà de cet incident personnel, elles élargissaient leur discussion à une analyse plus générale des investissements et de la migration chinois sur le continent, en cherchant à équilibrer les perspectives positives et critiques pour une vue objective.

Ayoko rappelait une nuance à chaque fois :

- Il faut voir les faits sans parti pris, Marie. La Chine apporte du changement, mais pas sans défis.

En pensant à Marie et Li Wei, Ayoko analyse plusieurs possibilités, avec un œil qui voit l’Afrique comme un continent qui doit s’unir contre les dangers qui viennent de dehors. Et si Li trompait les deux gouvernements ? Imagine : Li Wei pourrait faire une grosse arnaque qui traverse les pays, en utilisant des sociétés qui n’existent pas vraiment pour éviter de payer des taxes et échapper aux contrôles. En termes techniques, c’est une évasion fiscale internationale, où des compagnies installées dans des paradis fiscaux cachent de l’argent sale qui circule en secret, en trompant les services des impôts au Bénin et en Chine. Ça montre comment l’Afrique devient un endroit où les escrocs du monde entier viennent jouer, parce que les États africains sont souvent faibles et ne peuvent pas se défendre seuls – il faut que les pays africains se mettent ensemble, comme avec l’Union Africaine, pour faire des enquêtes communes et protéger leurs peuples contre ces pièges qui les divisent et les rendent plus pauvres.

Li avait peut-être un réseau bien plus dangereux. Pense à ça : au-delà du trafic d'humains, où des gens sont vendus comme des objets pour travailler gratis ou pire, ça pourrait être lié à l'espionnage industriel, où on vole des secrets d'entreprises pour copier des technologies et les vendre moins cher, ou au cybercrime, comme des attaques informatiques pour voler des données ou de l'argent en ligne, avec ces vingt Chinois comme un groupe secret qui attend son moment pour agir. Par exemple, en 2018, on a découvert que le siège de l'Union Africaine à Addis-Abeba, construit par la Chine, était espionné : des données secrètes étaient envoyées chaque nuit vers Shanghai pendant cinq ans, de 2012 à 2017. Ça a peut-être permis à la Chine d'écouter les discussions privées des leaders africains et de prendre l'avantage dans les négociations commerciales ou politiques, ce qui a affaibli la position de l'Afrique dans des accords importants et coûté cher en pertes économiques et en confiance perdue. En Ouganda, des technologies de surveillance chinoises comme celles de Huawei ont été utilisées pour espionner des opposants politiques, comme le chanteur Bobi Wine, aidant les gouvernements autoritaires à écraser les voix dissidentes et à maintenir le pouvoir par la peur, ce qui a ruiné la démocratie locale et créé une instabilité qui repousse les investissements sains. Cet espionnage a déjà ruiné des pays en les rendant dépendants : aux États-Unis, la Chine a volé des secrets d'avions et de turbines à des compagnies comme Boeing ou General Electric, causant des pertes de

centaines de milliards de dollars en propriété intellectuelle, ce qui affaiblit l'économie en tuant des emplois et en donnant un avantage injuste à la Chine sur les marchés mondiaux, imagine le même en Afrique, où des pays comme le Kenya ou l'Afrique du Sud perdent leurs innovations en tech ou en mines, rendant leurs industries locales incapables de grandir et les forçant à importer tout de la Chine. En Afrique, ça crée une dépendance économique où les pays perdent leur indépendance, car les secrets volés aident la Chine à dominer les industries locales, comme dans l'énergie ou les télécoms, ruinant les entreprises africaines qui ne peuvent pas rivaliser et menant à plus de chômage et de pauvreté. L'Afrique ne chasse pas les Chinois, beaucoup vivent et travaillent honnêtement sur le continent, apportant des emplois et des échanges ; mais elle doit éviter l'espionnage en étant vigilante, en formant ses propres experts en sécurité pour détecter ces pièges sans rejeter les partenariats utiles. En analyse géopolitique, c'est une infiltration asymétrique, où un grand pays comme la Chine envoie des gens déguisés en migrants pour ramasser des infos ou contrôler l'économie du coin sans se faire voir. Ayoko voit ça comme une attaque directe contre l'indépendance des pays africains, comme les anciens empires qui séparaient les gens pour mieux dominer ; aujourd'hui, c'est avec l'argent et les affaires, et l'Afrique doit créer ses propres services de renseignements pour se protéger, en suivant l'exemple de leaders

passés qui poussaient à l'unité contre les forces extérieures qui imposent leurs règles.

Marie risquait sa vie en vivant ça, et si elle dénonçait avec d'autres comme Ayoko, ça pouvait être très dangereux. Si elles parlaient à la police, les représailles pouvaient arriver : des menaces pour faire peur, ou même des disparitions forcées où on enlève quelqu'un sans trace. En termes de sécurité humaine, c'est le risque de ceux qui dénoncent les crimes, ce qu'on appelle le whistle blowing, dans un endroit où la corruption est partout et profonde, et où il n'y a pas de lois solides pour protéger les gens qui parlent. Ça met en lumière le besoin d'une aide mutuelle entre les Africains, comme des organisations non gouvernementales du continent qui défendent les militants, parce que dénoncer tout seul expose à des risques mondiaux, et si l'Afrique se serre les coudes, elle pourrait faire des lois partagées pour sauver ses citoyens contre ces réseaux qui profitent des points faibles locaux.

Et si le gouvernement béninois était au courant ? Peut-être que des hauts placés font semblant de ne rien voir en échange de pots-de-vin, de l'argent sous la table qui pourrit tout le système de pouvoir. En économie politique, c'est du clientélisme, où les chefs locaux se lient avec des investisseurs étrangers pour gagner personnellement, même si ça fait du mal au peuple entier. C'est une trahison de l'intérieur qui pousse à un réveil africain, avec des leaders qui appellent

à s'unir contre les séparations forcées, pour que l'Afrique gère ses richesses et défende ses jeunes au lieu de les laisser attraper par des puissances de dehors.

Qui pouvait les protéger ? La police locale ? Elle est trop faible, avec peu de moyens et souvent corrompue. L'armée béninoise ? Elle est limitée, avec seulement environ 4 750 soldats en service en 2026, un budget pour la défense d'à peu près 140 millions de dollars américains, et un rang mondial bas, autour de la 137^e place sur 145 pays d'après des classements comme Global Firepower. Sans armes modernes puissantes, les généraux béninois sont souvent entraînés dans des écoles occidentales, ce qui les fait servir les intérêts des pays comme la France plutôt que ceux de l'Afrique, et l'armée reste mal équipée, avec très peu de chars d'assaut ou d'avions de guerre. Le Bénin doit attendre la France pour se défendre, grâce à des accords entre les deux pays qui remontent à l'époque de la colonisation, comme des partenariats pour former les soldats et fournir du matériel, une dépendance qui rend le pays moins indépendant et plus vulnérable. L'armée chinoise défie celle du monde entier aujourd'hui, avec sa modernisation rapide : plus de 2 millions de soldats en service, un budget officiel de 247 milliards de dollars (mais des experts disent que c'est peut-être jusqu'à 471 milliards), et des bases en Afrique comme à Djibouti pour étendre son pouvoir. Elle a environ 600 ogives nucléaires en 2025, et elle vise plus de 1 000 d'ici 2030, avec des armes

pour dissuader les ennemis comme des missiles hypersoniques (par exemple le DF-26, qui peut frapper à 4 000 km) et des missiles intercontinentaux (ICBM) qui touchent n'importe où sur Terre, formant un système nucléaire complet avec des lancements depuis la terre, l'air et la mer. En stratégie militaire, c'est une façon de montrer sa force loin de chez soi, où la Chine pousse son influence avec le projet Belt and Road Initiative (BRI), un grand plan lancé en 2013 pour construire des routes, des ports et des chemins de fer dans le monde entier, y compris en Afrique, en prêtant de l'argent pour des projets d'infrastructure. Mais ça crée souvent une "diplomatie du piège à dette", où les pays comme le Kenya avec son chemin de fer Standard Gauge Railway, qui coûte cher et ne rapporte pas assez, ou Djibouti avec plus de 70% de sa dette envers la Chine, se retrouvent coincés dans des dettes impossibles à rembourser, forçant à donner des actifs comme des ports ou des ressources à la Chine. Au Zambie, la Chine est le plus gros créancier, et le pays a dû restructurer sa dette après des crises, perdant du contrôle sur ses mines. En Éthiopie, un prêt de 4 milliards pour un chemin de fer a été renégocié, mais ça montre comment le BRI peut ruiner des économies en créant une dépendance, avec plus de 170 milliards de prêts en Afrique depuis 2000, ceci mène à des crises comme au Sri Lanka (pas en Afrique, mais exemple clair) où un port a été cédé à la Chine. Ayoko rêve d'une armée africaine commune, comme la African Standby

Force, pour défendre les gens sans compter sur les grands pays qui profitent des faiblesses, en faisant une Afrique solide et libre qui repousse ces intrusions.

La présence chinoise en Afrique s'est intensifiée depuis les années 2000, avec des investissements cumulés estimés à plus de 300 milliards de dollars en 2021, couvrant des secteurs comme les infrastructures, l'extraction de ressources et la manufacturing. Les flux d'investissement directs étrangers (IDE) chinois ont atteint environ 44 milliards de dollars en 2019, faisant de la Chine l'un des principaux investisseurs, derrière les États-Unis et devant le Royaume-Uni et la France en termes absolus, bien que représentant une part relativement faible des investissements globaux chinois. La migration chinoise accompagne ces flux : des estimations varient de 90 000 à un million de personnes, incluant des travailleurs, des entrepreneurs et des commerçants, concentrés dans des pays comme l'Angola, le Nigeria et l'Afrique du Sud. Cette expansion s'inscrit dans des initiatives comme la Belt and Road Initiative (BRI), visant à promouvoir le commerce et le développement mutuel.

D'un œil positif, ces investissements ont contribué à la croissance économique africaine. On sait que des études ont indiqué que les projets d'infrastructure chinois, tels que les routes, les chemins de fer et les centrales

électriques, ont amélioré la connectivité et stimulé le commerce intra-africain, aidant à réduire la pauvreté : entre 2002 et 2011, le taux de pauvreté en Afrique subsaharienne a chuté de 13 points de pourcentage, en partie grâce à une croissance accélérée. En moyenne, les investissements chinois ont créé plus de 18 000 emplois par an dans les secteurs de l'infrastructure et de la manufacturing au cours de la décennie précédant 2022, surpassant souvent d'autres investisseurs étrangers en termes de création d'emplois. On sait que ces engagements ont diversifié les économies africaines, offrant un accès à de nouveaux marchés et technologies, et favorisant une croissance inclusive dans des pays comme l'Éthiopie et le Rwanda, où des usines chinoises ont transféré des compétences et boosté les exportations. De plus, l'approche chinoise, souvent sans conditions politiques attachées, est appréciée par de nombreux dirigeants africains pour sa rapidité et son focus sur les résultats tangibles, comme la construction de plus de 10 000 km de routes et de voies ferrées.

Cependant, des critiques mettent en avant des impacts négatifs potentiels et pertinents. Les prêts chinois, bien que remplissant un vide en matière d'infrastructures, ont augmenté la dette de plusieurs pays africains, avec des cas comme l'Angola où les remboursements en ressources naturelles créent une dépendance économique. Des recherches indiquent que les investissements chinois

peuvent contribuer à une intensification des émissions de carbone industrielles, particulièrement dans les secteurs extractifs et manufacturiers. Ce qui complique les efforts de transition vers une industrialisation bas-carbone. Sur le plan de la main-d'œuvre, bien que des emplois soient créés, une localisation élevée, souvent supérieure à 80 % dans les firmes chinoises, coexiste avec des préoccupations sur les conditions de travail, les salaires bas et un transfert limité de compétences, où les postes clés restent souvent occupés par des expatriés chinois. Des études soulignent également des effets sur l'inflation et les marchés locaux : les importations chinoises bon marché peuvent étouffer les industries naissantes, ensuite augmentent le chômage informel, et la vulnérabilité aux fluctuations globales, bien que cela ne soit pas uniformément observé. De plus, des liens avec des réseaux illicites, comme la contrefaçon de devises, ont été rapportés dans certains contextes, bien que non systématiquement attribués à tous les acteurs chinois, contribuent à une instabilité économique locale. Il est donc question du souverainisme prenne le devant face aux techniques de la dette-piège, surtout en insistant sur le transfert de compétence.

Marie, réfléchissant à cela, concluait :

- C'est un équilibre fragile, Ayoko. L'Afrique doit naviguer dans ces opportunités avec prudence pour un vrai développement.

Pour Ayoko, seuls les Africains vont construire l'Afrique.

3- GLORIA

La belle Gloria, une jeune fille qui illuminait le quartier de sa présence, captivait les regards des jeunes hommes, faisant scintiller des étoiles d'admiration dans leurs yeux. Son apparence était remarquable pour certains. Grande de taille, sa peau claire, d'une clarté éclatante et son corps légèrement velu lui conférait une beauté singulière. Son visage, d'un design harmonieux, affichait des joues rondes qui semblaient parfois donner l'impression qu'elles étaient légèrement enflées, ajoutant une douceur à son expression. Gloria était souvent silencieuse, mais elle avait cette capacité à rire avec une telle abondance que ses éclats de joie résonnaient dans l'air, même si on ne parvenait pas toujours à saisir les raisons de son amusement. C'était une fille qui n'embêtait personne. Elle était étudiante en fin

de formation en imagerie médicale. Gloria était arrivée chez nous presque du jour au lendemain, comme une étoile filante qui traverse le ciel nocturne, laissant derrière une ombre de doute. Sa présence inattendue, apportait un nouveau vent à notre quotidien par ici.

Gloria avait déposé ses dossiers dans tous les coins de la rue, chaque clinique mentionnée dans sa liste soigneusement notée dans sa bible sainte. Elle s'était convenue à ce rituel habituel et omniprésent, priant psaume après psaume, les yeux fermés, inscrivant chaque mot d'espoir dans sa bible, puisant dans toute sa foi et toutes ses forces. La conviction grandissait en elle, comme une flamme alimentée par ses prières, qu'un Dieu bienveillant avait oint le pasteur pour rendre fertiles toutes ces femmes stériles désespérées de l'église. Pourquoi ne le ferait-il pas aussi pour elle ? Avec une ferme détermination, elle s'éloignait de tous les non-croyants, persuadée qu'ils étaient du monde et que leurs doutes ne pourraient que voiler la lumière de sa foi, comme la plupart des jeunes de Cotonou. Elle se levait chaque jours alors avec une détermination renouvelée, elle se ruait dans le couloir qui menait aux chambres à coucher, en décrochant son téléphone portable pleine d'espoir, d'une âme qui sait qu'un miracle peut se produire à tout moment. Souvent, c'était l'un de ses nombreux prétendants, mais à cet instant, peu importait; chaque sonnerie était un rappel que la vie continuait, que chaque jour était une

opportunité de croire, de persévérer et de regarder vers l'avenir avec espoir. Gloria voyait au-delà des défis, sentant une force intérieure émaner de ses prières et des promesses de Dieu. Sa foi était comme un phare, illuminant le chemin obscur devant elle et lui donnant le courage de ne jamais abandonner. Elle savait qu'un jour, son appel pourrait également être celui qui annoncerait la grande nouvelle, une histoire de lutte qui se transformerait en témoignage de triomphe, pour prouver au monde que l'espoir, armée de courage et de foi, pouvait déplacer des montagnes.

Il y a bien longtemps, Elle était venue vivre quelques jours à Cotonou pour y passer les vacances. Son père, un ancien militaire à la retraite, rappelait à tous le lien familial et l'appartenance à la même collectivité, celle de Tougan à Aného, ce qui faisait d'elle une cousine éloignée. Rien que ça ! Les moments de jeu ensemble étaient parfois joyeux, mais d'autres fois, elle se retirait, pleurant en silence sans jamais partager la raison de son chagrin. M'man, dans une tentative de comprendre ce mystère qui l'entourait, la gâtait de bonbons et de chocolats, mais cette approche ne lui permit jamais d'atteindre l'essence de la douleur que Gloria cachait. Gloria était un enchevêtrement de contradictions, tantôt très réservée et introvertie, tantôt étonnamment bavarde, joyeuse et pleine d'énergie.

La gazelle marchait en silence, avec le cœur serré par une peur vague, pendant quinze minutes pour arriver à l'hôpital Saint-Luc. C'est là qu'elle se formait à l'époque, pleine d'espoir mais aussi de fatigue. Chaque matin, les motards venaient la chercher à tour de rôle. C'étaient des visages qu'elle connaissait bien, et cela lui donnait un sentiment de reconnaissance et de compassion. Dossou avait passé deux ans en prison en Allemagne pour des problèmes de papiers, et il gardait une grande amertume. Amir, lui, ne voyait son père qu'une fois par an, seulement s'il faisait le voyage, ce qui lui causait une douleur profonde de manque familial. Tous les deux étaient devenus motards d'un coup, depuis un mois que la gazelle avait commencé cette aventure incertaine. Elle sentait une gratitude émue pour leur aide inattendue. Le soir, elle s'asseyait dans un coin de la maison près du portail, envahie par une tristesse lourde. Elle réfléchissait en silence jusqu'à ce que quelqu'un vienne rompre ce calme oppressant. Son regard perdu dans le vide, fixe et hanté, montrait une jeune âme troublée par un regret profond ou une inquiétude forte. C'était comme un rêve de chien qu'on ne comprend jamais. Dans ces moments, une nostalgie douce et amère la remplissait. Elle se rappelait sa grande famille heureuse, où son grand-père, avec fierté et tendresse, lui racontait toujours ses origines. Il expliquait comment sa lignée avait survécu aux horreurs de la traite des esclaves. Ses ancêtres creusaient des villages souterrains pour se cacher, avec une détermination forte. Son ancêtre chasseur

d'éléphants avait coulé deux bateaux de négriers remplis de Zodzagués, un acte courageux qui rendait Gloria fière. Mais les armes des Portugais et des Espagnols étaient plus puissantes, et cela effrayait tout le monde. Si les pêcheurs n'arrêtaient pas les bateaux à temps, le village pouvait être brûlé; leur plus grande peur. Ils ont lutté des années contre cela de toutes leur force. Un jour, le pire est arrivé, et ils se sont cachés dans un trou au fond de la forêt, pleins d'angoisse. Avec le temps, ils ont construit une case, puis deux, jusqu'à un village entier. Gloria écoutait. Mais seule à Fifadji, quand elle repensait à ça, une tristesse profonde la prenait. Elle aurait voulu changer sa vie, avec une baguette magique. La situation d'argent de sa famille était dure, comme un poids lourd. Gloria sentait de la frustration et de l'impuissance.

Son père, un militaire, se plaignait toujours avec tristesse de son petit salaire qui ne suffisait pas, et de sa petite Gloria qui ne l'écoute point. Il le disait à sa fille aînée Gloria. Il dépendait des aides de la communauté, ce qui l'aidait un peu mais pas assez. Au fil des ans, les dépenses augmentaient, et les liens forts se cassaient tandis que d'autres se formaient dans l'incertitude. Son plus grand cauchemar, qui le terrorisait, était une attaque terroriste dans une ville qu'il connaissait bien. Il avait frôlé la mort, et ça le faisait encore trembler. Il avait perdu des collègues, ce qui le dévorait de chagrin et de colère. Il se demandait avec stupeur et rage

comment des gens ordinaires, avec la tête dans un foulard sahélien et qui parlaient mal français, pouvaient être si habiles et cruels. Chez les voisins, ils avaient tué, pendu, volé des tonnes d'or et d'organes, terrorisé, et occupé des terres. Ici, ils attaquent des militaires. Ils avaient des armes lourdes et savaient exactement où étaient les armes dans la salle, sous l'étal au coin gauche. Il revoyait trois hommes entrer, les prendre en filmant, et son cœur battait fort au souvenir. Il s'était caché au plafond de la salle de repos, tremblant de peur, en entendant les tirs comme des explosions. Il priait pour ne pas être vu ; puis il était allé droit se cacher dans la brousse. Dans cette angoisse, il jurait d'arrêter ce travail mal payé, en colère contre les salaires en retard qu'il ne pouvait pas réclamer, et les officiers voleurs et peureux qui les avaient abandonnés. Il pensait à ses enfants et ses deux femmes, avec un amour fort et un besoin urgent de survivre pour eux. Bientôt, le calme est revenu avec les secours, et il a senti un soulagement fatigué. Le père de Gloria a juré par Mawu, avec résolution et dégoût, de ne plus porter son uniforme. Il avait entendu parler de ces attaques dans les pays voisins et quelques-unes au Bénin. Cela l'emplissait d'une peur constante ; il ne voulait pas mourir sous leurs armes, avec une volonté forte de protéger sa famille.

Le terrorisme au Sahel est un grand problème pour l'Afrique. Je le vois comme un outil des puissances étrangères pour diviser les pays africains et voler leurs richesses, comme l'or. Au lieu d'aider, ces puissances créent le chaos pour

contrôler les ressources. Cela va contre l'unité africaine prônée par des leaders comme Kwame Nkrumah ou Thomas Sankara. Les Africains doivent s'unir pour se défendre, sans dépendre des anciens colonisateurs ou des superpuissances. Le terrorisme au Sahel a explosé ces dernières années. En 2012, la crise au Mali a commencé avec des rebelles et des groupes comme AQMI (Al-Qaïda au Maghreb islamique). Cela a mené à des attaques partout dans la région. En 2020, un coup d'État au Mali a marqué un tournant, suivi d'autres en 2022 au Burkina Faso et en 2023 au Niger. Selon l'Indice mondial du terrorisme de 2024, le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont parmi les 10 pays les plus touchés au monde. Entre 2019 et 2024, le nombre de morts a augmenté de cinq fois dans certains pays comme le Burkina Faso. Ces dates montrent que le terrorisme n'est pas nouveau, mais il s'aggrave avec les ingérences extérieures. Au Bénin, les militaires sont mal armés et mal payés (comme c'est le cas dans tous les pays anciennes colonies françaises), ce qui les rend faibles face aux terroristes. Les attaques ont commencé au nord du pays vers 2020, avec des incursions depuis le Burkina Faso et le Niger. Les soldats béninois manquent d'équipements modernes, tandis que les terroristes ont des armes lourdes, souvent venues de trafics libyens et des livraisons d'armes de certaines autorités de la CEDEAO (selon les autorités nigériennes). Cela crée une inégalité qui favorise les envahisseurs. D'un œil panafricaniste, c'est la preuve que les États africains sont laissés vulnérables par le manque de solidarité continentale.

Le Bénin fait partie de la Force multinationale conjointe contre Boko Haram, mais sans armes égales, c'est dur de gagner. Les groupes terroristes comme JNIM (Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin) ou l'État islamique au Sahel sont lourdement armés. Ils occupent de grands espaces dans le Mali, le Burkina et le Niger, contrôlant des villages et des routes. Leurs armes viennent parfois des trafics internationaux, souvent liés à la chute de Kadhafi en Libye en 2011, qui a libéré des stocks d'armes. Les visionnaires diront que ces armes sont fournies par des puissances comme les USA ou la France pour semer le désordre et exploiter les mines d'or ou d'uranium. Les attaques causent des milliers de morts et des millions de déplacés internes. Par exemple, au Burkina Faso, plus de 2 millions de personnes ont fui leurs maisons depuis 2019. Les terroristes gagnent des milliards de francs CFA par des rançons, du trafic d'or, d'armes et même d'organes humains. Ils contrôlent des mines d'or illégales et vendent à des réseaux mondiaux. Cela appauvrit les États africains et enrichit les criminels. En plus, le trafic de drogue et d'humains lie le terrorisme à la criminalité transnationale. Pour les panafricanistes, c'est une forme de néocolonialisme : les ressources africaines fuient vers l'Occident, laissant la misère derrière. Les autorités maliennes accusent les "auxiliaires coloniaux" comme la France, de déstabiliser le Sahel pour voler les matières premières. En 2022, le Mali a rompu avec l'opération Barkhane française (qui était presque une décision unilatérale de la France) et la MINUSMA de

l'ONU, invitant plutôt le groupe russe Wagner (devenu Africa Corps), comme la Centrafrique quelques années plus tôt. Cette dernière crie contre la coopération ukrainienne vis-à-vis du fléau, vue comme une extension de la guerre russo-ukrainienne en Afrique, pour affaiblir les Russes comme l'Africa Corps. La Russie dénonce que 97 % des terroristes sont “fabriqués” par les USA, via des financements ou des formations cachées, pour contrôler l'Afrique. Ces accusations montrent que le terrorisme n'est pas juste local, mais géopolitique. Les panafricanistes y voient une lutte contre l'impérialisme. L'Alliance des États du Sahel (AES), formée en 2023 par le Mali, le Burkina Faso et le Niger, veut une défense africaine indépendante. Mais les USA, via AFRICOM (Commandement américain pour l'Afrique), encerclent cette alliance. Après leur expulsion du Niger en 2024, les Américains cherchent des bases au Bénin ou en Côte d'Ivoire. Cela redessine la carte : l'Occident veut contenir l'influence russe et chinoise. Pour les panafricanistes, AFRICOM est un outil néocolonial pour diviser l'Afrique et voler ses ressources, au lieu d'aider vraiment contre le terrorisme. En gros, le terrorisme au Sahel est un piège pour l'Afrique, alimenté par des intérêts étrangers. Pour s'en sortir, il faut partager des armes, des infos et des ressources entre pays. Sans ça, les divisions profiteront aux voleurs de richesses. L'Afrique doit se lever pour son propre avenir, comme l'ont rêvé les pères de l'indépendance. Il faut ajouter que les tendances sont de plus en plus inversées depuis la formation de la force conjointe

de l'AES. Les terres sont récupérées, les déplacés internes rejoignent leurs territoires et l'espérance de vie d'un terroriste dans le Sahel ne saurait dépasser deux ans. L'alliance fait ses preuves.

Gloria quant à elle, était convaincue que la pauvreté est une condition pour aller au ciel, chez Dieu. Elle voulait voir toute sa famille se convertir au christianisme. Elle demandait à son père de donner vie à Jésus car il venait de lui faire un miracle en le sauvant des griffes des terroristes. Elle avait vu plein de miracles se produire et elle attendait son tour encore ; comme le pasteur lui avait toujours dit. Il l'avait fait pour elle, disait-elle. Mais elle ne donnera pas le nom de celui qui paye donc ses cours à l'université privée. Ce fut son secret. Le ton finit par se lever et elle quitta la maison. Et ils ne savaient pas où elle était passée.

Un jour, Gloria décida de se marier à l'église selon la recommandation de Dieu lui-même le tout puissant miséricordieux, par le biais de son pasteur le plus saint sur terre, Zanou. Elle avait dit oui à ce jeune homme du nom de Koffi que le pasteur Zanou lui avait présenté trois mois plus tôt, comme un bon enfant de Dieu. Gloria était fatiguée de toutes ces révélations sur sa famille ; des agents de Satan envoyés droit de l'enfer qui possèdent sa sœur, aux extraterrestres diaboliques qui voulaient la détruire, en passant par le diable lui-même qui ne voulait pas qu'elle se

marie et qu'elle doit défier en mariant Koffi. Ce serait le seul moyen pour prouver que l'œuvre de Dieu est accompli sur sa fille, comme il l'avait fait à Esther dans la sainte bible. La date du mariage secret fut fixée dans sa nouvelle congrégation chrétienne qui serait maintenant la seule famille qui lui restait depuis que cette dispute que Zanou avait provoqué, l'avait fait quitter la maison de son père.

Gloria se repentît avec le temps. Elle regrettait tous ces moments passés avec Marie, Rose et toutes ces fois qu'elle était allée en boîte de nuit, un lieu que Dieu détestait et que Satan aimait. Elle confessa tous ces graves péchés à Dieu et Zanou la rassura que Dieu lui eût pardonné. Elle avait tour à tour laissé la recherche d'emploi tomber, les belles robes boubou de monsieur Bamba, elle les avait brûlées devant toute sa famille chrétienne composée d'une trentaine de personnes. Elle tourna aussi le dos à son père. Sa nouvelle vie avec Koffi ne doit être tachée de ce passé jugé trop « mondain ». Elle avait changé son numéro de téléphone et elle dormait à l'église jusqu'au jour de son mariage célébré par Zanou lui-même. Dieu fera le reste. Zanou était un jeune homme béni par Parfaite, la femme dieu d'une grande célébrité au Bénin. Cette femme qui serait "tombée du ciel" dans une forêt selon ses témoignages, et qui défie ministres, traditionalistes, rois et pasteurs, et aucun d'eux n'a su lui faire face. Elle insulte même le président, défiant ainsi lois et constitution sans être inquiétée. Zanou quant à lui, était donc

très confiant que Dieu était avec lui ; car il avait beaucoup souffert dans les sentiers de Dieu avant son appel divin et il n'avait pas d'emploi malgré son master en communication. Il était allé en Côte d'Ivoire en 2011. Il était caché sur le toit de la maison alors qu'il était en caleçon. Les milices de Ouattara étaient là, ils posaient des questions aux habitants de la région puis les emportaient. On raconte qu'on les décapitait. Il avait si peur, il s'était mis à prier. Il avait même enfoncé ses trente mille francs qu'il lui restait pour payer son loyer dans le rectum. Le toit en tôle de la maison où il vivait, était si chaud. Les milices ont fouillé toute la maison mais par miracle, ils ne sont pas montés au toit. Zanou entendait la voix de Dieu lui dire « Laisse la drogue et suis-moi. » Il s'était mis à pleurer et il priât encore et encore. Ils l'avaient pourtant fait dans les maisons voisines. Zanou glorifia Dieu et c'est ainsi qu'il s'est converti au christianisme. Il racontait souvent cette histoire pour fortifier ses fidèles en larmes. Les fidèles convaincus crient « amen ». Il les convainc que seul Dieu décide de qui sera riche et de qui ne le serait pas.

Un an plus tard, on revit Gloria à l'hôpital, étendue sur une vieille natte en guise de lit d'hôpital, le regard perdu dans le vide, avec un nouveau-né fragile dans les bras. À ses côtés, Koffi, silencieux et impuissant, partageait son angoisse. Comme toutes ces autres femmes étendues sur le sol dur de la terrasse du centre hospitalier de Cotonou, elle venait juste de donner naissance à son premier garçon,

fruit d'un amour mêlé d'espoir et d'appréhension. Le bébé, déjà âgé de trois semaines, était le symbole d'une vie nouvelle et d'une promesse lumineuse, mais également le rappel d'une réalité sombre. La raison de leur séjour prolongé dans cette attente douloureuse était tragiquement banale : les frais médicaux et d'hospitalisation, insurmontables et oppressants, pesaient sur leurs épaules comme une lourde croix. Bien que la césarienne fût gratuite sous le régime de Yayi, les coûts liés aux soins annexes demeuraient un fardeau écrasant, un gouffre financier qui semblait engloutir toute l'espoir d'une vie meilleure.

Un voisin de Fifadji, ému par leur détresse, avait aperçu leur situation et il s'était empressé de le rapporter à Rose puis à Marie, leur demandant d'intervenir par pure compassion. Mobilisées par un élan de solidarité, ces femmes s'étaient appliquées à diffuser et à relayer le message de détresse. Dans les véritables coins de ce pays où la communauté prime sur l'individu, la rumeur circulait comme une traînée de poudre, un appel au secours partagé. Et pourtant, face à l'injustice silencieuse qui pesait sur elles, personne n'osa lever le doigt pour pointer du doigt cette réalité tragique. « Que Dieu lui paie les frais d'hôpital », murmuraient-ils tous, à la fois souhait pieux et constat amer d'une société où la précarité semblait être la norme. Dans ce cas, Gloria devenait la cible de jugements cruels : « Une

femme qui déshonore sa famille, on ne la touchera même pas avec un bâton, jusqu'à la mort. »

Le manque criard d'emploi est une réalité préoccupante qui frappe la jeunesse, créant un terreau fertile pour des conséquences sociales et économiques dramatiques. Face à l'incapacité de trouver un emploi viable, de nombreux jeunes se tournent vers les lieux de culte, cherchant du réconfort et un sens dans la prière. Le taux élevé de fréquentation des lieux de culte est révélateur d'une quête spirituelle face à un désespoir palpable. Ces espaces deviennent ainsi des refuges, mais aussi des vecteurs d'espoir, alors que les jeunes aspirent à un avenir meilleur. Cependant, cette situation ne peut être une solution efficace. Pour véritablement pallier les défis que rencontre la jeunesse, il est impératif de promouvoir la science et la technologie. En investissant dans ces domaines, on peut favoriser l'indépendance et la souveraineté économiques, permettant ainsi à la jeunesse de développer des compétences techniques et d'accéder à des emplois de qualité. Une telle orientation pourrait transformer le paysage économique et offrir des perspectives concrètes aux jeunes, leur permettant de sortir du cycle de la pauvreté et de l'angoisse.

Le vent des roses nous ramène vers Gloria, Koffi et Zanou, des jeunes capables d'apporter bien plus qu'un simple espoir à leur pays d'accueil. Leur amour

pour leur pays, bien que puissant et transcendant, ne suffira pas à masquer les dures réalités économiques qui les entourent. L'espoir qui grandit face à la misère et les ennuis, peut néanmoins être nourri par un environnement propice à la réussite, où les jeunes pourraient contribuer activement au développement de leur communauté. En somme, pour que la jeunesse puisse véritablement s'épanouir, il est essentiel que l'on privilégie un cadre dans lequel l'économie, l'éducation, et l'innovation se rejoignent, offrant ainsi des opportunités tangibles à ceux qui aspirent à un meilleur avenir, et permettant à l'amour de fleurir dans une atmosphère de prospérité partagée.

Et la curiosité nous mène à un point confus : Comment le manque de règles politiques sur l'influence des croyances conservatrices en Afrique subsaharienne, ajouté à une mauvaise gestion de la pauvreté, renforce-t-il l'endoctrinement des jeunes femmes ? Cela les pousse à voir le mariage comme un "miracle" de Dieu, plutôt qu'une façon pour les femmes de s'unir et de s'émanciper ensemble ? Ici, c'est un problème de fond où les prédications religieuses massives ne sont pas neutres. Elles se mêlent aux insuffisances gouvernementales pour maintenir des cercles de pauvreté et d'inégalités entre hommes et femmes. Cela touche l'Afrique subsaharienne, et on peut le comparer à une sorte d'héritage impérialiste qui se transmet. Les idées religieuses agissent comme des signes sociaux, changés par des

environnements défaillants. Elles modifient les chemins de vie des filles et passent des faiblesses d'une génération à l'autre.

En Afrique subsaharienne, l'évangélisme touche aujourd'hui plus de 200 millions de personnes, souvent dans les communautés pauvres, où il promet des miracles divins pour sortir de la misère. C'est une doctrine appelée théologie de la prospérité importée des États-Unis. Pour une fille comme Gloria, pauvre, éduquée en imagerie médicale mais sans employée comme plus de 80% des filles du quartier Fifadji. Cet endoctrinement la pousse au mariage non comme choix précoce, mais comme refuge. Il incarne le miracle que, Dieu au lieu de l'État, fait. Cette équation chimique de substitution bien équilibrée reste une réalité. D'autre part, la gouvernance du pays est minée par la corruption, absence de politique séculaire et le sous-financement social. Ceci permet à l'endoctrinement religieux de combler les vides, transformant la religion en outil de contrôle social qui cible les pauvres qui constituent majorité populaire.

L'autre œil panafricaniste voit aussi le phénomène d'une sélection naturelle inversée. Expliquons cela simplement : imaginez la sélection naturelle comme un processus biologique où les traits utiles pour l'adaptation se transmettent et renforcent une population comme dans l'évolution darwinienne. Mais ici, c'est

l'inverse : une politique sociale chaotique crée un environnement où les comportements ou stratégies de survie qui émergent ne sont pas bénéfiques à long terme pour l'individu ou la société. C'est ce que d'aucuns appellent adaptations dysfonctionnelles. Par exemple, le mariage motivé par un endoctrinement religieux n'est pas une vraie solution émancipatrice ; c'est une réponse "adaptée" à la pauvreté immédiate. Elle offre un semblant de stabilité via un conjoint, mais elle est dysfonctionnelle car elle perpétue des inégalités à savoir abandon professionnel, dépendance économique, cycles de misère intergénérationnels. Ces adaptations affaiblissent le continent davantage en perpétuant des inégalités et en freinant le progrès collectif, car elles détournent les énergies vers des solutions individuelles illusoire au lieu d'une mobilisation collective contre les structures défailtantes. Faudrait-il aider Gloria à comprendre sa priorité sur la réduction des taux de chômage et d'emploi ? Gloria se réveillera -t-elle de son rétro darwinisme ? Quel qu'en soient les solutions proposées, elles mélangeront sans doute le positif de sa réalité avec des changements séculaires. Après les conseils locaux, Gloria doit rejoindre des groupes dynamiques dans l'encouragement des femmes pour l'innovation, et comprendre que le vrai miracle vient du travail et des changements profonds, pas de la foi. Si on applique ça, on brise les cycles de misère et on renforce le continent.

4-AKWA

À la même époque, où Gloria était encore si petite qu'elle profitait de ses vacances chez ses cousines éloignées, il y avait Akwa. Elle était une jeune fille au physique acceptable dans un foyer béninois, pour les tâches ménagères. Elle avait les ongles et les cheveux courts. La grande et jeune Akwa parlait le Guingbé, la langue de chez elle, et un peu français. Elle ne mettait jamais de maquillage ni de vernis, et portait des pagnes pas aussi haute classe comme le wax hollandais Vlisco. Elle est togolaise et, depuis le déséquilibre politique dans son pays, de nombreuses jeunes femmes ont débarqué au Bénin, avec des colis sur la tête. Les hommes étaient d'abord dans les rues, puis se sont rassemblés à la maison du peuple. Elle faisait partie de ces vingt-cinq mille personnes (hommes, femmes et enfants) qui ont quitté le Togo. Parlant de la diversité des arrivants, il y avait des

grands, des petits, des nouveau-nés, des bébés, des vieillards, des femmes enceintes et des jeunes filles. Ils arrivaient de jour comme de nuit. Les taxis circulaient dans les rues, tandis que le nombre de piétons avait considérablement augmenté. Tous se dirigeaient vers l'étoile rouge. Les Béninois sont habitués à ces arrivées massives, qui ressemblent à des avalanches d'ADN déferlant sur la terre de Houébadja.

À eux s'ajoutaient les Ghanéens qui avaient fui les répressions suite à la main de fer de Jerry Rawlings. Ils étaient pour la plupart des cordonniers, recycleurs et des brocanteurs. Ils passaient dans les rues en criant gapo bléblé (la vraie prononciation c'est gankpo gbélé gbélé, qui veut dire fer entièrement rouillé). Ils ramassaient sachets, poubelles, chaussures et tout objets pour être recyclés. Ils allaient les transformer et ils les revendaient. Ils s'asseyaient sur la petite caisse en bois, l'ouvraient, et sortaient le cirage, la corde, l'aiguille longue de deux doigts, et ils se saisissaient des chaussures gâtées, et en faisaient des nouvelles paires. Ils faisaient briller les chaussures des béninois et on disait souvent « good » en levant le pouce pour dire merci. Leur esprit créatif et dévoué à la lutte pour survivre a facilité leur intégration.

Il y avait aussi les Libériens, qui avaient un moyen similaire à celui des Ghanéens pour survivre au Bénin. Depuis le bras de fer entre Samuel Doe, issu de 98 % de la population autochtone, et Charles Taylor, descendant d'un Noir américain et d'une mère libérienne, surnommé « Super-glu » pour sa capacité à conserver l'argent des autres, le pays a sombré dans le chaos. Taylor, qui avait fui des prisons américaines dans des circonstances jugées impossibles, représentait une minorité de 2 % de la population. Cette lutte pour le pouvoir, marquée par des massacres atroces et une violence inouïe, a provoqué le départ de centaines de milliers de Libériens de leur terre natale. Les estimations parlent de près de 250 000 victimes durant cette guerre civile, tandis que plus d'un million de personnes ont été déplacées. Ils arrivaient tels une boule de neige qui chutait d'une montagne. Les Libériens brandissaient suivant un morceau de bois de la taille d'un double décimètre, qu'ils tapaient contre une caisse en bois qu'ils portaient en bandoulière. Une ceinture en cuivre ou en caoutchouc traversait en diagonale leurs torse maigres, cachés sous des t-shirts amples et propres, malgré leur état de vieillesse. Les Béninois avaient longtemps crié « tchouméka » à chaque fois que le bruit de ces caisses se faisait entendre.

À l'est, depuis les troubles de la guerre de Biafra, de nombreux Nigériens ont trouvé refuge au Bénin, où ils ont rapidement pris le monopole des vêtements de friperie, appelés atchouta. Ils ont été accueillis par leurs compatriotes qui avaient déjà quitté leur pays avant ou au tout début de la crise. Ces nouveaux arrivants ont bénéficié de l'aide des Béninois, alignés le long des frontières pour distribuer du Gari et de l'eau aux enfants et aux familles vivant à proximité de la frontière. La guerre de Biafra, qui a causé la mort d'un million de personnes, dont une majorité d'enfants, a laissé des cicatrices profondes dans la région. Les réfugiés ont établi des tentes dans le marché de Missêbo, qui est devenu un véritable centre d'approvisionnement en vêtements grâce à ce trafic. Au fil du temps, le marché de Missêbo a connu une expansion rapide, échappant à tout contrôle. Les rumeurs sur la vente de chair humaine, le vol, les enlèvements et les braquages ont alimenté des mythes stigmatisants autour des populations réfugiées, souvent relayés par les médias "fait maison". Malgré cela, la friperie qu'ils proposaient à vil prix a conquis la population locale. Le marché de Missêbo, situé en plein Tokpa, a acquis avec le temps une renommée internationale, attirant non seulement des Béninois, mais aussi des acheteurs venus d'ailleurs, tous en quête de bonnes affaires.

L'année 1990 a été particulièrement longue et tumultueuse pour l'Afrique. La fin de la guerre froide en 1989 a provoqué un bouleversement des équilibres politiques dans plusieurs pays africains. Cette période a également marqué la chute

du mur de l'URSS et l'assassinat de Thomas Sankara en 1987, un leader panafricaniste qui démontrait qu'un développement rapide de l'Afrique était possible sans l'eurocentrisme, qu'il soit ultra ou alter. Au Bénin, mis à part les raisons économiques, la chute du régime communiste de Kérékou a été en militairement causée par la déroute du bloc soviétique, son soutien, forçant le pays à adopter des réformes politiques telle la conférence des forces vives. Avec le discours de la Baule en 1990, le rapport de force politique a changé : le pouvoir est passé d'un dictateur kidnappeur de pouvoir à un système où la gouvernance se transforma en gang, où un individu détient tous les pouvoirs alors que les autres affichent un monopole d'opposition. Au Togo, le régime d'Eyadéma était particulièrement redoutable, appliquant des méthodes de répression inspirées des stratégies de la guerre d'Indochine et des nazis de la deuxième guerre ethnique et tribale des occidentaux. Les sévices corporels étaient couramment utilisés contre ceux soupçonnés de comploter une quelconque révolte, et les militaires écrivaient sur les portails « DÉJÀ FOUETTÉ » après chaque intervention brutale. La répression a causé la mort de milliers de Togolais dans un climat de terreur, et ceci est passé sous le silence total des médias.

Face à cette situation, des millions de personnes se retrouvaient à l'extérieur de leur pays, cherchant des moyens de survie tout en endurant cette oppression

silencieuse. Les rumeurs se propageaient, comme celle des femmes togolaises qui agrandissaient le quartier Jonquet, connu comme le quartier rouge de Cotonou, où elles ne trouvaient pas seulement le plus vieux métier du monde, mais le refuge aussi, d'autres encore devenant les compagnes de foyers qui leur offraient hospitalité.

La conférence des forces vives tant clamée par le Bénin a été un échec au Togo, et en voici une victime : Akwa. La terre du Togo l'a vu naître, et elle l'a toujours dit : c'est là que mon cordon ombilical a été enterré.

Pourquoi moi ? Disait la jeune fille Kabyê. Pourquoi ne change-t-il pas d'avis de façon abracadabrante ce comportement dictatorial ? Pourquoi Dieu ne change t il pas son fils, qui est l'un des pires dictateurs de l'Afrique subsaharienne postindépendance, un homme impitoyable, dénué de cœur et d'âme ? Akwa coulait les larmes quand elle en parlait. Il est la cause de tous ces flux togolais, bagages sur tête, courant vers un refuge qui vient lui aussi d'éviter une guerre civile de justesse. Parmi ses nombreux rumeurs et crimes, sa réputation de meilleur étrangleur d'Afrique de l'Ouest, « enceinteur » professionnel d'Indochine, tchadien ou Camerounais Bamoun, déplacé pendant la guerre d'Algerie pour le Togo par récompense selon les habitants de son village etc... On lui attribue l'assassinat de Sylvanus Olympio, le tout premier président du Togo indépendant, et il figure en

tête des atrocités commises dans la région telles les déstabilisations des pays voisins selon les juges fait-maison. « C'est l'homme le plus ignoble de toute l'histoire », disait-elle en regardant loin dans le vide et d'un ton calme. Elle le maudissait en mina, du fond de ses tripes. En Afrique de l'Ouest, il se fait remarquer pour sa force brute et sa capacité à écraser ses opposants, dans des luttes traditionnelles à mains nues, comparables aux boas constrictors d'Amérique latine. Dans le début des années 1990, le Niger a connu une colère croissante envers le régime militaire au pouvoir, non seulement en raison de la violence policière, mais aussi à cause de ses politiques économiques et sociales, en particulier son premier programme d'ajustement structurel. Après plusieurs mois de révoltes, le régime est tombé, laissant place à un gouvernement dit "démocratique" en 1991. Sous la pression des institutions financières internationales, le nouveau gouvernement s'est rapidement engagé sur la même voie économique et sociale que le précédent et a adopté une politique d'ajustement, à laquelle la résistance avait joué un rôle fondamental dans son accession au pouvoir. Ces belles paroles identiques à tous les pays francophones à la suite du discours de la Baule sont faites pour les journaux. Les années sont passées, les Nigériens ont rempli les pays voisins. Ils lavent les voitures des passants devant la mosquée de Zongo ou de Cadjèhoun. Ils vendent de la viande grillée au pneu, puis ils mendient. Ils font la lessive. Ils soignent les chaussures. Leur nombre grandissant forge une grande communauté nigérienne

vivant dans tous les pays d’Afrique qui peinent aussi à se lever. Leur langue Zerma les rapproche du nord du Nigeria, du Bénin et d’autres pays de la sous-région.

C’est pourtant au Bénin, ex Dahomey que son histoire a commencé. Là-bas, que l’éternel “Dieu du Togo” se distingue si bien dans les combats qu’il est, presque de force, enrôlé dans les rangs de l’armée coloniale française. Eyadema Gnassingbé (variante d'oiseau en Bamoun, langue de la population Bamoun au Cameroun) lui, sert de sentinelle, mais aussi de marmiton au sein de l’armée française, où il a laissé une solide réputation de gros mangeur et de canaille, capable d’avoir jusqu’à 15 rapports sexuels en une seule journée en Indochine où il aurait laissé pléthores de petits bâtards . Lors de son passage en Indochine, il se forme davantage à la brutalité avant de rejoindre l’armée togolaise, alors en pleine gestation. Très vite, il fait preuve de ses aptitudes exceptionnelles à étrangler et à égorger, des qualités redoutées qui le propulsent rapidement vers des positions de pouvoir.

Les services français, désireux de justifier sa présence et ses actions au Togo, vont alors œuvrer pour construire une légende autour de lui, histoire d'en faire un "Togolais" pure sucre et sang, et lui offrir ainsi un narratif légitime à la Alassane Ouattara en Côte d'Ivoire. C’est dans cette lancée que l’on désigna Pya, bourgade perdue à l’époque dans le nord du Togo, comme son lieu d’origine, pour

tromper les regards et les consciences. La jeune Akwa laisser mouiller ses joues de chagrin quand elle pensait à tout ce que sa famille a enduré pendant près de 40 ans qu'il était là. Le destin de ce tyran, aussi tragique que sa vie, a connu une fin spectaculaire. Alors qu'il est en plein vol, en route pour Israël, où il se rendait régulièrement pour des soins médicaux, son avion fut contraint de modifier son plan de vol en raison de l'interdiction libyenne de survol de son espace aérien. C'est dans cette situation étrange qu'il succomba à un arrêt cardiaque, marquant le sommet d'une malédiction étrange. Enfin, se disaient tous les Togolais. À peine avaient-ils eu le temps de pousser un soupir que le néonazisme fut annoncé. Le père a passé la main à son fils en 2005, et le calvaire s'allongea encore et encore, laissant le trauma dans le cœur de la jeune fille.

Un jour, un incident marquant impliqua notre aide-ménagère, Akwa, notre dada (dada veut dire grande sœur en fon. C'est aussi un mot utilisé pour exprimer du respect envers une femme). Arrivée pour prêter main-forte à maman dans les tâches ménagères et dans son commerce, Akwa était la troisième aide togolaise que nous avions eue en deux ans, mais elle était différente des autres. Maman, impatiente et exigeante, lui avait administré une gifle après qu'elle avait laissé bouillir un poulet complet avec ses plumes, une erreur que maman lui avait pourtant expliquée à plusieurs reprises. Chaque jour, elle lui criait dessus pour une

raison ou une autre, ce qui créait une atmosphère tendue dans la maison. Akwa, malgré ses efforts, semblait toujours en proie à des erreurs, et le climat familial se chargeait d'une tension palpable, exacerbant les émotions déjà fragiles de Gloria.

Akwa regardait souvent dans le vide, ses yeux perdus dans l'horizon lointain, comme si elle cherchait désespérément à y trouver une échappatoire à sa douleur qu'elle n'expliquait jamais. Elle restait là, figée, pendant que les minutes passent, un silence lourd pesant sur elle, tandis que les larmes coulaient doucement sur ses joues, témoins silencieux d'une tristesse profonde qui semblait l'engloutir. Sika et Dédé dans cette même position, leurs regards vides et leur tristesse palpable, et cela me rappelait à quel point la vie pouvait être cruelle. Leurs rêves, autrefois vibrants, avaient été réduits à des souvenirs, des promesses de richesses, de routes, d'écoles, de dispensaires, d'eau potable jamais tenues. Après huit mois de sacrifices, elle avait enfin réussi à amasser suffisamment d'argent pour commencer une nouvelle vie humble, mais mieux que l'ancienne et loin des kalachnikovs. C'était censé être un moment de joie, l'espoir d'une jeune femme qui rêve d'un mariage heureux, d'une vie sociale stable, mais pour elle, cet espoir semblait s'évanouir comme un mirage, se déroband à ses doigts comme du sable. Le poids de ses attentes, de ses rêves brisés qui l'ont éloigné, l'accablait davantage, la plongeant dans un abîme de mélancolie. Les souvenirs des rires partagés et des

promesses faites résonnaient en elle comme des échos lointains, qui amplifiait de jour en jour sa solitude. Le regard d'Akwa trahissait une quête désespérée, comme si chaque instant passé à contempler le vide était une tentative de comprendre pourquoi les élus et les auto élus lui avait joué un tel tour. Si seulement elle pouvait changer les choses par une baguette magique ! Que peut une jeune fille devant huit milles militaires, des milliers de policiers, des ministres pliés, des députés fantoches, une opposition faible après être bombardée. Rien ! Fiasco sur toute la ligne.

Akwa, exilée au Bénin de 1990 à 1991, qui pleure l'instabilité de son pays, le Togo, sous le dictateur Gnassingbé Eyadéma. Ce leader, au pouvoir depuis 1967 après un coup d'État, réprimait durement l'opposition, forçant des milliers de Togolais à fuir au Bénin et au Ghana. Akwa rêve d'un Togo stable, où elle peut voter librement, où sa voix compte vraiment, et où elle vit en paix du cœur, sans peur des violences. Les tensions politiques causent des destructions et des bagarres sans réparation, comme au Togo en 1990-1991 où des manifestations pour la démocratie ont été écrasées violemment par Eyadéma, avec tant de morts et de sang coulé qui marquent l'histoire, et cela montre comment le néocolonialisme, via des pays comme la France qui fournissaient armes et aides pour garder le contrôle des richesses africaines, alimente ces troubles pour empêcher une vraie stabilité.

Sans justice pour les victimes, les blessures restent ouvertes, et la paix ne peut s'installer, laissant les gens sans espoir de voir leurs droits respectés. Les cicatrices des larmes qui ne guérissent pas représentent la tristesse de Akwa, cela montre la douleur de tout un peuple sous Eyadéma qui tuait des opposants et favorisait son groupe ethnique, créant plus de haine et un cercle vicieux de vengeance, renforcé par le néocolonialisme qui divise pour mieux régner et exploiter les ressources. Les morts et les exilés, avec tout ce sang coulé, élèvent le risque de plus de violence, comme au Togo où les protestations de 1990-1991 ont amené des négociations mais Eyadéma a repris le pouvoir avec l'armée, et les exilés comme Akwa reviennent parfois avec de la colère. Des organisations comme la CEDEAO en Afrique de l'Ouest pourraient aider à la paix, mais elle est souvent financée et influencée par la France et l'Occident, et critiquée pour n'avoir jamais rien empêché si ce n'est de protéger les dictateurs, comme dans des cas où elle impose des sanctions sélectives ou reste silencieuse face aux manipulations électorales, au lieu d'intervenir pour une vraie justice qui permettrait aux voix comme celle d'Akwa de compter. L'Union Africaine condamne souvent ces violences et émet des missives ou des rapports, comme l'enquête conjointe avec l'ONU en 1998 sur les violations des droits au Togo, pourtant elle ne vient jamais remettre de l'ordre dans le pays, laissant les dictateurs en place sous l'ombre du néocolonialisme qui profite de ces faiblesses pour maintenir son influence. C'est facile de prendre les

armes, comme l'armée d'Eyadéma qui décidait du pouvoir, mais dur de réparer, et Akwa veut un pays où sa voix compte par le vote libre, pas la force, pour que la justice apporte une paix durable loin des ingérences extérieures qui sèment le chaos en Afrique. La réparation demande de l'argent pour reconstruire et de la justice pour les pauvres, et des figures comme Thomas Sankara inspiraient à investir dans les écoles et les terres, pas les armes, avec des groupes régionaux réformés pour unir les économies et rendre l'Afrique indépendante des puissances néocoloniales. Les femmes risquent plus en exil, subissant la violence et la pauvreté, et au Togo elles manifestaient beaucoup mais étaient mises de côté. Il faut des lois pour l'égalité, afin que les femmes aident à bâtir une société où la justice et la paix font que toutes les voix comptent. Enfin, la dictature d'Eyadéma tuait la voix du peuple avec la censure, gardait la pauvreté pour contrôler, et passait le pouvoir à son fils comme une famille royale, créant des injustices qui écartent les gens simples (la masse), tout cela soutenu par le néocolonialisme qui empêche l'Afrique d'avancer vers une démocratie réelle où la paix et la justice protègent tout le monde, transformant des histoires comme celle d'Akwa en victoires pour un continent libre et en paix, sans plus de sang coulé inutilement.

Les jours se succédaient, mais sa douleur restait figée dans le temps, immuable, et elle se sentait prisonnière d'une réalité qu'elle ne pouvait accepter. La

gazelle n'était pas seule. Les histoires de Sika et Dédé qui l'ont précédé étaient semblables. Elles avaient eu la force de s'accrocher à ce même rêve, lui paraissaient lointaines, presque irréelles, mais identiques. Elle avait toujours admiré leur courage, mais aujourd'hui, ce courage lui semblait hors de portée. Elle se revoyait, pleine d'espoir, imaginant un futur radieux, bercé par des promesses d'amour et de bonheur. Mais à présent, cette image s'était ternie, et Akwa se trouvait seule face à ses désillusions. Le monde autour d'elle continuait de tourner, indifférent à sa souffrance, et elle se sentait comme une ombre, errant dans un paysage désolé, cherchant désespérément à retrouver une raison de sourire. Les larmes qui s'échappaient souvent de ses yeux étaient comme des perles de désespoir, témoignant d'une vie intérieure tumultueuse, d'une bataille silencieuse qu'elle menait contre tous dans son cœur. « Dada, ça va aller », lui disait la petite fille à côté d'elle. Dans cette mélancolie, elle espérait encore, malgré tout, qu'un jour, elle parviendrait à briser les chaînes de sa tristesse et à retrouver la lumière qu'elle avait perdue. Un jour, Dieu, qui n'avait rien dit pendant l'esclavage et la colonisation, pourrait toujours se rattraper en envoyant un Moïse, afin de diviser cette mer rouge du Togo en deux, pour que la souffrance finisse, et que la joie revienne. Qu'attend-Dieu ? Est-il aussi dictateur ? La jeune femme se leva aussitôt et murmura : « Oui, Dieu est dictateur ».

M'man ne cédait point. Pour elle, Akwa était la pire femme au monde. Cette voleuse va se marier pour accoucher d'autres voleurs et voleuses si je ne l'éduque pas. Depuis le temps de nos ancêtres, le vol est la chose la plus honteuse qui puisse exister, et elle est punie par la mort par le feu. Et pour exprimer sa fierté en ajoutant : «Gnin anannouvi dokon nou, nouvou wê ! » Je n'accepterai jamais que le vol détruise la vie de ma famille ; tchô bo kou ! Elle ajustait son pagne et me menaçait parfois de chicote. Ça t'apprendra à prendre la défense des autres. Me disait-elle en me pointant du doigt.

Un jour, pendant nos vacances de 1992, un mystère s'est abattu sur notre maison : la jupe rouge à pois blancs de Gloria avait mystérieusement disparu. Oui, cette jupe, qui faisait objet de tant de compliments et lui donnait l'air d'un tas de mangues dans les bois. Nous avons commencé notre enquête impossible, fouillant chaque recoin, plongeant sous les lits, et même inspectant le garage commun, la cour commune, comme de véritables détectives en herbe. On a même fait de porte à porte. Maman, quant à elle, avait déjà une liste de suspects en tête : les passants et Akwa ! Oui, clairement, la jupe rouge avait dû être enlevée par un voleur de mode qui rôdait dans le quartier ou qui est juste à côté. Pendant sept mois on la chercha en vain. Les jours passèrent, et l'affaire de la jupe disparue tomba dans l'oubli, comme un vieux jouet au fond d'un tiroir. Mais le destin avait d'autres plans

pour nous. Un matin, alors qu'Akwa, notre aide-ménagère, était affairée à la cuisine, elle oublia de bien nouer son pagne. C'était la cata ! Peut-être était-elle trop stressée par les cris incessants de maman, qui ne la lâchait pas une seconde et l'accusait de vol de brouilles.

Il faut dire qu'Akwa avait une vraie âme de guerrière, mais dans notre maison, elle était surtout l'assistante d'une cheffe tyrannique. Maman, avec le flair d'une détective, lui faisait des reproches pour des choses qui n'avaient même pas de valeur. Un jour, elle lui cria dessus comme si elle avait découvert qu'Akwa avait volé le trésor national : "Tu as menti sur le prix de ce tas de tomates ! Tu as dit que c'était 200 FCFA alors que c'était 150 FCFA, n'est-ce pas ?!" La vendeuse, une amie de maman, avait probablement glissé le journal de ce soir-là à M'man. Akwa était devenue la protagoniste d'une comédie burlesque, avec un casting digne d'un feuilleton dramatique.

Akwa, désespérée et un peu vexée, tentait de se défendre, mais entre les cris de M'man, le tumulte de la cuisine et les soupçons de vol, il était difficile de faire entendre sa voix. À ce rythme-là, on aurait pu penser qu'elle avait volé la jupe rouge de Gloria, ce qui aurait été un coup dur pour son image de ménagère. Pour finir, la jupe perdue était le moindre de nos soucis face aux mésaventures quotidiennes qui peuplaient notre vie de famille. Mais une chose était sûre : tant

que Gloria ne retrouvait pas sa jupe, les mystères de notre maison continueraient à nous divertir, entre nos rires, nos jeux de claquettes et nos cris, le tout dans une ambiance d'enfants.

Puis un autre jour, les voiles étaient tombées, et le spectacle que nous avions vécu pourrait rivaliser avec n'importe quelle comédie de boulevard en plein Tokpa. Akwa, notre dada dévoué mais souvent désorganisée, était en pleine effervescence dans la cuisine. Elle s'affairait à déplacer une marmite brûlante de pâte de la farine de maïs, Wo, tout en exécutant une danse de mains qui aurait fait pâlir d'envie les plus grands artistes de cirque. Ses mains défiaient les fumées montantes qui dansaient dans le vent. L'une était blanche et provenait de l'intérieur de la marmite en aluminium, contenant la pâte jaunâtre chaude que la rose bâtait sans arrêt. Elle tournait la palette vers la gauche, puis vers la droite de sa main droite (car tourner la pâte avec la main gauche porte malheur), et la maintenait en place de la deuxième main. La fumée qui s'échappait du charbon, bleue et noire, flottait autour de la fumée blanche, puis disparaissait dans le vent. Le sceau de farine en plastique bleu était en sécurité, à l'abri de la fumée et du feu, hermétiquement fermé. Au bout de quinze minutes, le délice est prêt à être servi. Courbée vers l'avant, elle marchait comme si elle tentait d'éviter une tempête de vapeur, la tête penchée, les yeux rivés sur la marmite.

Il faut transporter la marmite près des assiettes, et loin du feu. La table était située à cinq pieds d'elle. Chaque pas était un petit défi, et elle fronçait le visage. Mais voilà, en bas, la jupe rouge à pois blancs se laissait apercevoir de plus en plus, tel un rideau de cinéma qui se lève pour révéler les stars d'Hollywood. Le pagne, qui avait visiblement décidé de faire une fugue, était tombé au sol, s'étalant sur la terrasse comme un tapis rouge, mais un tapis un peu trop étroit pour son hôte. Entre le tabouret sur lequel Akwa s'était assise et la table prête à accueillir la marmite que nous attendions tous avec impatience, le pagne se tenait là, en plein milieu de ce couloir de trois mètres sur deux. Il couvrait la moitié de ses fesses, créant une scène qui aurait pu faire rire même le plus stoïque des spectateurs. Maman était à une seconde de s'évanouir, elle était là juste à cette seconde. Déjà qu'elle ne rêve pas d'avoir une voleuse chez elle, imaginez un instant qu'une fille montre ses perles dans une cour commune de cinq maris différents en plus de la jupe de Gloria qui n'avait que huit ans. Ceci créa une mini guerre mondiale à coup sûr. Akwa, avait manifestement mal évalué la taille de cette jupe ; elle était trop petite pour elle, mais elle insistait sur le fait qu'elle souhaitait se sentir belle dans cette pièce que tout le monde avait admirée depuis l'arrivée de Gloria.

Pour M'man, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Les yeux de M'man s'ouvrirent grandement. L'occasion était maintenant là pour se débarrasser de cette voleuse avec la bénédiction de tout le quartier. Les voisins, attirés par les hurlements provoqués par des faits insolites de ce genre, s'étaient regroupés autour de cette vieille table, les yeux braqués sur Akwa et M'man. En deux minutes, la moitié du quartier était dans la petite cour commune. La scène était si cocasse que même nous, les enfants du quartier, avions lâché leurs jeux pour assister à ce numéro impromptu de la vie quotidienne. Akwa, le visage rouge de concentration et peut-être un peu de gêne, était devenue la star de l'après-midi, tandis que la marmite de pâte se préparait à devenir un plat de fête. Et c'est ainsi qu'une marmite de Wo a causé le limogeage d'une jeune togolaise de vingt ans.

M'man disait qu'il n'y a pas de paix au Bénin, il y a juste silence. Les mêmes problèmes qui créent les guerres dans ces pays sont aussi au Bénin. La corruption à outrance, le détournement des recettes issues de la vente du pétrole, le népotisme du président Soglo, la hiérarchisation des classes sociales etc... les résultats sont différents car les valeurs accordées, lesquelles ne sont point identiques, ce qui constitue la condition sinequanone de déclenchement de déséquilibre. M'man savait donc pourquoi Akwa n'était pas la seule personne qui était venue chercher refuge. La paix du Bénin est si tant chantée dans la sous-

région que les Congolais aussi répondirent à cet appel silencieux. Pour M'man, pas question de se plier pour cette "propagande", car la paix n'existe que lorsqu'on se plie.

Les fleurs ghanéennes, togolaises, rwandaises et congolaises de Brazzaville, parfumaient les rues de Cotonou chaque soir, lorsque les enfants ne peuvent plus sortir, après que le soleil de Pahou est parti au lit, et que les hommes rentraient du travail. Leurs communautés vivaient à la maison du peuple. Les travailleuses du jour étaient bien plus préférées par nos mères que celles de nuit ; celle qui ont agrandi le quartier rouge de Cotonou, Jonquet. Leurs jupes trop courtes, leurs français cassés, leurs hauts talons et chewing-gums faisaient rougir les dames. Elles étaient partout, elles ne manquaient aucun rendez-vous. Ou encore, entassés comme des sardines à la maison du peuple à Sainte Rita, les femmes remplissaient les rues de Wologuêdê et Fifadji dès que le soleil partait dormir. D'autres encore trouvaient refuge dans les églises qui leurs tendaient la main.

La rose exilée trouvera sans doute un autre foyer. La paix était revenue et elle avait de quoi refaire sa vie. Son héros l'avait-il attendu ? On n'aura jamais la réponse à ces questions, car la séparation s'est effectuée à la vitesse de la lumière.

5-FAFA

Fafa est une femme de 34 ans en 2014, pleine de rêves et toujours positive malgré les obstacles qui s'accumulaient. Elle vivait à Cotonou, au Bénin, un pays pauvre où 5 % des riches locaux et les étrangers d'Occident ou d'Orient contrôlaient l'argent, les mines et les ressources. Fafa croit profondément en son pays. Elle refuse d'émigrer comme ses amis qui reviennent d'Europe avec de l'argent facile, des voitures neuves et des récits de stabilité. Pour elle, le Bénin est une terre de possibilités, même si le sol de Cotonou est fait de sable de l'océan, fin et mouvant, qui rend les chemins instables mais porte aussi les vagues d'espoir. Son mantra guide tout : "Il ne faut jamais dépendre." Elle le répète dans ses moments de doute, après un passé où la dépendance l'a blessée.

L'histoire débute en 2001. Fafa avait été admise à l'ENEAM, l'École Nationale d'Économie Appliquée et de Management, à Cotonou ; une école publique fondée en 1980, liée à l'Université d'Abomey-Calavi, qui forme en économie, management et gestion d'entreprises. Fafa y étudiait avec passion, apprenant à analyser les budgets, à monter des projets économiques et à comprendre les défis du développement au Bénin. Elle obtient son master en économie appliquée en 2005, avec des notes excellentes qui la rendent fière. Mais financer ses études est

un calvaire. Son petit ami, un homme plus âgé déjà marié à deux femmes, paie les frais scolaires. En retour, il la bâtaït régulièrement, avec des violences physiques qui la laissent couverte de bleus et pleine de peur. Fafa endure cela pour son diplôme, mais elle se sent comme piégée dans une cage. En 2004, elle lui donna un enfant, un garçon nommé Koffi. Les gens du quartier murmurent que c'est pour "rembourser" ses dettes, comme une tradition tacite dans une société où les femmes portent souvent le poids des obligations. Fafa le voyait comme un sacrifice amer, mais cela la transforme. En 2006, elle décida de rompre définitivement avec lui. "Il ne faut jamais dépendre," se promettait-elle. Elle commence à refaire sa vie seule, en élevant Koffi avec des leçons simples sur la force intérieure.

Après l'ENEAM, Fafa cherche un emploi stable dans l'administration ou le privé. Mais le marché du travail est dur. Pas d'aide gouvernementale réelle. Les banques refusent les prêts aux individus comme elle, priorisant les grands projets étrangers ou étatiques. L'argent du pays va aux mines d'or et de phosphate, gérées par l'exécutif et des compagnies occidentales ou chinoises qui exportent sans partager les bénéfices localement. Fafa enchaîne des contrats bénévoles dans des ONG pour l'environnement, où elle aide à des campagnes sur le recyclage, et des jobs courts dans des coopératives agricoles, payés au jour le jour. Elle voit la pauvreté non comme une fatalité, mais comme une opportunité à transformer. En 2008, elle lance sa petite ferme urbaine à Abomey-Calavi, une commune proche de

Cotonou avec des sols sableux influencés par l’océan. La ferme est sur un terrain loué bon marché, où elle cultive du manioc, des tomates et des herbes aromatiques. Pour se déplacer entre Cotonou et Abomey-Calavi, Fafa utilise un vieux scooter d’occasion, qu’elle a acheté avec des économies et qu’elle répare elle-même avec des pièces trouvées au marché. Le scooter grince sur le sable des routes, mais il lui donne la liberté : “Avec ça, je ne dépends pas des taxis ou des autres,” pense-t-elle en roulant sous le soleil brûlant.

Fafa applique la science de façon simple et innovante à sa ferme. Elle teste le sol sableux avec des kits basiques pour ajouter des engrais naturels faits de compost, recycle l’eau de pluie dans des bidons pour irriguer sans gaspiller, et expérimente des variétés de plantes résistantes au sel de l’océan. “La science est pour nous, les Africains, un outil pour grandir sans dépendre des importations,” explique-t-elle lors d’ateliers gratuits qu’elle organise pour les femmes du quartier. Elle relie cela à la solidarité communautaire, inspirée des rituels vodou où le groupe partage pour surmonter les épreuves. Entre 2001 et 2014, sa vie est rythmée par des petites joies et des frustrations quotidiennes. En 2001, sous le président Kérékou, les élections sont tendues avec des accusations de fraude, et Fafa, étudiante idéaliste, espère un avenir meilleur. En 2006, l’arrivée de Yayi Boni

comme nouveau gouvernement la remplit d'optimisme. "Ce président va apporter le changement, avec ses promesses de réformes," se dit-elle. Elle vote pour lui en 2011, croyant en des aides pour les entrepreneurs locaux.

Mais les déceptions s'accumulent. Fafa demande de l'aide financière à sa grande sœur, partie en France en 2003 de manière clandestine, cachée dans des valises pour traverser les frontières illégalement. La sœur, installée en France, envoie de l'argent discrètement pour payer les factures d'électricité de la ferme ou les soins de Koffi, empêchant Fafa de s'écrouler complètement. "Merci grande sœur, mais je cherche à ne plus dépendre," écrit Fafa dans ses messages. Cet argent est un filet de sécurité, mais Fafa le voit comme temporaire. En 2010, elle rencontre un enseignant en sciences, qui devient son amoureux. Il est doux et soutient ses idées, contrairement à l'ancien. Ensemble, ils améliorent la ferme avec des techniques comme des semences hybrides adaptées au climat côtier. Fafa élève Koffi en lui apprenant à réparer le scooter ou à planter : "Regarde le sable de l'océan, il est mouvant mais il nourrit la vie si on l'éveille." Ses amis d'Europe la visitent, exhibant leur "fric" gagné à l'étranger, mais Fafa reste ancrée. "Pourquoi fuir ? Ici, on peut éveiller le changement sans dépendre des puissants."

Le projet clé surgit en 2012, lors d'une sécheresse sévère. Les pluies rares rendent le sable stérile, les cultures flétrissent. Fafa propose une idée ambitieuse : planter un arbre devant chaque maison à Cotonou et dans les 12 départements du Bénin (Alibori, Atacora, Atlantique, Borgou, Collines, Couffo, Donga, Littoral, Mono, Ouémé, Plateau et Zou). Les arbres offriront de l'ombre, retiendront l'humidité dans le sable, et lutteront contre le réchauffement. Elle argumente avec la science : les arbres absorbent le carbone, enrichissent le sol, et baissent la température locale. Fafa roule sur son scooter pour collecter des fonds communautaires, des dons d'ONG et des partenariats locaux. Elle rencontre le maire de Cotonou pour un permis. Mais il exige : "Je dois prendre 40 % de l'argent pour les frais administratifs." C'est de la corruption évidente. Fafa refuse catégoriquement. "Il ne faut jamais dépendre, et corrompre, c'est se lier pour toujours," répond-elle. Sans soutien officiel, le projet s'effondre. Pas de permis, pas d'expansion, et la sécheresse persiste. Fafa perd des mois, mais gagne en sagesse.

Dans la capitale économique du Bénin, la corruption abîme le fonctionnement de l'administration publique depuis bien longtemps. Elle transforme les démarches simples en un parcours compliqué avec des demandes illégales. Les ministres, les maires et les employés inférieurs exigent des pourcentages sur les contrats ou les autorisations. Sans payer, les dossiers sont

bloqués pour toujours. « Pose un caillou sur tes papiers, sinon le vent les emportera » dit-on. Ce système de pots-de-vin, souvent caché sous des noms comme “frais d’aide” ou contributions non officielles, touche tous les domaines : pour un permis de construire, un marché public ou une autorisation d’importation, les entrepreneurs et les citoyens normaux rencontrent un mur invisible. Ils doivent payer un “pourcentage” qui peut aller de 10 à 20 % de la valeur du projet pour avancer. Au Bénin, certaines figures publiques et des rapports d’enquête dénoncent en particulier le ministre des Finances Romuald Wadagni. Il se prépare à devenir un président par procuration comme successeur de Patrice Talon pour l’élection de 2026. On l’accuse d’être impliqué dans un système de corruption où il prendrait 7 % pour signer des approbations ou des contrats, en favorisant ses intérêts personnels plutôt que le bien commun. Cette pratique est liée à un système de favoritisme. Ce n’est pas un secret: des rapports internationaux montrent que la corruption est un grand risque dans les contacts avec les autorités locales. Il y a des irrégularités dans les nominations des juges et des influences du gouvernement qui continuent ce cercle de favoritisme et d’impunité. À Fifiadjou ou dans les quartiers administratifs du centre-ville, on entend souvent des histoires de projets immobiliers arrêtés parce que le maire ou un ministre adjoint refuse d’avancer sans sa “part”. Cela transforme l’État en un racket organisé qui met les intérêts personnels avant le bien de tous.

Les effets de cette corruption profonde sont très graves. Elle crée un cercle vicieux qui empêche le développement de Cotonou et de tout le Bénin. D'abord, elle augmente encore plus la corruption : les employés, mal payés et sous pression de leurs chefs, se sentent obligés de participer pour survivre. Cela rend normales les pratiques illégales et les étend à tous les niveaux de l'administration. Ensuite, la surfacturation est courante : les contrats sont gonflés pour couvrir les pots-de-vin, ce qui rend les projets publics très chers, comme les routes ou les marchés locaux. Ces coûts sont payés par les impôts des citoyens ou des prêts internationaux, ce qui augmente la dette du pays. Sous Yayi Boni, l'ancien président, lui-même disait que 25 milliards plus 25 milliards égal à 45 milliards. Ne tombez pas de votre chaise ! C'est une gaffe qui montre clairement comment les manipulations dans les budgets publics peuvent cacher des détournements ou des incompétences liées à la corruption. Le fils de l'ancien président Nicéphore Soglo, Léhady Soglo, aurait même revendiqué une prime d'escalier. Ah oui, vous avez bien lu : une "prime d'escalier" ! Imaginez ce gars qui veut être payé juste pour avoir marché dans les escaliers, comme si monter des marches était un exploit olympique digne d'une médaille en or et d'un chèque bonus de quelques millions, jamais mille. C'est le summum du ridicule, une demande absurde qui montre à quel point le népotisme peut grimper aux étages supérieurs du délire, en transformant l'État en une comédie burlesque où même respirer l'air conditionné pourrait bientôt coûter un pourboire.

Pire, ce système décourage les investisseurs honnêtes et les entrepreneurs locaux. À Cotonou, où l'économie dépend du commerce au port et des services, beaucoup de jeunes avec des idées de projets abandonnent à cause des blocages. Ils choisissent le travail informel ou partent à l'étranger, ce qui ralentit la croissance et maintient la pauvreté. Selon l'ASECNA et d'autres sources, comme l'ITUC-Africa, l'informel nourrit l'économie béninoise à plus de 60 %, représentant jusqu'à 71,6 % du PIB, en montrant comment la corruption pousse une grande partie de l'activité économique vers le secteur informel non régulé. Des rapports disent que cet argent public détourné vers des réseaux de favoritisme repousse les investissements étrangers et bloque une répartition juste des ressources. Cela transforme une ville active en un endroit plein d'injustice et d'inefficacité. Au final, cette corruption détruit la confiance en l'État, augmente les inégalités sociales et abîme les bases d'une société qui avance. Les citoyens de Cotonou, qui affrontent déjà des problèmes comme la croissance rapide de la ville et les inondations, se sentent exclus d'un système qui devrait les aider.

Pour arrêter ce cercle destructeur, il faut des solutions concrètes et rapides, inspirées des bonnes pratiques de la région et du monde, adaptées au Bénin. D'abord, renforcer l'Autorité Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC), créée en 2011, en lui donnant un budget indépendant et plus de pouvoirs pour enquêter sur les demandes de pourcentages. Avec des punitions rapides comme des suspensions

immédiates et des peines de prison jusqu'à ce que la somme détournée soit restituée. À Cotonou, on pourrait mettre en place un guichet unique numérisé pour les demandes administratives, avec des plateformes en ligne pour envoyer et suivre les dossiers. Cela réduit les contacts humains qui favorisent les pots-de-vin. Pour la solution, il faut une industrialisation des processus : soumettre les requêtes de façon anonyme via des systèmes automatisés, et faire les paiements seulement par voie bancaire, sans cash, pour éviter les arrangements secrets et tracer tout l'argent. Puis, imposer une transparence totale pour les marchés publics : obliger les ministres et maires à publier leurs biens, et faire des audits indépendants par la Cour des Comptes pour repérer les surfacturations et les conflits d'intérêts. Enfin, impliquer la société civile et les entreprises privées dans des actions collectives, comme des accords d'intégrité pour les contrats publics. Inspirés des modèles ouest-africains où des ONG comme Social Watch Benin aident à sensibiliser et à surveiller au niveau local. Si on applique ces mesures avec une vraie volonté politique, on peut non seulement baisser la corruption à Cotonou, mais aussi redonner confiance, encourager les investissements et favoriser un développement pour tous les Béninois.

Au cours des années, Fafa comprend que le changement ne viendra jamais du président ou du gouvernement. Même avec Yayi Boni, les réformes restent superficielles. Le vrai changement naît de l'éveil des gens, de l'intérieur. "Si tous

faisaient comme moi, en transformant le sable en opportunité sans dépendre, les choses changeraient,” réfléchit-elle. Elle compare cela à la Chine, où le peuple s’est éveillé collectivement pour un développement massif par le bas, avec des initiatives locales qui ont révolutionné l’économie sans attendre les ordres d’en haut. Fafa continue à former des groupes, à rouler sur son scooter pour animer des ateliers, et à inspirer les jeunes. Elle élève Koffi avec cet esprit d’éveil : l’action personnelle mène à la transformation collective.

Fafa à 34 ans, reste pleine d’espoir. Sa ferme produit modestement, grâce à la communauté. L’aide de sa sœur s’estompe, car Fafa pousse vers l’indépendance totale. Mais elle est toujours coincée par un système verrouillé. Pas de happy end. Le récit alterne entre ses pensées intimes, comme un journal, et des scènes vivantes : le bruit du scooter sur le sable salé de l’océan, les odeurs de poisson frais au marché de Dantokpa, les chants vodou appelant la pluie, les bidonvilles côtiers contrastant avec les villas des élites. Fafa décrit ses émotions : “Le sable glisse sous mes roues, mais avec l’éveil, je trace mon chemin.” Elle voit que le néocolonialisme a installé un chaos ordonné chez elle. Les mines les banques les postes appartiennent à 0,5% de la population. Les bureaux qui lui demandent de signer et de revenir. Ses anciens amis qui ont pu partir à Paris à Dubaï reviennent avec des montres à 10.000 balles. Elle rêve de gratte-ciel, des billets. Elle se met à

planter comme l'a appris sur YouTube. Elle ne veut pas partir là-bas car elle n'en a pas les moyens. Fais venir là-bas. Elle rêve, elle y croit. Elle ne vend pas bien. Le nombre de client baisse. Dans la dette elle s'enfoncé. Elle refuse de crever sans essayer sa chance au bonheur. Elle refuse de baisser les bras.

Fafa, avec son master en économie de l'ENEAM, n'est pas du genre à ignorer ce qui se passe autour d'elle. Chaque soir, après une longue journée à la ferme d'Abomey-Calavi, elle allume sa petite télé branlante et suit de près les chiffres économiques diffusés aux nouvelles. Elle voit les graphiques sur la croissance du PIB, qui monte un peu à 4 ou 5 % par an entre 2001 et 2014, mais elle sait que ça ne touche pas les gens comme elle. Pour Fafa, ces chiffres racontent une histoire triste : son pays, le Bénin, est coincé dans une crise économique qui dure depuis des décennies, avec une pauvreté qui frappe encore 40 % de la population, comme si l'argent ne descendait jamais jusqu'aux petites fermes ou aux marchés de Cotonou.

Elle comprend bien la racine du problème. Dans les années 80, le régime de Kérékou luttait contre le programme d'ajustement conjoncturel PAC, imposé par les institutions internationales, comme le FMI. À l'époque, Kérékou, avec son gouvernement marxiste-léniniste, résistait aux pressions pour des réformes rapides

et courts termes, comme les accords stand-by qui visaient à stabiliser l'économie sans changer les structures profondes. Fafa a entendu des vieux débats à la télé sur comment Kérékou refusait au début, mais a fini par accepter un accord stand-by en 1985 face à la crise, après des années de détérioration économique. Le Bénin, comme beaucoup de pays africains, a connu une hyperinflation terrible. Il s'agissait des prix qui doubtaient ou triplaient en peu de temps, rendant la vie impossible pour les familles ordinaires. Fafa a entendu sa mère en parler, de ces années 1985 où l'argent perdait sa valeur du jour au lendemain. Pour lutter contre ça, les grandes institutions internationales, comme le FMI et la Banque Mondiale, qu'on appelle les institutions de Bretton Woods, ont imposé des plans stricts. Mais Fafa sait que ces gens n'ont fait que copier les idées du "Consensus de Washington", un ensemble de règles économiques venues des États-Unis dans les années 80 et 90. C'étaient des recettes toutes prêtes : privatiser les entreprises d'État, ouvrir les marchés aux étrangers, couper les dépenses publiques pour équilibrer les budgets.

Au début, ça semblait logique pour réduire l'inflation, qui avait atteint des sommets fous en Amérique Latine ; plus de 150 % en moyenne dans certains pays, avec des hyperinflations explosives. Mais au Bénin et en Afrique, ces idées ont échoué lamentablement dans les années 90. Fafa l'a appris en suivant les débats à la télé et en lisant des vieux journaux : malgré la lutte contre l'hyperinflation, les

réformes ont aggravé les inégalités. Les privatisations ont donné les mines et les ressources à des élites locales ou à des compagnies étrangères, laissant seulement 10 à 15 % des adultes avec accès à un crédit bancaire en 2010. Pour quelqu'un comme elle, qui veut un prêt pour agrandir sa ferme, c'est impossible car les banques demandent des garanties qu'elle n'a pas, et les taux d'intérêt montent à 20 % ou plus.

Aujourd'hui, Fafa entend parler du programme d'ajustement structurel, ces réformes à long terme que le Bénin a adoptées finalement on ne sait pourquoi, et qui continuent sous différentes formes à ne jamais résoudre le moindre problème. À la télé, on parle de ces plans qui visent à renforcer la stabilité macroéconomique, à promouvoir la croissance privée et à réduire la pauvreté, mais les objectifs ne sont jamais atteints. Par exemple, les programmes des années 2000 et 2010 promettaient une croissance soutenue et une baisse de la pauvreté, mais les rapports montrent que les cibles, comme réduire la pauvreté à moins de 30 % ou booster les exportations de 20 %, sont souvent manquées, avec des frustrations persistantes et des inégalités qui s'aggravent. Fafa voit clair : ces institutions de Bretton Woods ont recyclé les mêmes textes du Consensus, sans les adapter à la réalité africaine. Résultat ? Une croissance qui ne profite qu'à 5 % des riches et aux investisseurs occidentaux ou chinois, qui contrôlent 30 à 40 % des investissements directs. La corruption reste partout, avec des scores bas sur les indices

internationaux, entre 25 et 37 sur 100 pour la perception de la corruption au Bénin pendant ces années. C'est pour ça que son projet d'arbres contre la sécheresse a capoté : le maire voulait 40 % de l'argent, un exemple typique de comment le système bloque les initiatives locales. Fafa sait que 60 % des Béninois vivent dans l'économie informelle, sans protection, coincés dans une dépendance qui vient de ces vieilles recettes échouées. Elle roule sur son scooter dans le sable de Cotonou, en pensant que si on continue comme ça, l'indépendance et la souveraineté économique resteront un rêve lointain pour des femmes comme elle.

Fafa respire. La dame pour l'instant, serre fortement son garçon contre elle, espérant qu'il n'aura pas à vivre ce qu'elle vit. Demain sera un autre jour.

6-ROSE

Rose était une belle femme de la trentaine, une beauté qui attirait les regards admiratifs partout où elle passait. Ses grands yeux ronds, d'un éclat pétillant, semblaient capturer la lumière et la renvoyer avec une intensité irrésistible. Sa petite bouche, délicate et pleine, dessinait souvent un sourire chaleureux qui illuminait son visage, tandis que son nez fin ajoutait une touche d'élégance à ses traits. Elle était mignonne, une beauté à la fois douce et charismatique, capable d'éveiller l'intérêt des hommes et l'admiration des femmes.

Rose aimait se maquiller, s'adonner à l'art de la beauté avec une passion presque dévorante. Chaque matin, elle se levait avec l'enthousiasme d'un artiste prêt à créer une œuvre d'art. Elle passait des heures devant le miroir, appliquant des couches de fond de teint, de fard à joues et de rouge à lèvres, transformant son visage en une toile vibrante. Elle choisissait avec soin les couleurs, harmonisant les teintes pour faire ressortir l'éclat de ses yeux et la douceur de ses lèvres. Chaque détail comptait pour elle ; elle savait que son apparence était sa carte de visite, son atout dans un monde où les premières impressions avaient un poids considérable.

Sa faiblesse était connue de tous. Rose n'avait jamais mis les pieds à l'école. Elle ne savait ni lire, ni écrire. Cette lacune, elle l'avait toujours ressentie comme une ombre, planant au-dessus d'elle. Les mots, les lettres, tout cela lui était étranger. Elle voyait les autres, ceux qui entouraient sa vie, avec leurs livres et leurs journaux, et elle se sentait exclue, comme une spectatrice d'un spectacle dont elle ne connaissait pas le script. Et ce fait lui a joué bien des tours. Elle achetait parfois les produits de beauté, et devait les retourner. Malgré cela, Rose ne se laissait pas abattre. Elle compensait son manque de savoir par sa vivacité d'esprit et son charisme naturel. Elle avait un don pour établir des relations, pour créer des liens avec les gens autour d'elle. Sa beauté et son charme étaient des outils puissants dans son arsenal, et elle savait comment les utiliser pour naviguer dans son monde. Les soirées passées à discuter avec Marie ou Gloria, à rire et à partager des moments de complicité, lui apportaient une joie immense. Rose savait qu'elle avait un rôle à jouer, même si la connaissance des mots lui échappait. Elle vivait dans l'instant, se concentrant sur les plaisirs simples de la vie, tout en espérant, au fond d'elle-même, qu'un jour elle pourrait franchir cette barrière invisible qui la séparait du monde des lettres et des histoires.

Rose, qui ne savait pas lire, vivait dans le quartier Fifadji à Cotonou. Elle n'aimait pas les grands discours, mais chaque soir, après avoir vendu des fruits au marché de Dantokpa, elle allumait sa petite télé pour écouter les nouvelles. Elle ne lisait pas, mais les images et les voix lui parlaient. Elle voit les femmes politiques comme des déesses, et elle tremblerait devant des femmes puissantes comme Marie Elise Gbèdo ou Reckya Madougou, qui semblent, pour elle, venir d'un autre monde. Pour Rose, la politique, ce n'est pas pour elle ; ça ne la concerne pas. Elle pense que c'est comme au temps des rois du Dahomey, où le pouvoir était sacré et loin des gens simples. Le président, pour elle, c'est un roi encore plus grand, qui commande tout, comme les anciens rois d'Abomey. Elle n'arrive pas à dire le mot "constitution" qu'elle entend souvent à la télé ; ça ressemble à un mot magique que seuls les gens instruits comprennent. Rose se dit qu'elle n'a aucune chance de s'asseoir à l'Assemblée nationale ; ce n'est pas pour des femmes comme elle, qui vendent dans les rues boueuses de Fifadji, un quartier pauvre avec ses marécages, où la vie est une lutte de tous les jours contre la misère.

Pourtant, Rose a voulu changer les choses. Un jour, à la télé, elle a entendu parler d'un programme pour apprendre aux femmes à lire et à écrire ; comme ceux du gouvernement avec l'aide de l'Unicef, qui aident les filles et les femmes pauvres à aller à l'école. Elle s'est inscrite à l'école publique de Fifadji, un petit

endroit où on donne des cours aux adultes, parfois en langues locales comme le fon, pour aider à lire, écrire et gérer un petit commerce. Rose était contente au début : apprendre l'aurait aidée à mieux compter son argent, à lire les étiquettes au marché, et peut-être à se sentir plus forte. Un jour, l'enseignant décida de lui faire des avances. Il semblait qu'il la voulait depuis longtemps et que l'occasion s'était enfin présentée. Il ne voulait pas la perdre. L'on ne s'est comment il s'y est pris, mais les choses tournèrent mal. Elle s'était fâchée, et elle a arrêté de suivre les cours du soir. Pour Rose, c'était encore une porte qui se fermait, comme si l'éducation, qui devrait ouvrir des chemins, était bloquée par les mêmes problèmes qui la gardaient en bas. Rose sentait bien le mal.

L'analphabétisme au Bénin touche surtout les femmes comme elle, qui se sentent mises de côté. À la télé, elle entend parler de chiffres, mais sans les comprendre vraiment : beaucoup de femmes ne savent pas lire, plus que les hommes, et ça dure depuis longtemps. Ça place le Bénin derrière d'autres pays d'Afrique de l'Ouest. Rose savait que ce n'était pas par hasard : c'était une injustice venue du système, héritée de la colonisation française, qui imposait le français comme langue à l'école et au gouvernement. Le français est la langue officielle, mais peu de gens le parlent bien tous les jours ; la plupart, comme Rose, pensent et parlent en fon ou en yoruba. Les textes importants (les lois, les contrats,

les affiches pour apprendre) ne sont pas en langues locales, ce qui l'exclut totalement. C'est comme si le système la repoussait : les cours pour adultes sont souvent en français, et ça rend tout dur et loin de sa vie. Cette exclusion vient des institutions : l'État met l'argent dans le français pour les bureaux et les écoles classiques, ce qui crée un monde pour les riches des villes, laissant les femmes pauvres ou rurales comme Rose dans le noir.

La situation de Rose est bien plus profonde que cela ne puisse paraître : elle vient des habitudes où les filles quittent l'école pour aider à la maison, et d'un argent pour l'éducation qui n'est pas assez. Elle était vidomingon. Résultat ? Rose resta coincée dans les petits jobs sans sécurité, où beaucoup de femmes béninoises travaillent sans aide, ce qui les éloigne des affaires concernant la gestion de la cité. Le pouvoir reste aux hommes et à ceux qui parlent français. Pour Rose, qui voit les femmes politiques comme intouchables, cet analphabétisme crée un cercle sans fin : sans pouvoir lire, pas de capacité de défendre ses droits, peu ou pas de voix dans la société, et donc pas de force pour changer les choses. C'est une violence douce, où l'État, en oubliant les langues locales, garde une vieille hiérarchie qui met de côté la moitié des femmes du pays, les laissant sans autonomie pour l'argent ou la vie quotidienne.

Qu'est-ce qui pourrait aider Rose si ce n'est de traduire la constitution et les lois importantes en langues locales, comme le fon ou Yoruba, pour que tout le monde puisse les comprendre facilement. Inspirée de petits projets d'ONG qui ont déjà traduit des parties de la constitution en fon pour des élections, cette solution pourrait devenir un grand programme du gouvernement, en mettant un peu d'argent pour ça. Rose aurait voulu avoir une application sur son téléphone ou un audio où elle écoute la constitution et les lois dans sa langue. Elle se sentirait moins vulnérable et plus utile. Elle paie les impôts pour les oranges qu'elle vend ; elle a ce droit. Concrètement : faire des versions sonores et simples, envoyées par radio ou apps gratuites, avec des discussions en groupe pour expliquer les droits. À long terme, mettre ces traductions dans les écoles et les campagnes, pour que des femmes comme Rose voient la constitution non comme un secret, mais comme un outil pour se défendre, en changeant l'exclusion en une chance pour tous.

Dans les ruelles animées de Fifadji, à Cotonou, Rose, cette femme analphabète qui trime chaque jour pour vendre des fruits et survivre, symbolise le drame silencieux de millions de Béninois. On sait que l'analphabétisme n'est pas une fatalité, mais un outil de domination. Au Bénin, où le taux d'alphabétisation stagne à 47,1 % en 2025, cela signifie que près de 8 millions de personnes comme Rose, soit plus de la moitié de la population adulte, ne savent ni lire ni écrire. Ce

chiffre accablant place le Bénin parmi les 7 pays les moins bien classés en Afrique sur 54, loin derrière des nations comme les Seychelles (95,9 %) ou l’Afrique du Sud (95 %). Les disparités sont criantes : les femmes, comme Rose, sont touchées à 76 % en moyenne, et les zones rurales comme Fifadji affichent des taux d’analphabétisme bien plus élevés que les villes, avec seulement 12 % d’alphabétisation en milieu rural contre 50 % en urbain dans des études récentes. Globalement, selon la Banque mondiale, le taux d’alphabétisation des adultes a légèrement progressé à 51 % en 2022, mais il reste faible par rapport à la moyenne africaine (autour de 65-70 %). En 2025, on compte encore 774 millions d’adultes analphabètes dans le monde, et l’Afrique subsaharienne, dont le Bénin, en porte une large part.

Cet analphabétisme n’est pas seulement un manque de compétences ; il enchaîne les gens à la pauvreté, les empêche de lire un contrat, de comprendre leurs droits civiques, de gérer un commerce immense ou d’accéder à des emplois qualifiés. Pour Rose, cela veut dire rester piégée dans un cycle de misère, vulnérable aux arnaques, à l’exploitation et à la manipulation politique. Les plus expérimentés proposent une condition politique de faire faire. C’est à dire qu’il faut déléguer le rôle à des ONG, et sans suivi rigoureux cela restera encore des mots.

Au lieu de booster cette lutte vitale, les gouvernements béninois investissent massivement dans le divertissement, le football et la danse, une stratégie qui, du regard panafricain, semble faite exprès pour distraire et maintenir le peuple dans la pauvreté. Pour 2025, 4,6 milliards de FCFA sont alloués en subventions aux fédérations et clubs sportifs, principalement pour le football. En 2026, le ministère des Sports défend un budget de 30,65 milliards de FCFA, avec 33,7 milliards pour des programmes ambitieux comme la construction de 22 stades, la promotion des classes sportives (29 milliards) et la valorisation de la jeunesse via le sport. La danse et les festivals culturels bénéficient aussi d'incitations fiscales et de financements pour attirer des investisseurs, transformant ces événements en distractions de masse. Pendant ce temps, le budget global de l'État pour 2026 s'équilibre à 3 783 milliards de FCFA, avec des priorités sociales comme la gratuité scolaire, mais l'éducation, y compris l'alphabétisation, ne reçoit pas la part du lion nécessaire. Comparé aux milliards pour des stades et des matchs, les fonds pour l'alphabétisation des adultes comme Rose sont dérisoires, souvent relégués à des partenariats externes. C'est une trahison panafricaine. Sur Nkrumah ou Sankara, nous voyons que ces choix budgétaires endorment le peuple. Rose, au lieu d'apprendre à lire pour briser sa pauvreté, suit des matchs ou danse lors de festivals sponsorisés. Ça divise, distrait, empêche l'unité africaine contre l'exploitation néocoloniale (dettes étrangères, pillage des ressources). Sans éducation, pas de

révolte ; avec du foot et de la danse, le statu quo perdure, maintenant la pauvreté comme un outil de contrôle. Pour une vraie renaissance panafricaine, il faut inverser les priorités : booster l'alphabétisation à au moins 15% du budget, l'Union Africaine recommande 6% au moins, et adapter les programmes à des femmes comme Rose. Sinon, l'Afrique restera enchaînée, et des quartiers comme Fifadji sombreront plus profond dans l'ignorance.

Imagine une belle rose analphabète, éclatante de couleurs mais vide de savoir, posée sur un sol stérile qui l'étouffe lentement. Ne vaut-elle pas moins qu'une rose fanée, usée par le temps, mais enracinée dans une terre riche et fertile qui lui donne force et endurance ? Car l'éducation, cette lumière qui nourrit l'esprit, surpasse de loin la distraction futile, ces danses éphémères qui masquent l'ignorance. Un pays fort ne repose pas sur une population qui se trémousse sans lettres, analphabète et distraite, mais sur des âmes élevées par le savoir, des esprits affûtés qui bâtissent l'avenir avec sagesse et vision. L'analphabétisme, ce fléau silencieux, affaiblit l'armée des Noirs, les rendant vulnérables, divisés, faciles à manipuler. Et cela arrange si bien le néocolonialisme, ce spectre tapi dans l'ombre, qui sème l'ignorance pour récolter le pouvoir, divisant les peuples pour mieux piller les richesses. Au détriment du panafricanisme, cette idéologie d'unité et de force collective, où l'éducation unit les forces, transforme les roses fragiles en

bouquets invincibles, prêts à conquérir leur destin sans chaînes extérieures. Il faut cultiver le savoir comme un bouclier contre les ombres, pour que la distraction cède à la puissance d'un peuple instruit, éveillé et uni.

7- ΜΟΔΟΥΚΡÊ

De l'autre côté de la rue, il y avait Modoukpê. La dame qui mangeait de l'acier. Elle était passionnée des débats politiques. Elle animait et modérait des groupes de débats politiques. Elle intervenait sur des forums politiques via les réseaux sociaux. Son sang chaud et sa droiture ont fait d'elle cette femme imposante dont entendait souvent parler les Béninois et Béninoises. Elle dénonçait beaucoup le non-respect de la constitution, laquelle est garante du bon fonctionnement au sein du peuple béninois. Elle connaissait bien les rouages du domaine politique du pays. Elle s'impliquait dans les mouvements de protestation pour défendre les droits individuels et collectifs.

Modoukpè se souvient avec une colère brûlante de ce jour où elle a eu l'audace de dire non à l'incongruité. C'est un acte qui, rétrospectivement, lui

semble presque héroïque face à l'absurdité ambiante. Un journal, ce jour-là, avait été publié dans le groupe WhatsApp, et les mots qu'elle lisait la faisaient bouillir de rage : « Djogbénou allait être élu président de la République, même sous crépitements d'armes ! » Comment cet homme, le bras droit du président, celui qui avait lâchement quitté son poste à la tête de la cour constitutionnelle pour se glisser dans le rôle de chef d'un parti créé sur mesure par le président, pouvait-il être pris au sérieux ? Modoukpè ne comprenait pas pourquoi personne ne s'était levé contre cette chimère indigne, pourquoi les voix de la raison avaient été étouffées sous le poids de la manipulation. Elle tremblait de colère, une rage profonde et sourde montant en elle à la pensée de cette arrogance effrontée, ce régime de voleurs et de marmailles qui affichait, sans vergogne, son mépris pour les Béninois. Les lois taillées sur mesure, les sociétés écrans, les mensonges éhontés, et l'assassinat de la constitution avaient conduit à cette imposture de l'exécutif absurde.

- « Et maintenant, pourquoi un dauphin dans un régime censément démocratique ? Il ne manquait plus que ça ! » se disait-elle.

La rose des Nagos, telle une Agoodjié fière et résolue, se dressa debout pour tancer le publicateur et la publication, un cri de révolte contre l'injustice et la manipulation. Les Béninois ont des droits, et ils ont aussi des sentinelles dans ce théâtre grotesque.

- Encore ces maudits journaux !

Elle en avait marre de ces bouts de mensonge et de manipulation de masse au service du régime pour maintenir ses frères dans l'ignorance et dans la turpitude. Elle avait vu des proches à elle se faire tuer par l'armée ou par la police. Elle dénonçait sur des forums politiques. Celui-ci s'appelle Tonoukoun, l'œil du peuple. Sa réponse fut claire face à ce numéro de journal qui prône la violence vis à vis des Béninois : je dis non à la guerre. Elle s'est mise à chanter une chanson de Vivi l'internationale qui disait non à la guerre au Bénin, N'do coli dji. Elle se souvenait que ce même homme avait inventé le certificat de conformité pour ajuster la loi et le code électoral à la mesure de Talon. Des morts en ont suivi. Deux ans plus tard en 2021, elle reçut un autre coup : c'était encore lui le responsable des lois taillées sur mesure et de ces morts aux élections présidentielles. Modoukpè n'était pas seule à tancer ce journal maudit, il y avait aussi Rémi, un homme bien connu dans le pays pour ses critiques pertinentes et acerbes envers le gouvernement très critiqué à voix basse sur place.

Le journal était un faux, un mensonge construit pour manipuler et déstabiliser. Deux heures après avoir pris connaissance de cette publication odieuse, Modoukpè reçut un appel pour le lui notifier, une voix rauque et menaçante résonnant à l'autre bout du fil : « Aimez-vous votre famille ? Savez-

vous que vous pouvez faire un accident ? Pensez à vos enfants avant d'agir. »

Chaque parole était une menace enveloppée de manipulation, une tentative de l'intimider. Mais Modoukpè, bouillonnante de colère et de détermination, ne rata pas l'occasion de lui rappeler que seule la lutte libre et qu'elle n'avait pas l'intention de se taire comme tous ces lâches. Bientôt elle fut obligée de fermer son restaurant pour morosité économique. Le téléphone sonna à nouveau, cette fois pour la frapper de plein fouet ; c'était un journaliste célèbre, un homme qu'elle avait respecté, qui lui proféra des injures et rompit les liens avec elle, comme si sa dignité était contagieuse. Les appels n'arrêtaient plus de pleuvoir, ancrant un sentiment de menace sourde dans son quotidien. Puis ce fut sa sœur qui appela, l'exhortant à faire attention, à se protéger, à se cacher même. En l'espace de deux heures, la tension atteignait des sommets, et les jours qui suivirent ne faisaient qu'amplifier le drame.

Modoukpè, cependant, ne fléchissait pas ; elle assumait pleinement ses dires, persuadée qu'elle n'avait insulté ni le président ni l'homme politique, et qu'elle était dans son droit légitime de dénoncer l'injustice. Mais alors, une autre alerte surgit : « Vous n'êtes plus en sécurité. Les gens ne vous aiment pas et ils veulent vous faire du mal. Fuyez immédiatement ! » Ceci devint sérieux. Elle devenait progressivement partagée entre la peur intense et un mea-culpa amer pour avoir osé

s'opposer à ce journal de malheur. L'homme au téléphone promit de la rappeler, lui intimant de garder l'écoute. Désespérée, elle demanda ce qu'elle avait fait de mal. L'inconnu lui envoya des chroniques et ses commentaires critiques envers le régime, lui révélant que même Rémi, son ami, allait être arrêté. La peur s'empara d'elle comme un étau, étouffant toute rationalité dans un mercredi soir devenu cauchemar. Modoukpè ne sortait plus, la peur s'insinuait dans chaque recoin de son esprit, et l'angoisse serrait sa gorge, créant un lourd poids sur ses épaules. Le monde tout autour d'elle semblait se refermer, elle était prise au piège dans un labyrinthe où la lutte pour la vérité se mêlait aux dangers d'une réalité à laquelle elle ne pouvait échapper.

Modoukpè, connue sur les écrans des téléphones de Cotonou pour ses interventions tranchantes, refusait de se taire face à la dictature rampante de Talon, élu en 2016 et réélu en 2021 avec 86 % des voix dans un scrutin contesté, et des morts. Pour elle, cela trahissait l'esprit de la Conférence nationale de février 1990, qui avait balayé le régime dictatorial de Mathieu Kérékou (1972-1991), un leader qui imposait des élections à parti unique et écrasait toute voix discordante.

Il faut dire que la révolution populaire de 1990 avait accouché d'une démocratie fragile, approuvée par référendum le 2 décembre 1990 et promulguée

le 11 décembre suivant. Cette date reste gravée dans le cœur de Modoukpè comme un serment sacré pour les droits du peuple béninois, fort de ses 14 millions d'habitants. Mais elle voyait ce progrès plutôt comme un trophée inachevé : la France, soucieuse de préserver ses intérêts dans le pillage avait dépêché Nicéphore Soglo en 1991 comme un intermédiaire pour canaliser la transition, laissant une démocratie libérale à moitié aboutie où le président régnait en monarque absolu. Modoukpè refusait que son peuple perde ces acquis. Elle dénonçait sans relâche le gouvernement Talon pour son indifférence sociale : en deux mandats (2016-2026), aucune infrastructure éducative majeure n'avait vu le jour pour les masses, sauf une école inaugurée, baptisée du nom de Manoel Talon, un ancêtre évoqué dans les légendes populaires comme un esclavagiste cannibale. Pendant ce temps, les dépenses sociales avaient grimpé de 32,6 % à 43,8 % entre 2018 et 2022, mais cela cachait, selon elle, une priorisation des projets élitistes au détriment des besoins populaires.

Mais aujourd'hui le pot d'acier est sur le point de casser le pot de verre. Modoukpè a reçu le dernier appel, un ultimatum rugissant qui résonne comme un coup de feu, qui propulse les athlètes sur la piste. Les pressions s'intensifient. Après ses critiques virulentes, Modoukpè reçut des appels anonymes, des visites nocturnes et des intimidations en ligne. La pression sociale devenait grandissante.

Certains amis ne décrochaient plus ses appels. Plus de 150 opposants avaient déjà été emprisonnés ou exilés entre 2016 et 2022, et elle savait que ce régime n'hésitait pas à ruiner des familles entières : des membres de la sienne, des cousins entrepreneurs, avaient vu leurs affaires couler sous les audits sélectifs et les blocages administratifs orchestrés par le régime depuis 2018. Cela la rongait de l'intérieur d'une douleur lancinante, comme une plaie ouverte, qui la faisait trembler dans la solitude de ses nuits. Elle sentait son corps hurler de fatigue, son cœur se serrer à l'idée de ses bébés, âgés de 4 et 6 ans, laissés derrière à Cotonou. Elle pleurait souvent, les larmes coulant sur ses joues dans l'obscurité, mais jamais elle ne céderait. Plutôt crever que de plier devant cette tyrannie. Sa rage était un feu inextinguible, nourri par la conviction que Talon manipulait les traditions royales africaines pour se poser en président-dieu, légitimant un néocolonialisme qui pillait les ressources béninoises.

La goutte d'eau vint en novembre 2025, quand le même régime, via ses députés loyaux, fit adopter une révision constitutionnelle majeure lors d'une session nocturne du 14 au 15 novembre : 90 voix pour, 19 contre, instaurant un parlement bicaméral avec un Sénat de 69 membres, représentant les collectivités et traditions, et allongeant tous les mandats (présidentiel, législatif et local) à un mandat 7 ans renouvelable une fois. Promulguée le 17 décembre 2025 après

validation de la Cour constitutionnelle le 12 décembre, cette réforme, pour Modoukpè, n'était qu'un stratagème pour prolonger le règne de Talon et de ses alliés, transformant le Sénat en une chambre "hors pair" taillée sur mesure pour consolider son pouvoir. Cela fit bouillir son sang : comment osait-il remodeler la République pour y régner en maître absolu ? La douleur la submergea, mais elle refusa de fléchir, transformant sa souffrance en une armure impénétrable.

Forcée à l'exil en 2024, après des manifestations réprimées contre les réformes électorales, Modoukpè s'enfuit dans la précipitation. Elle courut sans se retourner, traversant brousses et routes cahoteuses, franchissant plusieurs frontières, pour échapper aux filets de la CRIET, la cour spéciale du régime en place. Dans sa cachette, loin de tout, dans un pays étranger où les odeurs et les sons lui étaient étrangers, elle souffrait seule. Ses bébés lui manquaient cruellement ; elle imaginait leurs rires, leurs petites mains, et cela la faisait sangloter en silence. La douleur physique et émotionnelle la terrassait ; ces maux de tête incessants, la faim, les nuits blanches hantées par les souvenirs des ruines familiales infligées par cette situation. Pourtant, elle serrait les dents, refusant de céder. Plutôt crever que de trahir son peuple. De là, elle continuait à écrire, à dénoncer via des canaux clandestins, sa détermination forgeant un legs pour un Bénin libre.

Le parcours de Modoukpè est celui de la résistance tenace contre les vestiges du colonialisme, où des figures perpétuent une domination impérialiste en masquant leur autoritarisme sous des réformes institutionnelles illégitimes. Inspiré par les idées de Thomas Sankara dans ses discours, Modoukpè prône une Afrique unie et autodéterminée, libérée des chaînes économiques imposées depuis la Conférence de Berlin (1884-1885). Modoukpè, jeune trentenaire exilée, n'est pas une victime passive ; elle incarne l'esprit de la Conférence nationale béninoise de février 1990, un soulèvement populaire contre le dictateur Kérékou, mais saboté par l'ingérence française via Soglo en 1991, laissant une démocratie inachevée où le pouvoir exécutif domine comme un roi colonial. Cette souffrance, cette douleur viscérale, mêlée de larmes et de rage, peut rappeler aux plus aguerris la violence psychologique du néocolonialisme, analysé par Frantz Fanon dans "Les Damnés de la Terre (1961)" telle une aliénation qui brise les individus pour mieux contrôler les masses. Tant de familles comme celle de Modoukpè avaient été ruinées. Et le pouvoir, un gargantua, utilise l'État comme outil de répression, avec plusieurs opposants exilés ou incarcérés entre 2016 et 2025. La réforme de novembre 2025 adoptée précipitamment dans la nuit du 14 au 15 novembre par 87 changé subitement en 90 députés après plusieurs coupures d'électricité, créant un Sénat de 69 membres et étendant les mandats à 7 ans, promulguée le 17 décembre, n'est qu'une manœuvre pour entériner une dictature légale, pour légitimer le pillage.

Panafricanistement, la détermination de Modoukpè (pleurer mais refuser de céder, préférer la mort à la soumission) évoque les luttes de Lumumba (assassiné en 1961) ou Nkrumah dans Africa Must Unite, 1963, où l'exil devient un bastion de résistance. Traverser plusieurs frontières symbolise la fragmentation africaine imposée par le colonialisme, mais aussi le potentiel d'unité via l'ECOWAS ou l'Union africaine. Le Sénat hors pair, conçu comme un conseil de sages pour représenter traditions et collectivités, masquait en réalité une chambre loyale à ce gouvernement, prolongeant son influence post 2026 et sapant les acquis du 11 décembre 1990. Elle a mal pour son pays. Elle se dit que la douleur, physique et morale, n'est pas une faiblesse ; c'est le carburant d'une révolution panafricaine, appelant à rejeter ces élites vendues pour une souveraineté totale, où l'Afrique contrôle ses ressources et ses destins. Pour Modoukpè, plutôt crever que de laisser le néocolonialisme triompher. La rose est fière d'être la sentinelle de son peuple, et elle sait qu'un jour, le monde entier la remerciera ; et la couronne de la gloire sera posée sur sa tête.

Ce document falsifié n'est pas un hasard : il s'inscrit dans une longue tradition de désinformation utilisée par les régimes autoritaires pour discréditer les voix dissidentes. En Afrique, où les médias sont souvent capturés par l'État ou des

intérêts étrangers, de tels outils rappellent les campagnes de calomnie sous les dictatures postcoloniales, comme celles orchestrées contre les leaders indépendantistes. Ceci évoque le concept de “néocolonialisme” de Nkrumah : les puissances extérieures et leurs relais locaux fabriquent des narratives pour justifier la répression, évitant ainsi un affrontement direct sur les idées.

Or, le fait que ce journal soit avéré faux devrait, en toute logique juridique et morale, annuler toute faute imputable à Modoukpè. Dans un État de droit authentique, une accusation basée sur une preuve fabriquée s’effondre d’elle-même, libérant l’accusé et exposant les manipulateurs. Pourtant, le texte sous-entend qu’elle ira en prison malgré tout. Pourquoi ? Parce que “le simple fait d’être opposante suffit”. La justice n’est pas aveugle, mais sélective. Elle cible les opposants non pour leurs actes, mais pour leur existence même, qui menace l’hégémonie des élites corrompues. C’est une forme de terrorisme d’État, où la menace téléphonique même n’est que le volet psychologique d’une guerre asymétrique contre les civils engagés.

L’escalade de la persécution ne s’arrête pas aux menaces verbales. Le recul forcé de Kemi Seba pour un impôt exorbitant de plusieurs millions de francs CFA

par mois révèle au monde entier comment l'économie est weaponisée contre les dissidents. Cela renvoie à l'exploitation économique postcoloniale : les régimes africains, souvent inféodés à des intérêts multinationaux, utilisent les leviers fiscaux pour asphyxier les entrepreneurs indépendants, particulièrement ceux qui osent critiquer. Modoukpè avait vu ses proches perdre leur emploi à cause des dérives autoritaires, elle ne compte pas se laisser faire. Elle sait qu'en tant que femme forte, pure et opposante, elle représente doublement une menace à ce capitalisme extractif qui saigne l'Afrique. Cette injustice envers les opposants va jusqu'à élever les taxes et impôts de manière punitive, forçant l'exil ou l'immigration clandestine ; comme au nord du Bénin, où, selon des témoignages, les jeunes fuient vers le désert libyen dans une quête désespérée de survie. Elle culmine en emprisonnement de masse, sans développement réel si ce n'est sur papier et quelques routes surfacturées à Cotonou, qui servent de vitrine pour masquer la misère structurelle.

1. Émi Modoukpè, je ne fléchirai jamais. Se sacrifier n'est pas un problème, se taire l'est ! Oui, un héros en prison vaut mieux qu'un lâche libre.

Le top est ainsi lancé pour la descente aux enfers, et la belle rose aux épines bien tendues est prête. L'intimidation n'est pas seulement une tactique isolée de

répression ; elle constitue un système structuré de pression sociale et de complicité qui vise à normaliser l'acceptation du statu quo, à étouffer toute concurrence politique ou sociale, et à perpétuer un cycle de désinformation, de non-information, et d'exil massif. Ceci force le peuple à "accepter son sort" non par conviction, mais par survie. La pression sociale se manifeste lorsque des individus ordinaires, craignant des représailles, se désolidarisent des dissidents : amis qui cessent de répondre aux appels, familles qui exhortent au silence, ou communautés qui internalisent la narrative du régime comme inévitable. Pire encore, dans ces environnements, tous se dressent en espions potentiels (voisins, collègues, même membres de la famille) pour éviter d'être soupçonnés de dissidence. Cette complicité obligée érode la cohésion sociale et transforme la société en un réseau de surveillance informelle, où la délation devient une stratégie de protection personnelle. Sur le plan théorique, cela s'apparente à ce que Hannah Arendt appelait la "banalité du mal" dans les systèmes totalitaires, adaptée ici à des régimes hybrides (autoritarisme électoral) où les élections masquent la répression. Le résultat ? Une apathie généralisée qui élimine toute impulsion collective pour l'amélioration, car contester le pouvoir équivaut à risquer sa vie, sa famille ou son gagne-pain.

Modoukpê seule dans son fauteuil en raphia pense : l'intimidation commence par des appels menaçants et escalade vers des sanctions économiques et sociales. Cela crée une peur sourde qui isole les critiques de manière graduelle, et force même des alliés comme Rémi à risquer l'arrestation, et pousse à l'exil ou au silence. L'intimidation sert à neutraliser toute forme de concurrence politique, économique ou idéologique, empêchant ainsi l'émergence d'alternatives qui pourraient mener à des réformes. En éliminant les opposants, le régime monopolise le discours public et les ressources, perpétuant un statu quo où l'amélioration sociale est reléguée au second plan au profit d'intérêts élitistes. Cela crée un cercle vicieux : sans concurrence, pas d'innovation ; sans amélioration, plus de mécontentement, justifiant davantage de répression. De plus, cette instabilité repousse les investisseurs étrangers et locaux, qui fuient un environnement marqué par l'arbitraire et le manque de transparence, et elle provoque une situation où la confiance est si réduite que les capitaux préfèrent des marchés plus stables. Pour compenser les pertes fiscales dues à cette fuite, les régimes augmentent souvent les impôts de manière punitive, ciblant particulièrement les entrepreneurs critiques ou indépendants, aggravant ainsi la spirale économique. Au Cameroun, Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, a perfectionné cette stratégie. Des opposants comme Maurice Kamto ont été exclus des élections de 2025 par des décisions judiciaires biaisées, tandis que des coalitions d'opposition ont été interdites sous prétexte

d’“association illégale”. Plus de 150 opposants ont été emprisonnés ou exilés entre 2016 et 2022, similaire au cas béninois. Ceci bloque toute amélioration : malgré une croissance économique formelle, les investissements sociaux stagnent, favorisant la corruption et le népotisme et le tribalisme, avec des hausses d’impôts récurrentes pour financer un appareil répressif.

L’intimidation va de pair avec le contrôle de l’information : en intimidant journalistes et activistes, le régime promeut la désinformation et la non-information. Elle crée un vide informationnel où le peuple, privé de faits alternatifs, internalise la propagande comme vérité, renforçant l’acceptation passive. L’espionnage mutuel amplifie cela, car partager des informations critiques devient risqué, réduisant encore la confiance et favorisant l’isolement. Le ministre de l’Administration territoriale camerounais a interdit en 2025 tout débat médiatique sur la santé de Biya, sous peine de poursuites. Des lois anti-terrorisme ont été détournées pour condamner des journalistes à de lourdes peines, comme Amadou Vamouké à 32 ans de prison pour des accusations fabriquées. Au Togo, la répression inclut la censure numérique : restrictions sur les réseaux sociaux, criminalisation des “likes” critiques, et infiltrations de comptes WhatsApp pour traquer les dissidents. Cela promeut une non-information qui isole les citoyens, rendant l’exil attractif pour les informés. L’intimidation culmine souvent dans

l'exil forcé, vidant le pays de ses talents et critiques, ce qui renforce le régime en éliminant les voix discordantes tout en créant une diaspora impuissante. Cet exil massif (souvent vers la France ou les pays voisins) appauvrit la société : perte de compétences, familles déchirées, et une économie dépendante des envois de fonds plutôt que de l'innovation interne. Les hausses d'impôts sur les restants aggravent cela, tandis que les investisseurs évitent un marché perçu comme instable. La belle Modoukpè regardait dans le vide. Ses yeux ne se clignaient plus.

- Pourquoi nous ?

Modoukpè, arrachée à sa terre natale par la peur et les menaces du régime Talon, vit son exil comme une prison sans barreaux, une cage invisible où chaque jour s'étire en une éternité de vide et de souffrance. Loin de Cotonou, sans ses enfants dont les rires résonnent encore dans ses rêves brisés, elle erre dans une solitude écrasante, un gouffre sans fin où l'absence de proches la ronge. Aucun visage familier pour partager un repas, aucun bras pour l'enlacer dans les nuits froides de l'exil ; les visites, rares et isolées, ne sont que des ombres fugaces, des appels sporadiques qui ravivent la douleur sans l'apaiser, laissant derrière eux un silence plus lourd encore. Plus de travail pour occuper ses mains, sans papiers pour ancrer son existence dans ce pays étranger, elle se sent illégitime, fantôme parmi les vivants, condamnée à une inertie forcée, ce vide qui amplifie sa douleur. Elle est malgré tout, fière d'être la sentinelle du peuple béninois.

8- DIANE

Diane, la secrétaire exécutive ou quelque chose du genre d'une banque de la place, était détentrice d'un diplôme de premier cycle. Avec son talent de s'acoquiner avec les autres communautés souvent européennes, elle faisait le tour des bureaux, répandant la bonne humeur comme une sorte de fée des finances, selon les plaintes des femmes du quartier. Mais avec les autres femmes, c'était une autre histoire : elle se plaçait au-dessus d'elles, évitant le « papotage » comme une bonne femme africaine, un péché qu'on pourrait considérer presque capital.

Jamais vue en pagne, Diane était plutôt adepte des vestes européennes et des talons aiguës qui feraient rougir les dames. Elle n'était pourtant jamais allée en

France. Comment ose-t-elle ? Les injures telles une avalanche, jaillissaient sur elle, mais toujours dans son dos et à voix basse. Les mamans ont rempli les oreilles de tout le quartier. On commence par ses pieds : ses mollets étaient jugés « amorphes et trop durs comme si c'est elle qui a inventé le football ». Ensuite on attaquait son thorax : sa poitrine trop sèche comme la carapace d'un crabe. Ces millions d'hommes qui s'allongent sur ce serpent auraient l'impression d'être couchés sur des écouteurs. On alla même faire de l'atavisme sociale : sa généalogie ayant fait l'objet d'une enquête judiciaire digne d'un inspecteur de toilette. On repassa tous ses ancêtres au peigne fin, une enquête impossible : sa mère était déjà enceinte d'un autre homme avant de marier son père, lui-même avait déjà trois épouses, et sa grand-mère, ancienne prisonnière et fumeuse de cigarette, aussi soupçonnée de vol de mari, n'était pas en reste. Diane n'est donc pas la fille de son père selon le test ADN fait maison. Ensuite on insultait son derrière plat avec des talents géométriques : elle a des fesses aussi plates que la surface d'une table à manger, seuls les blancs aiment manger des os ; on dirait un serpent ; son devant et son derrière sont comme deux droites parallèles. Qui dira le contraire ? Une femme noire doit remuer le pagne quand elle marche. Elles marquaient des pas pour démontrer leurs dires. Elles riaient. Pour elles, la pire laideur au monde, c'est dans le dos qu'elle se juge.

C'était loin d'être sa seule faute, oh non ! Diane avait la fâcheuse tendance à changer de petit ami avec une fréquence qui ferait pâlir d'envie une collectionneuse d'œuvres d'art. Tous les trois jours, elle passait d'un petit ami à l'autre, qu'il soit blanc, rouge, ou même jaune, comme une palette de peintre désireux d'explorer toutes les nuances de l'amour. M'man allait taper la porte à M'man Ayaba et la sérénade recommençait. Elles sortaient des milliers d'insultes puis tapaient la cuisse sur le côté de la main gauche pour vomir cette femme de la quarantaine. « Ils sont si racistes et méchants, ces blancs. Que le dieu Hêviosso foudroie cette mule. Que Ogou mange sa chaire. »

Cette audace de nos fleurs qui prenaient un malin plaisir à se scandaliser. Elles ne manquaient jamais une occasion de se rassembler autour de leurs casseroles, échangeant des regards désapprobateurs tout en concoctant des plats qui, paradoxalement, ne manquaient jamais d'épices. « Mais que fait-elle ? » s'écriait M'man, les mains sur les hanches, comme si Diane venait de commettre un crime de lèse-majesté.

Les mères, armées de leurs jugements et de leurs rituels de commérages, s'imaginaient déjà en détectives privés, enquêtant sur cette vie amoureuse aussi tumultueuse qu'une sauce de crinrin qui bouillit au feu « Ce n'est pas une vraie

femme africaine » s'exclamait Djêto en agitant sa spatule de cuisine, tandis qu'une autre ajoutait avec un sourire narquois : « Qui sait combien de petits amis elle a déjà en réserve, agavou ? »

Les dames ne s'arrêtaient pas là. On passait à son visage : Diane avait remplacé deux dents par deux grillz , comme un bandit de New York. Comment une femme africaine pouvait faire une telle chose ? » s'affolaient-elles. « C'est sans doute pour cacher ses dents perdues, une conséquence de sa vieillesse camouflée. Elle doit être plus vieille qu'elle en a l'air pour perdre autant de dents, une momie déguisée qui s'est échappée de sa pyramide ; ici c'est Cotonou, pas Egypte. », ajoutait l'archéologue fait maison, Adjokê.

Pour finir, les dames faisaient de la cosmétologie spontanée : « Diane a un teint de Koffi Olomidé », (comprendra qui pourra). On entendait les éclats de rire. À Cotonou, ce mal est répandu et vu par certains comme un signe d'aisance. On suppose qu'avec la crise économique permanente dans le pays, si ces femmes arrivent à acheter des produits qui coûtent parfois l'équivalent d'un repas de famille pour une journée, voire le SMIC, c'est qu'elles ont une condition financière meilleure. Cela renforce l'idée que la peau claire est synonyme de réussite, de statut social élevé et de pouvoir d'achat. Dans les marchés animés comme Dantokpa, les femmes investissent dans ces crèmes malgré les prix élevés, car cela

leur donne l'illusion d'une vie plus facile ou plus valorisée. Parmi les géants de l'économie de la sous-région, il y a des produits réputés comme Caro White, qui sont rapides à décaper la peau. Cette crème, souvent fabriquée en Côte d'Ivoire et très populaire au Bénin, au Nigeria et ailleurs en Afrique de l'Ouest, promet un éclaircissement visible en peu de temps grâce à des ingrédients puissants. Caro White est connue pour son effet décapant rapide, mais elle est régulièrement rappelée ou alertée par des autorités comme la NAFDAC au Nigeria ou l'Union européenne pour ses dangers : risques d'endocrine disruption, allergies, cancers de la peau ou dommages rénaux. Pourtant, elle reste très vendue et utilisée parce qu'elle "marche vite". De même, Lolo Beauté en Côte d'Ivoire fabrique et vend sans aucune crainte des gammes blanchissantes, comme la "super métisse" ou d'autres produits fruités, malgré les interdictions depuis 2015 sur les cosmétiques dangereux. Ces produits circulent librement, promus par des influenceuses ou vendus en ligne et en boutique, même si les autorités peinent à les stopper. Les femmes les achètent pour un résultat rapide, ignorant souvent les conséquences à long terme. Les femmes du Bénin ne fabriquent pas elles-mêmes la plupart des produits de dépigmentation qu'elles utilisent. Ces crèmes, lotions et savons éclaircissants viennent souvent d'ailleurs : beaucoup sont importés du Nigeria voisin, où le marché est énorme, ou de Chine, avec des produits bon marché qui inondent les marchés de Cotonou. Ces importations massives créent un poids

économique important pour les grandes entreprises cosmétiques internationales et les ultra-libéralistes. D'un côté, ces mythes font de la publicité anti-dépigmentation, avec des campagnes qui alertent sur les dangers pour la santé et appellent à arrêter ces pratiques. De l'autre côté, elles continuent de produire, d'exporter en grande masse et de vendre massivement ces mêmes produits toxiques pour profiter de la demande et faire des profits énormes, sans vraiment se soucier des conséquences graves sur la santé des utilisatrices. C'est le classique « on donne de la main gauche, on reprend de la main droite ». Quelques-unes au Bénin essaient de fabriquer localement des versions sous forme de savon à base de soude (souvent mélangé avec des ingrédients toxiques comme l'hydroquinone ou des corticoïdes), mais c'est rare et souvent artisanal, pas à grande échelle. La majorité des produits dangereux circulent via l'importation illégale ou mal contrôlée, ce qui enrichit surtout les importateurs et les multinationales plutôt que l'économie locale. Je ne dis pas tout cela pour défendre Diane ou toutes ces femmes qui s'adonnent à ce fléau macabre et dégoûtant, qui miroite une peau claire fictive, illusoire, souvent au prix de leur santé et de leur dignité. Non, absolument pas. Je le dis précisément pour une meilleure dénonciation, plus juste et plus complète. Prenons le mal à la racine. Si on se contente de pointer du doigt les utilisatrices africaines (ce qui est déjà un grand pas) en les accusant d'être les seules responsables, on rate l'essentiel : le système mondial qui fabrique, vend et pousse ces produits toxiques tout en

faisant semblant de les combattre. À Cotonou, on ne désigne pas directement certains défauts car les murs ont d'oreille. Le teint de Koffi Olomidé désigne une peau décapée, multicolore et mal soignée. Diane avait la peau dépigmentée en effet. Comme plusieurs autres femmes de la ville, elle le faisait et ne se sentait point gênée. Il faut dire que ce fléau fait objet de dénonciation hypocrite. Les produits utilisés sont importés du Nigeria et de Chine. Ils décapent la peau rapidement, promettant un teint clair en peu de temps. Dans les marchés comme Dantokpa, Fifadji, Zogbo ou Kindonou, on les retrouve partout : crèmes à l'hydroquinone, savons au mercure ou mélanges toxiques. Les femmes les achètent pour se sentir plus belles, ou trouver un partenaire, à cause des idées qui valorisent la peau claire. Mais ces produits causent des brûlures, des taches permanentes, des infections ou des problèmes graves comme des maladies aux reins. Les étiquettes mentent souvent sur la composition, et les femmes deviennent dépendantes, car arrêter fait revenir la peau plus foncée ou abîmée. Ce n'est pas seulement au Bénin : dans toute l'Afrique, c'est un gros phénomène. Au Nigeria, jusqu'à 77 % des femmes utilisent ces crèmes, souvent les mêmes importées ou fabriquées localement avec des ingrédients dangereux. Au Mali, en RDC ou ailleurs, les raisons sont similaires : le colorisme lié au passé colonial fait que la peau claire semble synonyme de réussite ou de beauté. Les médias et campagnes insistent beaucoup sur les Africaines, en les présentant comme les seules concernées, ce qui

crée un stigmat et cache que c'est un problème mondial poussé par l'industrie cosmétique qui gagne des milliards. En Asie, la dépigmentation est très ancienne et massive. En Chine, plusieurs femmes utilisent des produits pour avoir une peau pâle, vue comme signe de beauté et de statut social depuis des siècles. Il y a des spas entiers pour ça, et des crèmes chinoises (souvent exportées en Afrique) contiennent du mercure qui cause des maladies. En Inde, jusqu'à 61 % des jeunes femmes de 16 à 35 ans blanchissent leur peau, dans un marché qui vaut des centaines de millions. Le système de castes et l'héritage colonial britannique font que la peau claire aide pour les mariages ou les emplois. Aux Antilles et Caraïbes, comme en Martinique, Guadeloupe, Jamaïque ou Haïti, 11 à 13 % des gens pratiquent le blanchiment. C'est parfois lié à l'histoire de l'esclavage, où la peau claire donnait un meilleur statut. Aujourd'hui, c'est pour plus de chances sociales ou amoureuses, avec des crèmes toxiques qui contaminent même les enfants par contact. On en parle peu, comme si c'était seulement « africain », alors que c'est le même héritage colonial. Aux États-Unis, même des stars le font. Lil' Kim et Beyoncé ont été accusées d'éclaircir leur peau pour correspondre aux normes d'Hollywood, où la peau claire ouvre plus de portes. Blac Chyna a vendu ces produits en Afrique. Cela montre que le colorisme existe partout, y compris dans les pays riches, sans la même critique forte. Au Mexique, beaucoup de femmes passent d'une teinte jaune ou olive à plus blanche, avec jusqu'à 87 % d'utilisatrices

dans certains groupes. C'est à cause du colonialisme espagnol qui valorise la peau claire comme signe de richesse. Les crèmes au mercure causent des empoisonnements graves, mais on n'en parle pas autant. Tout cela prouve que la dépigmentation est un problème mondial, pas juste béninois ou africain. Les importations, les profits et l'hypocrisie des grandes entreprises aggravent le tout. Pour changer vraiment les choses, il faut prendre le mal à la racine : des lois strictes contre les importations toxiques, une vraie régulation internationale des multinationales, plus d'éducation pour déconstruire le colorisme et aimer toutes les teintes de peau, et valoriser les produits naturels locaux sans danger. C'est seulement comme ça qu'on arrêtera ce fléau, sans se contenter de blâmer les victimes.

Et pour touche finale, les reines sortaient leurs talents d'ostéo physiciennes. Elles revoyaient la taille de Diane : elle est longue comme un poteau électrique, plate comme un double décimètre, comme deux droites parallèles d'où son surnom parallèle. Et son niveau intellectuel pour dire au revoir : Diane peinait à formuler une phrase correcte en français. On entendait les femmes la mimer : « zé vé euh chose là éééh bic » pour dire « Puis-je avoir un stylo ? ».

Les femmes du quartier, qui avaient toutes dépassé le niveau du baccalauréat subitement, regardaient Diane avec une colère palpable. Je me souviens encore de la rage dans les yeux de ma mère à la mention de son nom. Inlassablement, elle rappelait que cette femme est moche, qu'elle n'a pas de fesse, et qu'elle va envoûter les hommes banquiers et douaniers au Nigeria, selon les détectives privés au chômage dans le quartier. Et bien sûr, que Diane était à la banque pour séduire un banquier français avec ses fétiches, comme si c'était son seul but dans la vie ! Maman Gaga, la voisine amie de ma mère, jurait de l'ignorer tout en la lorgnant avec une jalousie à peine dissimulée, et elle jurait qu'elle ne lui dirait plus jamais bonjour en premier. Diane était jugée coupable pas seulement de célibat, un véritable fléau pour les couples du pays entier. Certains affirmaient qu'elle méritait la prison du quartier, celle de ne jamais être salué, du jour où son statut de célibataire fut découvert jusqu'au jour où elle annoncerait ses fiançailles, avec la promesse que son homme ne serait la propriété d'aucune autre femme du quartier. Son autre problème est sa distance avec les habitants du quartier. Tata Diane, imperturbable, s'en moquait éperdument. Elle ne semblait pas du tout préoccupée par les dires des femmes sans emploi qui chuchotaient par jalousie. Après tout, la vie est trop courte pour se soucier des médisances. Elle allait de voitures neuves en voitures neuves. Elle sortait, elle rentrait puis ressortait puis revenait encore et encore. Elle eut le mérite de me faire rentrer dans une voiture aux vitres teintées

pour la première fois de ma vie. Bien que Diane se contente de ses belles voitures, son type d'homme semblait être un mélange mais avec une prépondérance des blancs, ce qui la rend moins dangereuse. Peu importe qu'il soit grand, gros, court, un blanc est un blanc. Diane semblait aimer ces champagnes, ces bisous dans les rues, ainsi elle augmente la dose de jalousie dans les rues, avec une prépondérance d'insultes. Ces yeux sur elle lui faisait ressentir sa supériorité sociale et sa beauté. Pas question de retoucher un iota de quoique ce soit. Tata Diane n'a jamais cédé jusqu'à ce que je la perde de vue. M'man dans toute sa sainte rigidité se dressait droit contre Diane et les deux s'embrouillaient parfois ; son indifférence face à sa communauté faisait d'elle un cheval de Troie détestable. Demanda-t-elle si sa mère avait quémanté un enfant auprès des vodouns capricieux, connus pour répondre rapidement aux femmes qui peinent à concevoir, qui au finish n'accouchent que des enfants anormaux ? Si oui, ne serait-ce pas bien de délivrer tata Diane en allant offrir des sacrifices aux serpents ? Après tout, ces yovo ne valent pas plus que nos propres enfants, mais dès qu'ils arrivent chez nous, ils se prennent pour des chefs. Et cette "lakoumi" (chamelle) se croyait supérieure à nous dès qu'elle était en leur compagnie. Elle ne disait jamais bonjour. Maman jurait qu'elle lui ferait connaître toutes les couleurs de l'opprobre. M'man Gaga, de son côté, ajoutait que son mari connaissait un yovo très gentil, précisant que seuls certains d'entre eux, avec leurs nez fins, avaient la tête gonflée. Elle racontait aussi qu'après leur passage en

Afrique, ils renvoyaient des vêtements neufs de France pour les enfants, mais assurait tout de même à M'man qu'ils étaient vraiment laids, surtout leurs femmes. Comment une femme aussi sèche qu'un bois de la forêt de Kpassê pouvait-elle croire qu'elle était belle ? Pour elle, la minceur aussi était la pire des laideurs. Cela ne semblait pas déranger Diane, qui paraissait apprécier leur compagnie. Contrairement à ses voisines, qui nourrissaient une haine palpable envers ces yovo, Diane semblait les apprécier, ce qui, aux yeux de M'man, était un péché de plus. Pour elle, avoir des fesses plates et un nez pointu, c'était vraiment un mauvais goût.

Les interactions sociales dans le quartier étaient profondément influencées par une résistance face au néocolonialisme, façonnant les cultures locales et impactant les relations au sein des différentes communautés. Les stéréotypes, comme l'idée que les femmes noires étaient souvent jugées sur leurs "fesses rondes", ont même conduit aujourd'hui à la popularisation moderne des BBL (Brazilian Butt Lifts), une chirurgie esthétique qui vise à accentuer certains attributs de la femme. D'un autre côté, la richesse était automatiquement attribuée aux blancs, qui étaient considérés comme faisant partie de la haute classe sociale. Ces perceptions révélaient des rapports de pouvoir inégaux et des jugements biaisés qui pénalisaient les individus selon leur race, et ceci jusque dans leurs maisons. Ces représentations, ancrées dans l'histoire coloniale et les discours

eurocentriques, créaient un cadre où les valeurs occidentales dominaient, et où les comportements et les aspirations des personnes étaient souvent jugés à l'aune de ces normes imposées. Les événements dans les rues de Fifiadjé évoquaient des luttes tant féminines que masculines pour affirmer leur place dans un monde où les attentes sociales étaient souvent englouties dans des rigidités culturalistes. De l'autre côté, le combat de Diane, qui choisissait de s'associer avec des yovo, prenait une dimension plus européanisée. Elle incarnait une forme de résistance contre les normes conservatrices de M'man et de son armée. Le bras de fer est donc mutuel. Cette lutte se déroule à plusieurs niveaux donc : au niveau individuel, il y a ceux qui cherchent à conformer les comportements aux attentes sociales, et ceux qui choisissent de résister à ces normes. La dichotomie entre les conformistes, qui préféraient s'adapter aux codes sociaux pour éviter la stigmatisation, et les anticonformistes, qui défiaient ouvertement ces normes imposées depuis les invasions pilleuses, exhibe les rapports de force qui traversaient les océans et régissent encore à l'ère contemporaine la géopolitique. Ceux qui se trouvaient entre ces deux catégories étaient souvent perçus comme peu influents, renforçant l'idée que la lutte pour changer ces perceptions nécessiterait une prise de position claire. Ainsi, ces interactions sociales, oscillant entre conformisme et résistance, révélaient une réalité en bonne et due forme, où chaque choix individuel représentait un acte politique. La lutte de Diane pour établir des connexions avec

les yovo n'était pas seulement un acte personnel, mais aussi une collaboration des africains qui cherchaient à s'élever au-dessus des injustices historiques (esclavage, colonisation) ; du moins vu sous un autre angle. L'histoire du monde s'écrit au fil du temps, et celle de 1945 a façonné le cours de notre existence. À cette époque charnière, des choix se présentent, opposant l'universalisme, souvent assimilé à l'europanisme, qui prône une solidarité sans frontières, à une contestation émanant des non-conformistes de cette thèse. Ces derniers, conscients des inégalités que peut engendrer une vision trop homogène, pointe du doigt l'importance de reconnaître les spécificités de chaque communauté.

Dans ce quartier de Cotonou, entre les cris des enfants et le ronronnement des motos, Diane et M'man ne se parlaient jamais. Pourtant, chaque passage de l'une devant l'autre était une confrontation silencieuse, un rappel que l'Afrique, restera même dans ses plus petites rues, un champ de bataille idéologique. Diane rentrait chez elle, allumait, caressait sans doute son chien, et se sentait victorieuse dans sa solitude choisie. M'man, sous son auvent, continuait de tresser, de parler, de résister fermement aux autres normes. Aucune des deux ne se plierait. Et le continent, entre ces deux femmes, continuait de chercher son chemin, déchiré entre la promesse d'un néolibéralisme qui enrichissait quelques-uns au détriment de la masse, et la mémoire tenace d'un souverainisme qui promettait la dignité à tous.

Vanité des vanités ; tout évolue. Vu sous un autre angle, on parlerait de cette jalousie des voisins face à Diane ‘la civilisée’. L’essence même des pensées sociales qui nous entourent le prouve ; la jalousie, qu’elle soit numérique ou traditionnelle, a toujours eu ce pouvoir fascinant de transformer la vie des autres en un spectacle enivrant. Ces rififis bouillants et les coups bas des dames qui offraient parfois des spectacles gratuits quittent de plus en plus nos rues. Avant, les échanges interpersonnels se déroulaient souvent dans des cercles restreints, tels des cours communes, des rues de sable, des marchés. Les commérages de quartier, ces véritables feuilletons en direct, permettaient aux femmes de tisser des récits autour des vies des autres, souvent embellis ou amplifiés par l’ardeur des discussions. Diane, avec ses nombreux amants, devenait le centre d’une intrigue qui captivait l’attention de toutes. Les rumeurs et les jugements, comme des fils narratifs, s’entremêlaient. Aujourd’hui, avec l’avènement de la technologie, ce même mécanisme de jalousie a pris une nouvelle forme. Les réseaux sociaux, ces vastes plateformes numériques, offrent un terrain fertile pour l’expression de la jalousie, mais aussi de l’admiration. Les commentaires et les likes sur TikTok, Instagram ou Facebook remplacent les échanges de voisinage. Les vies des autres sont désormais exposées à un public mondial, élargissant les champs pour les jaloux et les résistants, à une échelle exponentielle. La jalousie numérique, loin d’être une

simple émotion, se transforme en un phénomène culturel qui influence nos comportements et nos perceptions et façonne les perceptions. Ce regard, partagé par des milliers ou des millions d'internautes, crée un effet d'entraînement, où chaque like, chaque commentaire, remplace une validation ou de rejet. Ainsi, la vie privée devient une performance publique, où la quête d'authenticité se heurte à la nécessité d'être « vu » et « apprécié ». Les rois mages et l'étoile, Diane et M'man, ça c'était avant. Aujourd'hui c'est internet qui fait et défait les saints. En un mot, qui aurait le temps d'écouter M'man et Diane aujourd'hui ?

Il est intéressant de noter que, peu importe l'époque et le médium, les histoires humaines restent profondément liées à notre besoin de connexion et de compréhension. On sait maintenant que derrière chaque façade se cachent des émotions intenses, des luttes personnelles et des aspirations et surtout des positions. À plusieurs niveaux, la jalousie pousse à une introspection, au regret, à s'interroger sur nos choix, les propres désirs, et, finalement, sur la place dans le grand récit de la vie. Tout ça pour dire que la jalousie, qu'elle se manifeste dans un petit quartier ou sur les vastes réseaux sociaux, demeure un élément fondamental de l'expérience humaine. Elle relie, anime, et rappelle que, malgré les changements technologiques et sociaux, la quête d'amour, d'acceptation et de reconnaissance

reste intemporelle. Les histoires humaines continueront d'alimenter nos yeux et nos nuances.

La science a ses bienfaits et ses freins dans notre vie collective. Les interactions humaines, jadis riches en émotions, cèdent progressivement la place à des échanges numériques. Si cette tendance se poursuit, il n'est pas impossible d'imaginer qu'à l'horizon d'un siècle ou deux, les guerres entre nations se dérouleront via des automates. Pensez à un futur où des journalistes dotés d'intelligence artificielle annoncent que cinq cent mille robots turcs ont détruit trente millions robots américains et que le gagnant de cette guerre est donc la Turquie. 2 millions de drones béninois ont été détruits par 3 millions de drones sénégalais. Le Bénin a alors perdu la guerre et accepté de céder ci ou ça pour ne pas perdre des humains. Ainsi les designers se moqueraient de nous, qui faisons la guerre aujourd'hui avec de vrais hommes, des milliers de litres de sang humain. Ils signeront des accords, ils célébreront les victoires et pleureront les défaites des drones. Ces récits de combats humains et de jalousie de cours communes pourraient paraître aussi archaïques et lointains qu'un voyage de quarante jours à pied, une réalité difficile à concevoir pour nous aujourd'hui. On en vient là à cette allure. Oui, les machines décideront des accords. Imaginons ce que signifierait un être humain dans un monde où les décisions de guerre sont prises par des

machines. La déshumanisation des conflits pourrait même créer une distance émotionnelle, réduisant la souffrance humaine à de simples statistiques. Nos descendants pourraient même trouver amusant de découvrir que nous, les homo sapiens, passions des heures dans des avions pour traverser des océans, tout en ayant du mal à consacrer quelques minutes à des conversations en face à face.

Plus récent encore, les IA montent sur le ring. Dotées d'une intelligence surhumaine, elles accentuent l'écart qui rabougrissait progressivement les relations humaines. Ils peuvent même offrir un million de M'man et de Diane en une minute. En 2026, l'IA dans les guerres africaines n'est plus une fiction ; elle est le prolongement numérique de la Guerre froide, où les drones ukrainiens au Nigéria affrontent les systèmes russes au Mali, et où les terroristes, formés via des ateliers Al-Qaïda, génèrent de la haine via des LLM (Large Language Models). L'Accord pour la paix et la sécurité, boosté par l'IA en 2025 pour la prévention des conflits via l'analyse de données satellites et sociales, offre un espoir fragile. Mais comme le notaient les experts en 2025, l'Afrique risque de devenir la prochaine frontière des armes autonomes, où les robots chiens et les essaims de nano-drones décident de la vie et de la mort, loin des regards de Cotonou. Diane et M'man, dans leur querelle muette, n'en savaient rien encore, mais leurs ombres s'étendaient déjà sur

ce futur où l'IA, héritière des relations humaines, mène la danse douce des guerres africaines.

Parallèlement, dans ce monde de demain, les maladies liées à l'émotion pourraient diminuer, alors que la solitude et l'anxiété, fruits de nos interactions déshumanisées, pourraient s'effacer devant la rationalité des robots. Auparavant, les plus riches avaient des esclaves pour assouvir leurs désirs ; demain, ils pourraient posséder des robots, des entités programmées pour servir leurs besoins sans les complications des relations humaines. Et à ces époques-là, ils ne verront pas des pyramides de nos rois et présidents d'aujourd'hui. Il n'y aura pas des hiéroglyphes de nous. Mais plutôt nos livres ou nos puces que l'avancée de la mer n'aura pas encore emportés. Il est bon de penser à la valeur de nos relations et d'en jouir selon les exigences de notre époque.

La goutte de la françafrique était là, sous l'autre œil, sur le sable de Fifadji, Diane régnait en solitaire, elle ignore superbement M'man et les dames du coin qui, blessées dans leur orgueil communautaire, et elles ne manquaient pas une occasion de s'en plaindre à leur façon, peut-être jalouses. Tout est né de ces petites rivalités où l'une brille un peu trop tandis que les autres se sentent éclipsées, reléguées à l'ombre des ruelles poussiéreuses et des marchés, mais cette querelle de voisinage, telle un pays, si anodine en surface, allait bientôt se muer en une métaphore plus

vaste et profonde, un bras de fer impitoyable entre le léviathan et la masse populaire, où les tensions locales préfiguraient les grands soulèvements populaires contre l'exclusion systématique, l'autoritarisme et les monopoles politiques qui étouffent les aspirations collectives. Cette masse, qui est la majorité souvent représentée par la caste minoritaire, telle une extension amplifiée de M'man et de ses copines, prenait le relais pour revendiquer les droits humains de voisinage et de communauté, se basant sur le contrat social, et offrant en théorie à Diane un sommeil paisible et une cohabitation possible, un équilibre où chacun trouverait sa place sous le soleil du Bénin, partageant les ressources, les joies et les peines du quotidien dans un esprit de solidarité qui transcende les divisions. Pourtant, Diane, sourde à ces appels insistants, choisissait l'alliance avec les Européens, ces ombres lointaines aux poches profondes et aux intérêts calculateurs, pour consolider son pouvoir illégitime, changeant ainsi une simple rancœur locale en un conflit profond où le peuple, frustré et uni par un sentiment d'injustice partagée, murmurait déjà les prémices d'une révolte inévitable, prête à éclater comme un orage tropical; laquelle révolte sera contrée par les chiens berger allemands et les gardes de Diane. Pour mieux comprendre cette transposition avec une cohérence historique, on pense inévitablement à la révolution populaire qui secoua le Bénin en 1989, née de l'exclusion systématique imposée par le régime marxiste-léniniste de Mathieu Kérékou et son Parti de la Révolution Populaire du Bénin (PRPB), unique parti

autorisé lors des élections parlementaires de juin 1989, où les électeurs n'avaient d'autre choix que d'approuver une liste unique de candidats, excluant toute voix dissidente et perpétuant un monopole politique qui asphyxiait les libertés ; les crises économiques, les salaires impayés des employés et des étudiants violentés, ainsi que les grèves massives qui paralysèrent le pays pendant des semaines, transformèrent cette frustration en un mouvement populaire explosif, menant à des manifestations monstres et à la convocation d'une Conférence nationale souveraine en 1990, qui balaya le régime à parti unique et ouvrit la voie à une démocratie multipartite, marquant un tournant décisif vers la libéralisation politique en Afrique de l'Ouest. Cette posture d'exclusion et de révolte populaire contre l'autoritarisme et l'anarchie se retrouve dans d'autres pays de la région, comme au Burkina Faso en 2014, où des manifestations massives contre Blaise Compaoré, au pouvoir depuis 27 ans, éclatèrent suite à sa tentative d'amender la constitution pour prolonger son mandat, forçant ainsi sa démission après des émeutes urbaines intenses et une intervention militaire qui soutint le soulèvement, et révèle comment une alliance perçue avec des intérêts étrangers ou une élite déconnectée peut précipiter la chute d'un régime ; de même, au Mali en 1991, une vague de protestations populaires contre le régime dictatorial de Moussa Traoré, caractérisé par un parti unique et une répression féroce, culmina en un coup d'État militaire appuyé par la rue, amenant les braves à une transition démocratique via une

conférence nationale, écho direct à l'expérience béninoise. Plus récemment, en 2020, le Mali connut un nouveau soulèvement contre Ibrahim Boubacar Keïta, qui était motivé par des allégations de corruption, de fraudes électorales et de mauvaise gestion de la pandémie de Covid-19, qui aboutit à son arrestation par des militaires mutins après des mois de manifestations ; voilà la récurrence de ces cycles où le peuple, exclu du pouvoir, se mobilise pour exiger inclusion et justice. Au Niger, la conférence nationale de 1991, inspirée du modèle béninois, mit fin au régime militaire de Ali Saibou en réponse à des grèves et protestations contre l'exclusion politique et économique, pavant la voie à une constitution multipartite ; au Togo, entre 1990 et 1991, des soulèvements populaires contre le long règne autoritaire de Gnassingbé Eyadéma, marqué par un parti unique et des violations des droits humains, forcèrent la tenue d'une conférence nationale, bien que le régime ait ensuite manipulé la transition pour se maintenir ; et au Sénégal, les élections de 2000 virent "l'alternance pacifique" avec la défaite d'Abdou Diouf après des décennies de domination du Parti socialiste, suite à une mobilisation populaire contre l'exclusion et la corruption, tandis que les protestations de 2021 contre l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko révélèrent des tensions similaires, avec des émeutes urbaines réprimées violemment, démontrant comment ces révolutions ouest-africaines, souvent déclenchées par des tentatives de perpétuation au pouvoir via des alliances élitistes ou étrangères, forment un pattern régional de résistance

collective contre l'autoritarisme. Pourtant, au milieu de ces tempêtes historiques où les vents de la contestation balaient les structures rigides, Diane à elle seule reste droite debout et ne se plie point, telle un ennemi résistant et stoïque face aux assauts populaires, refusant de courber l'échine devant les revendications collectives des dames, elle préférerait son alliance stratégique à une capitulation qui éroderait son autorité, même si cela signifie affronter seule l'ouragan de la masse enragée qui gronde. Et c'est ça la résilience des pouvoirs isolés qui, par orgueil ou calcul, défient l'inéluctable marée de l'histoire, et se meuvent dans la géopolitique de l'Afrique.

9- MAMAN GILO

Marie a décidé de m'améliorer en tresse. Elle aurait appris que cet emploi est bien coté aux usa. Elle a commencé un jeudi après avoir discuté avec maman Gilo. Elle n'avait jamais mis les pieds dans une école. Elle avait aussi toujours gardé ses cheveux coupés. C'est ça la vraie vidomingon, l'enfant placé. Elle était voisine avec Marie. Elle prenait Marie pour une femme « trop émancipée » pour elle, mais quand de même sympa. Pour elle, Marie est l'une de ces femmes qui peuvent faire de la politique, aller où elles veulent, prendre des décisions sans l'accord de personne, ou encore divorcer. Ces genres de filles au niveau universitaire sont si fortes mentalement qu'elles peuvent dire non sans demander

l'avis des autres. Un jour, son salon était fermé alors qu'elle ne m'avait pas prévenu, elle était partie chez elle à Abomey d'urgence. Trois semaines plus tard, elle est revenue avec une grosse blessure sur le visage, et les larmes aux yeux. Elle arrivait à peine à s'exprimer. Marie voyait sa poitrine qui dessinait clairement ses côtes, monter et descendre rapidement alors qu'elle essayait de parler. Elle soupirait beaucoup. Ses mains étaient sans force, ses jambes allongées dans le fauteuil affaissé. Elle finira de parler après environ trente minute soit un mot par minute, puis le second après un soupire. Elle semblait être fatiguée de la vie, disait-elle. Elle disait que sa mère était sorcière confirmée et qu'elle a passé toute son enfance auprès des gens qui ne voulaient pas d'elle car elle est la fille d'une sorcière. Elle serait sûrement une aussi. Ses propres frères n'en voulaient pas. Elle fut placée chez son frère aîné par sa mère. Il pensait que celle-ci est envoyée par satan pour détruire son mariage. Mais comme selon la coutume, on ne rejette pas les membres de sa famille, il l'accepta. Il la battait chaque jour ; sa femme aussi. Maman Gilo prenait la pause à chaque mot, à chaque phrase. Marie lui a demandé si les agents sociaux ne lui rendaient pas visite ; elle a dû expliquer leur rôle de protection pendant cinq minutes. Elle répondait qu'elle n'en avait jamais vu, et même si elle en voyait, qu'elle ne s'approcherait pas. Ces gens sont fous : ils jugent des innocents et les condamnent, et ils légalisent des lois bizarres comme le divorce par exemple. Elle fronçait le visage comme dégoûtée par les mots qui

sortaient de sa bouche. Ils sont en avion et vivaient en climatiseur et nous, le bas peuple, ils ne foutent de nous. Hors de question donc ! Mes ancêtres vont se fâcher si je m'approchais d'eux. J'ai compris que ces débats ne nous mèneraient pas à bon port.

Alors on revient à Abomey pour comprendre la raison du voyage. Elle continue : ma mère sentait la mort venir maintenant. Selon le principe des sorciers, elle doit passer la main à son enfant le plus aimé avant de mourir. Elle s'est alors mise à ma poursuite puisque je suis la seule fille qu'elle a, les deux autres sont des garçons. C'est comme ça chez nous, dit-elle. Je ne veux pas être sorcière, s'écriât-elle en pleurant, en s'effondrant dans le fauteuil en larmes. En tant que chrétienne évangélique, Marie lui a proposé de prier. Elle n'a jamais connu la prière « notre père ». Elle ne comprend pas français. Je lui ai alors expliqué la prière et je lui ai dit qu'il ne fallait pas forcément prier ligne par ligne mais d'être sincère. Et je défie quiconque de me dire le contraire, les attaques nocturnes vont disparaître.

Tous ces charlatans qui ont demandé des moutons, de l'argent, des plantes difficiles à trouver dans le sud du pays, n'auront rien. Les larmes coulant sur ses joues blessées et toutes enflées me font penser au sel sur le derme en cas de traumatisme épithélial, la douleur ! Dix-sept jours après leur conversation, elle

venait de l'église un soir quand papa dit que Maman Gilo était passée à la maison pour remercier Marie, pour ses conseils. Il y avait des petits sacs de gari, tapioca, sucre, haricot, huile rouge et la bonne moutarde d'Abomey. Elle conclut que M'man Gilo est toujours vivante et qu'elle est maintenant contente. Je venais juste de voir son petit garçon devant l'église en train de jouer au sable. Il avait l'air de ne pas avoir pris une douche depuis trois jours. Quand Marie lui a demandé ce qu'il faisait là, et pourquoi sa mère ne l'avait pas lavé comme d'habitude. Il disait que sa mère est partie loin à Abomey, et ils sont chez tante avec papa. La maison de Marie était à cinq minutes de marches de l'église. Une maison qu'elle n'oublierait jamais. Maman Gilo reviendra quatre jours après cette rencontre. C'était un jeudi. Le soleil était déjà au rendez-vous comme un beau jeudi en Afrique. Marie passait dans la rue quand elle a entendu sa voix dans le salon de trois mètres carrés en bambou. Le rideau en moustiquaire coupé m'empêchait de voir l'intérieur. La terrasse parterre était plein de sable. Maman Gilo ne s'était pas réveillée à quatre heures du matin aujourd'hui. Elle était toute souriante. La vieille mère est morte avec sa sorcellerie et maman Gilo ne voit plus des Egoun la pourchasser quand elle ferme les yeux depuis qu'elle a appris à réciter le « notre père ». Elle prie chaque soir avant de dormir et ses nuits étaient redevenues paisibles. C'est pour ça qu'elle avait envoyé tant de cadeaux à Marie. Cette dernière lui disait : « j'avais vu ton petit garçon Gilles devant mon église, de l'autre côté de la ville, et elle semblait ne

pas comprendre de quoi la jeune fille parlait. Quelques semaines plus tard, Marie marchait pour le marché et elle l'a même scène c'était encore répété. Et voici la dame coiffeuse dans son petit salon tombant, prête à en découdre avec ses ennemis. Elle portait des blessures au visage, à l'épaule, et elle arrivait à peine à marcher. Cette fois-ci, c'est son mari qui a remplacé son ancienne patronne.

Pendant que Maman Gilo était à Abomey, son mari est allé vivre avec sa maitresse avec ses trois garçons. Elle a enquêté sur ce qui s'était passé quand elle était allée à Abomey. Elle s'était empressée de finir la coiffure de la cliente du jour. Maman Gilo était allée avec son garçon aîné Gilles, que tout le quartier appelle Gilo; Il ressemblait beaucoup à son père. Il avait conduit sa mère et ses deux frères dans la maison de la tante qui prenait soin de lui en l'absence de maman Gilo , de son père et de ses deux frères quand sa mère était partie à Abomey pour l'enterrement de sa mère.

Elle racontait tout à Marie en tremblant, avec des taches rouges, l'œil droit rouge de sang : « je me suis approchée du portail, avec mes trois enfants à mes côtés. Je vis mon mari assis sur un tabouret en bois neuf, torse nu dans la cour. Le portail était en tôle et la clôture en bambou. Je me suis approché sans qu'il ne me voie ; il n'aurait jamais imaginé que je trouverais son cachot. Il m'avait dit qu'il

partait pour Abomey avec son patron. J'ai vu une dame assise à sa droite. Les deux mangeaient à la main comme un bon couple africain. Mon mari se régala d'une sauce épinard appelée gboman, la forme luxueuse qui coûte jusqu'à dix mille francs ($\frac{1}{4}$ du salaire minimal du pays). Je me sentais bête. Comment ais je pu croire qu'il voyageait, qu'il ne me trompait plus, qu'il était au travail, qu'il n'avait pas d'argent. Je regardais ce beau couple clair de peau, se régaland tout calmement, dans la cour loin de la ville, là où trois garçons n'attendent pas mon mari. Je me mis à me poser la question de savoir pourquoi moi ? A quoi ai-je failli ? Je n'ai pas le temps d'attendre des réponses. Je criai son nom Pierre, de toute mes forces. Il sursauta et se mit à tousser. Sa compagne courut lui donner de l'eau à boire. Dès qu'il m'a vu, il a changé de mine et je sais ce qui peut arriver quand il change d'humeur. Je vis ses veines se gonfler le long de son cou, ses narines ovales s'ouvrir, et ses mains trembler en formant un poing. Sa respiration se faisait entendre à deux mètres de lui et tout son corps durcissait. Sans me demander quoique ce soit, il s'approchait de moi tout en vitesse et là j'ai méconnu mon mari. Tout est allé si vite que je ne pouvais compter que deux secondes entre le moment où il se leva de sa chaise, se tourna brusquement vers moi, et me fixa droit dans les yeux. Et celui où il était juste devant mon nez. Je l'avais déjà vu ce visage de lui plusieurs fois auparavant. Il m'est familier oui, et il n'est pas celui du père Noël du tout. Pendant qu'on l'avait déniché et là, le secret a changé de nature. Le monde

entier va savoir ce qu'il est encore une fois. Les voisins vont tous savoir que je suis une pauvre femme honnête et juste aux yeux de tous, dont on abuse depuis l'enfance. Je ne courrai pas, et je ne m'enfuirai plus jamais. Je veux comprendre ce qui peut pousser un homme à ne pas être fidèle alors qu'elle accepte la plus grande pauvreté, les adultères hebdomadaires, et les mensonges continus. Aujourd'hui je vais tout savoir et tout le monde entier va nous juger. Mon garçon d'un an était attaché d'un pagne dans mon dos et dormait, et je tenais la main de mon second garçon de quatre ans. Le troisième était à ma droite et observait son père. Je vis le premier poing partir à toute vitesse sur mon œil droit, et la deuxième venait ouverte sur couvrir mon oreille gauche. Je perdis l'équilibre, et je ne pouvais garder l'équilibre. »

Marie ne comprit pas pour quelle raison cette femme n'allait pas à la police. Elle se contentait de deux clientes par mois, puis des broutilles du chauffeur personnel d'un ancien petit ami de Gloria. Elle pouvait avoir beaucoup mieux, lui disait-elle. Marie avait de la peine pour cette femme qui se fait attacher par les cordes de la culture et bloquée par la méconnaissance de ses droits pour subir autant de violences. Son salon faisait une grandeur régulière de trois mètres carré clôturé par un bambou dont les bases des tiges de bambou étaient rongées par les fourmis. La terrasse était fendue à chaque dix centimètres et le plafond en tôle

rougi et troué laisse voir des petits trous du soleil. Elle allait souvent puiser de l'eau auprès d'un puits de trois mètres de profondeur dans la maison voisine, pour laver à la main, le dos courbé, chaque soir à la fin de la journée, si une cliente se présente. Elle avait deux grandes bassines dans le coin à gauche, et elle doit remplir d'eau chaque jour pour faire le ménage, défriser les cheveux des clientes, laver les assiettes utilisées dans le salon, et épousseter les deux chaises en bois sec, que les voisines lui ont offert pour l'ouverture de son salon. Les soirs, si elle avait trouvé une cliente (ce qui est rare) elle devait laver toutes les serviettes utilisées, ranger et nettoyer soigneusement. Ensuite, elle allait dire au revoir à sa belle-sœur qui vivait dans la maison d'en face, où il y a électricité et eau. Ensuite, il fallait marcher pour trente minutes environ pour arriver à la maison. Maman Gilo, blessée ou pas, doit se réveiller à quatre heures du matin chaque jour, pour aller puiser de l'eau avec les femmes du quartier. Il fallait rester en groupe, et bien se comporter tout au long de l'opération. Cet esprit conservateur l'a amené à accepter la polygamie ; pas celle sociale ou religieuse, mais politico-économique. Une femme riche pourra bien changer sa vie. Il en fut ainsi jusqu'au jour où une dispute éclatât entre elle et la propriétaire de la maison. Cette dernière l'avait même menacé de mort en lui donnant un délai de trois mois à vivre, paraît-il. Le jour viendra et c'est plutôt le master de la chefferie, le plus grand babao, le roi le plus respecté du fétiche qui mourut à quinze heures juste devant la porte de Maman Gilo au moment

où tout dormait. Personne ne sut ce qui l'a tué ni pourquoi il était là, juste devant sa maison. Maman Gilo quittât donc cet endroit après avoir reçu un préavis pour un autre appartement ou elle a enfin de l'eau potable. Elle m'avait invité chez elle pour la toute première fois. Maman Gilo l'a toujours affirmé : tous les hommes ont le droit de prendre une autre femme. Elle disait qu'elle n'y peut rien et que c'est dieu lui-même qui l'a fait ainsi. Toute décomplexée elle le disait mais on voyait cette bribe de jalousie au fond d'elle. Pour Marie, c'est un délire ; à chacune son mari selon la sainte bible. Pour elle, Aucune femme ne peut accepter une rivale sans rien sentir au fond d'elle, à moins que ce soit de l'hypocrisie.

Il faut dire que la polygamie au Bénin, dans ses diverses formes, n'est ni intrinsèquement bonne ni mauvaise. Il est une organisation sociétale sur des besoins humains face à des situations variés. Bien qu'elle fasse souvent objet d'inégalités sociales, peut être classée en trois catégories au Bénin. La polygamie traditionnelle apparaît comme un soutien important des valeurs anciennes dans beaucoup de sociétés. Elle aide à garder l'équilibre culturel et social. Pensez à une jeune femme, nouvelle dans le mariage, qui doit affronter les difficultés de la vie de tous les jours : s'occuper de la maison, comprendre les relations intimes, ou gérer les liens familiaux. Sans expérience, des frustrations peuvent arriver et créer des disputes qui secouent le couple. Dans ce cas, la polygamie sert de soutien : en

ajoutant une épouse plus expérimentée, la famille devient plus stable. La jeune apprend de sa sœur et épouse appelée “assissi” et les problèmes se transforment en chances d’apprendre ensemble. Mais en y regardant de plus près, cette pratique pose des questions sérieuses : est-ce une sagesse de groupe, où une personne se met de côté pour le bien de tous, ou un moyen qui continue les inégalités en plaçant les femmes au second rang ? Il faut ajouter que dans les villages pauvres, elle offre une amitié protectrice contre la solitude et la vulnérabilité. On peut ajouter à cette catégorie un sous-groupe. Plutôt que divorcer, ce qui casse souvent l’unité du groupe, une nouvelle union réduit les tensions et unit les familles. La polygamie traditionnelle vise donc à maintenir l’équilibre au Bénin. Le deuxième type de polygamie est la polygamie politique. Celle-ci est un outil malin pour garder les richesses et stabiliser les groupes. Ici, une femme riche n’est pas juste une compagne, mais un soutien économique pour tout le réseau social. Elle peut payer pour des projets communs, comme des écoles ou des fermes, ce qui diminue la pauvreté autour. L’homme, en épousant une ou plusieurs femmes puissantes, gagne un haut statut et est “gâté”, mais en échange, il gère les accords politiques, créant un équilibre où l’argent aide tout le monde. Pensez aux rois d’autrefois, en Arabie Saoudite ou en Chine ancienne, où plusieurs mariages faisaient des accords économiques et évitaient les guerres. Intellectuellement, cela rappelle les idées de Max Weber sur le pouvoir, transposé ici : la polygamie légitime l’autorité grâce à

l'argent, et change l'amour en moyen de diriger. Par exemple, le Nigeria, dans la CEDEAO, donne près de 70 % des fonds, montrant comment un pays fort utilise des alliances pour calmer une région entière. Mais ça c'est le côté positif. En analysant plus finement, on voit des côtés sombres : elle cache des abus, où les mariages servent des buts personnels et gardent des systèmes pourris. La femme riche, dans ce cadre, ne subit jamais de maltraitance, car sa position économique lui assure du respect et de la sécurité dans le groupe. Réduire la pauvreté par ces unions crée un réseau de soutien, mais pose une question morale : l'amour devient-il juste un contrat ? Maman Gilo penche pour celle-ci. Enfin, la polygamie biologique est une réponse obligée aux limites du corps humain. Quand un couple affronte l'infertilité, à cause de problèmes médicaux ou de l'environnement, avoir des enfants devient vital pour l'héritage culturel et économique. Dans des zones sans médecine moderne, comme en Afrique rurale ou en Asie, épouser une deuxième femme assure la suite de la famille, évitant le divorce ou le manque d'enfants. Des études de l'OMS montrent que 15 % des couples dans le monde ont ce problème, et dans l'histoire, chez les Égyptiens anciens, la polygamie comblait ces manques sans rejeter l'épouse sans enfants. Mais en réfléchissant profondément, on voit les coûts affectifs : la première épouse peut se sentir moins valorisée, et les enfants doivent gérer des jalousies compliquées. Cela questionne aussi le changement de la société : avec des progrès comme la fécondation in vitro,

cette pratique diminue-t-elle, ou reste-t-elle un rappel de notre faiblesse face à la nature ? Au fond, elle montre comment les limites du corps forment les règles morales, et nous pousse à nous demander si la famille doit être définie par le sang ou par le choix.

Marie lui avait dit bien de fois avec sa voix la plus douce, ou encore avec des hurlements. Rien ne semble faire fléchir maman Gilo. Nous n'avons pas de maison de retraite, qui va me garder si je vieillis ? La quadragénaire n'oublie pas d'ajouter la condition primordiale selon les règles universelles : il faudra d'abord qu'elle soit heureuse. Ceci voudra dire un appartement plus grand, des pagnes wax, un commerce dans une boutique au marché Dantokpa, une voiture et une bonne pour faire la lessive et la vaisselle. Une coépouse riche et une autre pauvre peuvent bien me faire ça. Elle ajoutait en fermant les yeux et en souriant qu'elle devrait prendre du poids et avoir un teint plus clair. Elle rêvait de toutes ses femmes couturières, coiffeuses comme elle, ou ménagères qui l'admiraient dans un tel bonheur. Des bijoux de Brésil, du wax hollandais, des hauts talons de France, c'est à ce prix que papa Gilo pouvait gagner un paradis. Elle esquissait quelques pas en se déhanchant, elle tournait et se regardait dans le miroir. Ce sentiment de vivre un bonheur infini l'animait.

Maman Gilo était une vidominingon (enfant placée) durant son enfance. Toute son enfance, elle n'avait jamais eu le droit d'aller à l'école. Bien qu'elle le voulût, elle devait pétrir la pâte et faire frire le lendemain, puis aller vendre ses doko (beignets) tôt le matin aux passants. Elle devait donc se réveiller à quatre heures du matin. Elle racontait ses peines à tous ceux qui se rapprochaient d'elle et souvent, ces femmes lui répondaient qu'elle avait enfin eu sa liberté en étant maintenant avec un homme. Ce qui est la meilleure des choses qui puisse arriver à une femme de valeur.

Le phénomène des enfants placés au Bénin et dans la sous-région représente une réalité préoccupante aux racines historiques profondes. Les petites filles, en particulier, demeurent souvent les plus grandes victimes de ce système, écran d'une tragédie humaine récurrente qui perdure depuis l'époque gréco-romaine. À cette époque, à la suite des guerres, des enfants étaient arrachés à leurs foyers et confiés à des foyers dans l'espoir de garantir leur survie. Cette pratique ne s'est pas limitée à l'Antiquité ; en Asie, des enfants issus de familles pauvres étaient également livrés à des employeurs, travaillant dans des conditions souvent indécentes, tandis que leurs parents, dans un effort désespéré pour subvenir aux besoins de leurs familles, percevaient des miettes pour le dur labeur de leurs enfants. Les visites sporadiques des parents à leurs enfants placés se concentraient souvent sur des

messages d'obéissance et de résilience, négligeant parfois le bien-être émotionnel des jeunes.

À l'ère contemporaine, cette réalité persiste dans de nombreux pays africains, où les familles les moins favorisées placent leurs enfants dans des foyers dans l'espoir de leur offrir un moyen de survie à travers le travail. Au Bénin, au Togo, au Ghana, dans les pays sahéliens, en Inde, et dans le golfe Arabique, cette pratique continue de fonctionner comme un mécanisme de survie, souvent justifiée par une nécessité tragique. Cependant, un changement subtil commence à se dessiner. De plus en plus, les familles choisissent de réduire le vice, d'envoyer leurs garçons à l'école et de commencer un nouveau chapitre en se consacrant à des activités génératrices de revenus, y compris l'agriculture. Ce renouveau social permet aux parents d'avoir des enfants supplémentaires sans être acculés par la famine ou l'extrême pauvreté. Les réminiscences d'un passé où des présidents africains criaient famine à la télévision, comme en Somalie en 1991, semblent s'estomper. L'opération « Du riz pour la Somalie », lancée en 1992 par Bernard Kouchner, alors ministre de la santé, a mis en lumière l'urgence d'une aide humanitaire indispensable. Aujourd'hui, de nombreuses familles œuvrent à briser le cycle de dépendance vis-à-vis du gouvernement, en assurant un avenir meilleur pour leurs enfants, adoptant ainsi des stratégies qui allient travail, éducation et

responsabilité, tout en espérant qu'un jour, les cris de détresse se muent en chants d'espoir qui ne se limiteront plus aux promesses pré électorales.

Cependant, alors que les familles s'organisent pour se soutenir mutuellement, il est tragique de constater que les enfants deviennent souvent des proies faciles pour les prédateurs. Cette réalité a laissé une cicatrice indélébile dans le cœur de nombreux résidents d'une des zones les plus animées de Cotonou, notamment à Marina, près de Tokpa. Ce quartier, qui abrite une maison à étage célèbre, est désormais associé au scandale effroyable du vidomingon. L'histoire de Marie, une adolescente de treize ans, prometteuse qui travaillait chez El Hadj, est particulièrement poignante. Après la mystérieuse disparition de Marie, sa famille et le voisinage se sont mobilisés, fouillant chaque recoin pour tenter de la retrouver. Sans succès, le temps a tragiquement fait son oeuvre, et Marie est peu à peu tombée dans l'oubli, victime d'un système qui ne protège pas les plus vulnérables. Quatorze années ont passé, et le destin a réservé une fin tragique à cette histoire. À la mort d'El Hadj, une odeur nauséabonde a commencé à émaner de la chambre isolée du troisième étage, où l'on n'osait s'aventurer, tant l'ambiance était chargée de mystère et de crainte.

Lorsque les voisins, intrigués et alarmés, ont finalement décidé de défoncer la porte cadénassée, ils ont découvert le corps de Marie, encore intact, comme si le temps s'était arrêté pour elle. La scène, à la fois macabre et surréaliste, a profondément choqué tout le quartier. En cercle autour de la chambre, les cris de désespoir et d'incrédulité ont retenti, mais au-delà de l'horreur, un spectacle étrange s'est produit : les billets de banque de forte valeur, sortant sans fin de sa bouche à chaque fois qu'on prononçait son prénom Marie. Ceci présentait un tableau de toutes ces atrocités qu'elle avait subies, une métaphore tragique d'une exploitation systémique, mystique et déshumanisante. Marie a finalement eu droit à un enterrement digne d'une fille musulmane alors qu'elle quittait chez elle chrétienne, mais les larmes de ses parents, pleins de chagrin et de résignation, résonnaient comme un vœu amer de ne plus jamais revivre une telle tragédie. L'endroit fut appelé par tous Marie nan (Marie donne) ce qui deviendra au fil des années Marina.

Malheureusement, ce n'est pas un cas isolé, car le phénomène du vidomington est répandu au Bénin, avec plus de quarante mille enfants se retrouvant dans des situations similaires, selon le Blog Découverte Monde. En 2025, trente-cinq ans après Marie, il est à craindre qu'ils soient encore entassés dans des camions, emmenés vers des pays aux PIB plus élevés comme le Nigeria et

le Gabon, à la recherche de conditions de vie meilleures. Le trajet est long et éprouvant : aux premières lueurs de l'aube, ils se lèvent à quatre heures du matin, les corps encore engourdis par le sommeil, mais leurs esprits déjà hantés par l'espoir d'un avenir plus radieux. Ils s'entassent dans des camions, souvent surchargés, la promiscuité générant une atmosphère de tension et d'angoisse. Chaque sursaut du véhicule sur les routes chaotiques résonne comme un rappel amer de leur réalité, mais ils poursuivent leur chemin. Leur parcours les conduit à travers des pays comme le Niger, le Tchad et le Cameroun, Gabon, chacun d'eux représentant un jalon dans leur quête désespérée d'une vie meilleure.

Les jours passent, interminables, dans une lutte contre la fatigue et la chaleur accablante. Chaque étape du voyage est marquée par des épreuves et des sacrifices, où le désir d'une existence plus digne s'entremêle avec la peur des dangers inhérents à une telle expédition. La peur des contrôles, des bandits, et de l'inconnu pèse lourdement sur leurs épaules, mais l'anticipation d'un futur plus prometteur à l'arrivée les pousse à persévérer. Ces enfants et jeunes adultes, souvent issus de milieux précaires, se retrouvent ainsi embarqués dans une aventure qui dépasse leurs simples espérances ; ils portent les rêves de leurs familles sur leurs jeunes épaules, conscientes que leur départ est souvent synonyme de sacrifices à la fois pour eux-mêmes et pour ceux qu'ils laissent derrière.

Arrivés à destination, ils espèrent trouver des opportunités : emplois, éducation, et la possibilité de construire une nouvelle vie loin des souffrances de leur terre natale. Mais ce voyage, bien que porteur d'espoir, est aussi semé d'embûches et d'illusions. Les promesses d'une vie meilleure se heurtent souvent à la dure réalité des conditions de travail précaires et de l'exploitation. Ainsi, ce long périple à travers l'Afrique, malgré les désagréments et les dangers, reste pour eux une quête de dignité, une lutte acharnée pour briser le cycle de pauvreté et d'oppression qui les a contraints à fuir leurs racines. En fin de compte, ils ne cherchent pas seulement un changement de lieu, mais un véritable changement de vie. Cette tragique migration, à fin d'exploitation ne se limite pas au Bénin ; il s'étend à d'autres pays africains où les jeunes, par nécessité, se voient forcés de quitter leur terre natale. Les Soudanais, par exemple, sont souvent envoyés au Tchad, Mali, Burkina Faso, Niger, Togo, en Égypte, en Éthiopie, et dans les pays voisins, parfois même pour participer à des conflits armés en échange de salaires dérisoires. Selon un article de Slate publié en 2018, des milliers de Soudanais de moins de 18 ans sont actuellement engagés dans des combats pour le compte de l'Arabie Saoudite, devenant ainsi des victimes d'un système qui exploite leur jeunesse, leur force et leur innocence.

Maman Gilo a vécu une histoire difficile depuis son plus jeune âge, marquée par des épreuves profondément ancrées dans son quotidien. D'abord, ses parents, incapables de subvenir à ses besoins, l'ont confiée à une femme qui travaillait comme balayeuse de rue. Dès l'aube, elle se levait à quatre heures du matin pour commencer une longue journée de travail. Elle n'alla jamais d'aller à l'école, et ses choix lui étaient systématiquement enlevés ; la femme chez qui elle vivait prenait toutes les décisions à sa place. Elle devait se conformer à des règles strictes, et toute infraction à ces directives pouvait entraîner des sanctions sévères. En grandissant, Maman Gilo n'avait pas le droit de tomber amoureuse. Ceci l'a poussée à fuguer deux fois, mais sa famille, par crainte des conséquences sociales, la ramenait toujours chez sa maîtresse. À l'âge de seize ans, sa famille a pris une décision irrévocable concernant son avenir : elle a été mariée de force à un homme, un chauffeur de taxi, déjà marié et père de quatre enfants. Cette nouvelle vie a été synonyme de violences quotidiennes et de souffrances. Nom d'un Guantanamo ! Sa belle-mère exerçait un contrôle total sur le foyer, imposant des règles strictes sur le partage des ressources, obligeant Maman Gilo et les autres femmes à se battre pour obtenir le minimum nécessaire pour nourrir leurs enfants. La situation est devenue insupportable, et après avoir perdu ses jumeaux à cause de cette pression écrasante, Maman Gilo a décidé de fuir et s'est rendue chez son grand frère. Bien que les traditions l'interdisent de la chasser, sa femme se méfiait d'elle,

suspicion alimentée par des craintes de complicité avec son mari. Ce climat de tension l'a amenée à subir à nouveau des violences. Pourtant, un tournant s'est produit lorsque Maman Gilo a trouvé un emploi dans un salon de coiffure. Ce travail lui a permis de se former, d'obtenir un diplôme et, finalement, de gagner sa liberté. À travers toutes ces épreuves, Maman Gilo a appris à se battre pour son avenir, puisqu'elle pouvait surmonter les souffrances du passé et espérer une vie meilleure.

« Je sais partir, Marie », lui disait-elle d'un ton chargé d'émotions. Mais vais-je fuir toute ma vie ? Pour finir où ? Tu sais très bien que les personnes âgées ici sont souvent traitées de sorcières et que chaque mort leur est immédiatement attribuée. Si je quittais cet endroit, ou si jamais on enfermait mon mari, il n'y a nulle part où je pourrais me réfugier seule. J'ai vu ces femmes à la télévision qui prêchent que toutes les femmes doivent quitter leurs maris violents ou infidèles. Mais pour aller où ? En Occident, il y a des maisons de retraite, des aides sociales, des dons, tout un système de soutien en place. Ma voisine, qui a eu la chance de partir en France, m'a raconté tout cela. Elle a décrit des structures qui prennent soin des personnes âgées, offrant une dignité et une sécurité que nous n'avons pas ici. Ici, il n'existe pas de maisons de retraite. La réalité est que je serais laissée à moi-même, exposée à la misère et à l'isolement. »

Certains mouvements dits défenseurs des femmes noires, bien qu'il soit un mouvement porteur d'espoir et de potentiel, souffre d'un manque d'action concrète en Afrique. Ce déséquilibre est particulièrement préoccupant lorsque l'on considère le nombre élevé de femmes qui ont désespérément besoin de défenseures de leurs droits. Trop souvent, les voix de l'afro-féminisme par exemple résonnent principalement dans les médias (que ce soit à la télévision, à la radio ou sur les réseaux sociaux) mais ces plateformes ne suffisent pas à provoquer un changement tangible sur le terrain. Pendant que les débats académiques et les conversations se multiplient, la réalité des femmes africaines reste largement inchangée. Ce groupe d'avocats des femmes noires est parfois perçu comme une réminiscence de la négritude des années 1930, avec ses discours engagés mais son manque d'ancrage pratique. En dépit des succès observés en Europe et en Amérique, le gens idéologues certes, peinent à trouver un écho fort et direct en Afrique, où les défis sont à la fois structurels et culturels. Les femmes africaines doivent faire face à des réalités difficiles : la pauvreté, l'analphabétisme élevé, et des normes patriarcales persistantes qui criminalisent les initiatives individuelles et collectives en faveur de leurs droits. Je ne suis point féministe, mais je me dois de le dire ainsi.

Pour catalyser un véritable changement, il est nécessaire de se concentrer sur des enjeux fondamentaux : la création de maisons de retraite pour les personnes

âgées, l'instauration d'écoles gratuites et obligatoires pour les femmes, et l'établissement de mécanismes simples pour dénoncer la violence conjugale par simple appel téléphonique. Ces mesures sont essentielles, mais elles nécessitent un engagement clair de la part des leaders du mouvement afroféministe actuel.

Malheureusement, beaucoup de ces discours se limitent à des réflexions théoriques, tandis que le taux d'alphabétisation en Afrique subsaharienne reste en deçà de 50 %, ce qui montre l'urgence d'un passage à l'action.

Marie observait Maman Gilo de la tête aux pieds avec une curiosité mêlée d'inquiétude. Au fil du temps, elle lui posait de moins en moins de questions, réalisant que les mots ne suffisaient pas à comprendre la profondeur des épreuves que sa voisine avait traversées. Un jour, voyant que Maman Gilo semblait en détresse, Marie prit l'initiative de l'emmener voir un pasteur. D'après tout, les problèmes sont d'abord spirituels avant d'être physique dit-on. À l'église, le pasteur les attendait et il les accueillit chaleureusement. Il a beaucoup d'expériences. Cet homme, qui avait connu la guerre au Libéria, était perçu comme une figure de sagesse et d'espoir dans sa petite communauté, bien que le Bénin soit un pays déclaré "de paix". Avec conviction, il partageait son histoire, son héritage malheureux forgé par les conflits, racontant comment sa mère libérienne avait souffert avant de divorcer, le laissant seul à naviguer dans un monde rempli de

défis. Ce pasteur se vantait d'avoir passé seize années à éviter les "filles démoniaques" que Satan envoyait pour le tenter. À chaque trois phrases, il exhortait les fidèles à crier "Amen", insistant sur l'importance de ces cris puissants pour écarter la suspicion de sorcellerie qui pesait sur quiconque n'obéissait pas. Les murmures de Marie et des autres femmes dans l'assemblée se mêlaient à cet air chargé où la peur de la réprobation sociale était palpable. Dans cette unique église de 4 mètres carrés, qu'il avait fondée en 18 ans, il prêchait que les prières devaient être adressées à Jésus avec ferveur, affirmant que c'était "la seule église au monde que Dieu lui-même a bénie." Les fidèles devaient souvent contribuer financièrement pour maintenir le bâtiment, une cotisation qui, selon le pasteur, était essentielle au salut. Maman Gilo fronça le visage à la vue d'une femme, assise au premier rang avec un maquillage flamboyant et des ongles toujours impeccables, le foulard extravagant dont l'apparence faisait penser à une version locale de Tina Turner. Ce jour, alors qu'elle devait apporter sa contribution financière pour que Dieu la bénisse et lui offre un emploi, Marie avait demandé à cette femme de retirer ses pieds qui barraient le passage. La femme, refusant de bouger, avait incité Maman Gilo à agir, et celle-ci l'avait légèrement poussée pour laisser passer les autres. Cette audace lui avait valu une réprimande du pasteur à la fin de la messe. Le pasteur insistait sur le fait que ceux qui ne criaient pas "Amen" étaient suspects, considérés comme des sorciers envoyés par Satan pour saper l'église, la seule

capable de sauver le monde. Il affirmait pourtant que Dieu avait délibérément maintenu son église et son pasteur dans la pauvreté, afin que ceux qui ne croyaient pas se perdent dans leur quête de luxe et d'argent, condamnés à la punition éternelle. Le prêche allait et venait avec une cadence assurée, les fidèles suspendus à chaque mot.

Les espoirs de Maman Gilo demeuraient vivants, croyant que son mari la respecterait et que sa vie pourrait enfin prendre un tournant positif. Elle espérait qu'un jour, son Moïse viendra diviser cette mer rouge pour elle.

10- MATHILDE

Mathilde était une jeune femme des Antilles, d'origine haïtienne, dont la vie avait toujours été marquée par un sentiment diffus d'incomplétude. Elle se rendit au Bénin en 1992, attirée par le festival du vodoun à Ouidah, une manifestation culturelle majeure organisée par le président Nicéphore Soglo. Ce événement visait à célébrer les racines spirituelles africaines et à reconnecter les diasporas avec le continent. Dès son arrivée, Mathilde fut confrontée à une réalité qui bouleversa les récits simplistes qu'on lui avait inculqués en Haïti : les Noirs d'Afrique n'étaient pas ces figures distantes et exotiques dépeintes dans les livres d'histoire coloniaux,

mais des frères et sœurs partageant une essence commune. Elle observa avec émerveillement des similitudes culinaires qui la touchèrent au plus profond : l'atassi, ce plat de riz mélangé à des haricots, lui rappelait irrésistiblement le diri ak pwa de son enfance en Haïti. Elle comprit que c'est une recette transmise de génération en génération malgré les océans ; une pro tant d'autres. De même, elle reconnut des échos de la feijoada brésilienne. Ces découvertes n'étaient pas anodines ; elles révélaient soit comment les esclaves avaient emporté avec eux des fragments de culture africaine, les adaptant pour survivre dans les Amériques, soit comment ils ont conservé leur patrimoine après la traite.

Lors de sa visite à Allada, une ville chargée d'histoire au cœur de l'ancien royaume du Dahomey, Mathilde apprit des détails qui la stupéfièrent. Toussaint Louverture, le leader charismatique de la révolution haïtienne, n'était pas un ancêtre abstrait : ses origines remontaient directement à Allada, où son grand-père, Gaou Guinou, avait été capturé comme fils d'un roi local. De même, Tante Toya, ou Victoria Montou, cette guerrière légendaire qui avait formé Jean-Jacques Dessalines, provenait des Agoodjiés du Dahomey, ces femmes soldats redoutables qui incarnaient la force féminine africaine.

Ces révélations transformèrent son regard : ce n'étaient plus des héros isolés, mais des liens vivants entre les Antilles et le Bénin, prouvant que l'histoire de la résistance haïtienne était ancrée dans le sol africain. Et pour couronner le tout, elle découvrit la tombe de Conceptia Ouinsou, une compatriote haïtienne qui avait accédé à la présidence de la cour constitutionnelle du Bénin de 1998 à 2008. Elle est si respectée au Bénin. Cette femme, issue de la diaspora, avait non seulement intégré la société béninoise, mais y avait occupé un poste de pouvoir suprême, symbolisant une possible réintégration. Pour Mathilde, cela généra un sentiment d'appartenance viscéral : elle n'était plus une étrangère, mais une fille revenue à la maison, où ses racines ont toujours été.

Cependant, au milieu de cette joie naissante, son nom de famille, Rodrigo, la rongait comme une plaie ouverte. Ce nom, hérité d'un esclavagiste portugais, évoquait des horreurs transmises par les récits oraux de sa famille : viols, meurtres, égorgements perpétrés contre ses ancêtres. Les premiers Portugais étaient arrivés en Afrique de l'Ouest peu après avoir conquis le détroit de Gibraltar, tirant sans merci sur les populations locales pour les capturer et les asservir. On lui avait menti toute sa vie, à travers un lavage de cerveau systématique antérieur à l'abolition de l'esclavage, où les bourreaux étaient dépeints comme de simples "collatéraux" dans un drame historique inévitable, plutôt que comme les architectes d'un

génocide organisé. Pour Mathilde, ce voyage au Bénin n'était pas un simple retour physique aux origines, mais un éveil de conscience profond et douloureux, quoique libérateur.

Elle ressentit une souffrance aiguë, comme si des siècles de trauma refaisaient surface, mais aussi une joie immense d'accéder enfin à la vérité brute, non filtrée par les narratifs coloniaux. Elle observa avec émotion ses frères et sœurs se rendre à la Porte du Non-Retour à Ouidah, et elle nota des similitudes avec d'autres sites comme Gorée au Sénégal ou Luanda en Angola. Pourtant, dans la culture noire authentique, il n'existait pas d'« arbre de l'oubli », ce mythe imposé pour briser les esprits et effacer les mémoires. Au contraire, c'était l'histoire des Occidentaux qui demeurait gravée chez les Noirs, préservée et même financée par des institutions comme l'UNESCO, sous prétexte de commémoration, mais en réalité comme une farce cruelle pour perpétuer le rappel de leur domination absolue et incontestée.

À Porto-Novo, la capitale historique, Mathilde approfondit encore ses découvertes en apprenant l'histoire des esclaves revenus du Brésil en 1835, après la révolte des Malês à Bahia ; et la tête de cette révolte, il y avait Luiza Mahin une femme du Dahomey. Ces « Aguda », comme on les appelait, parlaient encore

portugais tout en conservant des souvenirs de leurs langues d'origine, comme le yoruba ou le Fon. Le roi Sodji, souverain de Adjachê (l'ancien nom de Porto-Novo), leur avait accordé des terres généreusement, favorisant leur réinstallation. Parmi eux, un leader comme José Paraïzo joua un rôle clé en islamisant la région côtière, introduisant des éléments musulmans qui introduisirent un bras de fer entre l'islam et les traditions locales, soutenant la thèse que la tradition pouvait parfois trahir ses racines ancestrales en s'adaptant à des influences extérieures. Vers les années 1920, une réconciliation progressive eut lieu entre ces retournés et les communautés autochtones, effaçant les tensions. Aujourd'hui, l'intégration est si fluide que Mathilde elle-même obtint la nationalité béninoise sans difficulté majeure. Tout cela appartenait au passé, ou presque : car ce nom Rodrigo persistait comme une ombre, un rappel incessant du trauma non résolu.

Ah ! Le problème du détroit de Gibraltar, ce goulet d'étranglement géostratégique entre l'Espagne, le Portugal et l'Afrique du Nord (au Maroc). Au Moyen Âge, ce passage était sous contrôle musulman, reliant les mondes méditerranéen et atlantique, et servant de barrière naturelle contre les invasions européennes. Mais en 1415, les Portugais, menés par le prince Henri le Navigateur, conquièrent Ceuta, une enclave marocaine juste en face de Gibraltar. Cette prise marqua le coup d'envoi de l'expansion portugaise en Afrique, motivée par une

combinaison d'ambitions économiques, religieuses et militaires. Les Portugais et les Espagnols achevaient alors la Reconquista, une guerre séculaire pour expulser les musulmans de la péninsule ibérique, qui culmina en 1492 avec la chute de Grenade. Libérés de cette menace interne, ils tournèrent leur regard vers l'Afrique, cherchant de l'or, des épices, des routes commerciales alternatives vers l'Inde (pour contourner les monopoles musulmans), et des occasions de propager le christianisme par la force. Mais cette quête dégénéra rapidement en barbarie : après Ceuta, les expéditions descendirent la côte ouest-africaine, multipliant les raids côtiers. Dès 1441, les premiers esclaves africains arrivèrent au Portugal, marquant le début d'une traite qui transforma des êtres humains en marchandises. Le détroit était stratégique non seulement pour son positionnement géographique, ouvrant l'accès à l'océan Atlantique, mais aussi parce qu'il symbolisait la supériorité technologique européenne : les Portugais disposaient de caravelles, des navires innovants capables de naviguer contre les vents et de supporter de longues traversées océaniques. Les Africains, en revanche, avaient certes des embarcations avancées en Afrique du Nord, des traditions maritimes héritées de Carthage avec des galères pour la Méditerranée ; en Afrique subsaharienne, des canoës et pirogues robustes pour les fleuves et les côtes, mais rien d'équivalent pour des voyages transatlantiques massifs. Quant aux lois et régulations : avant l'arrivée des Européens, l'esclavage existait à Rome. En Afrique le système social

D'hiérarchisation sociale et des castes fut aussi de l'esclavage au même titre que le génocide méditerranéen ; Les disputes résultaient des guerres intertribales ou de dettes, mais cette hiérarchisation était régulée par des coutumes orales ou des codes royaux non écrits, non racialisé, et souvent temporaire (un « esclave » pouvait racheter sa liberté ou s'intégrer). Il n'y avait pas de textes légaux formels autorisant une exportation massive, ni de marque au fer rouge, ni le changement de nom, encore moins de traite industrialisée comme celle des Européens, qui érigèrent des forts (comme Elmina au Ghana en 1482) pour échanger des armes à feu contre des captifs, brisant ainsi les équilibres locaux et amplifiant les conflits internes pour alimenter leur machine économique. Ils s'étaient au préalable imposé avec des armes plus fortes.

Tout commença vraiment en 1441 avec les premiers esclaves amenés au Portugal par les expéditions d'Antão Gonçalves. Le premier voyage direct d'Afrique vers les Amériques eut lieu en 1526, lorsque des esclaves furent transportés au Brésil par les Portugais. La traite s'intensifia dramatiquement aux XVIe et XVIIIe siècles, atteignant un pic dans les années 1780 avec environ 78 000 personnes déportées annuellement, principalement vers les plantations sucrières des Caraïbes et du Brésil. L'abolition progressive intervint en 1807 pour la Grande-Bretagne et les États-Unis (interdisant le commerce, mais pas l'esclavage interne)

pour affaiblir les autres états économiquement, en 1831 au Brésil pour le commerce ; mais la traite illégale se poursuivit jusqu'aux années 1860-1880, avec l'abolition complète de l'esclavage au Brésil en 1888. Au total, entre 12 et 13 millions d'Africains furent déportés, sans compter les millions morts en captivité ou durant la traversée.

Les institutions garantes de la morale étaient impliquées dans ce complot. Les papes, leur rôle fut central dans la légitimation religieuse de cette horreur : Nicolas V, en 1452 avec la bulle Dum Diversas et en 1455 avec Romanus Pontifex, accorda aux Portugais le droit divin de conquérir l'Afrique, de réduire en esclavage perpétuel les « païens » et les non-chrétiens, justifiant ainsi la traite comme une croisade. Cela équivalait à une bénédiction papale pour un commerce inhumain. Plus tard, Pie IX, au XIXe siècle, affirma en 1866 que l'esclavage n'était pas contraire à la loi divine s'il était « juste » donc limité à l'achat et à la vente sous certaines conditions, et soutint les Confédérés sudistes pendant la guerre de Sécession américaine, favorisant la perpétuation de l'esclavage. Bien que l'Église ait condamné la traite plus tard, comme en 1839 par Grégoire XVI dans *In Supremo Apostolatus*, ces positions initiales révélèrent une complicité institutionnelle profonde avec le colonialisme.

Le vrai problème résidait dans le fait que ce détroit de Gibraltar symbolisait l'invasion européenne : les Européens disposaient de la technologie navale et militaire supérieure, que les Africains n'avaient pas pour des traversées océaniques, et ils exploitèrent la religion pour justifier le rapt systématique de nos peuples. Les Africains maintenaient leurs propres systèmes sociétaux, incluant un esclavage local non industrialisé, mais ce n'était pas ce génocide organisé. Vendus ou non, car oui, des royaumes africains comme le Dahomey, Sénégal ou l'Ashanti livraient des captifs de guerre aux Européens pour acquérir des armes, seuls les bateaux européens firent des noirs des Antillais, arrachant des millions pour forger une diaspora déracinée. Il y avait des multitudes d'Africains enchaînés qui n'ont jamais été embarqués sur ces « bateaux de chair humaine ». Les Européens instaurèrent une traite raciale, héréditaire et éternelle, alimentant leurs empires sucriers et cotonniers. Mathilde connaissait déjà la révolte de Joseph Cinqué, l'esclave mandingue sur le navire Amistad en 1839 : capturé en Sierra Leone, lui et ses compagnons se révoltèrent contre leurs geôliers espagnols, convaincus que ces Blancs allaient les dévorer comme des cannibales. Cela divise encore la diaspora aujourd'hui : des noms volés comme Rodrigo deviennent des chaînes symboliques, et la mémoire collective est effacée par des narratifs qui minimisent la violence. Mais l'histoire de Mathilde trace un chemin de guérison :

un réveil conscient, un retour physique, et l'adoption de nouveaux noms africains pour réclamer l'identité perdue.

Mathilde transcende le récit individuel, ancré dans la manipulation systématique de l'histoire des Noirs, avec la complicité active des institutions occidentales, maintenant plus que moralistes. Depuis le XVe siècle, les puissances européennes avec le Portugal en tête, suivies de la France, de l'Angleterre et des Pays-Bas, ont orchestré une réécriture de l'histoire africaine, présentant la traite transatlantique non comme un crime contre l'humanité, mais comme un commerce triangulaire inévitable, un simple épisode économique où les Africains étaient des participants volontaires via leurs royaumes complices. Cette manipulation, fondée sur un eurocentrisme, efface les résistances africaines, des révoltes comme celle de la reine Nzinga en Angola au XVIIe siècle, ou les marronnages des Bushinengue, et minimise les complicités internes pour mieux culpabiliser le continent entier, divisant ainsi les Noirs entre vendeurs et vendus. Les institutions jouent un rôle central dans cette perpétuation : l'Église catholique, avec ses bulles papales comme *Dum Diversas* de Nicolas V, a fourni une justification théologique à l'esclavage, transformant un génocide en mission divine. Plus tard, des organismes comme l'UNESCO, bien qu'officiellement dédiés à la préservation du patrimoine, financent des sites comme la Porte du Non-Retour sans contextualiser pleinement

les dynamiques de pouvoir, transformant des lieux de trauma en attractions touristiques qui rappellent subtilement la suprématie occidentale. Politiquement, cela s'inscrit dans un néocolonialisme culturel : les manuels scolaires en Europe et aux Amériques occultent les 12-13 millions de déportés, se focalisant sur l'abolition comme un « triomphe humanitaire » blanc avec des figures comme Wilberforce, ignorant les révoltes noires comme celle de Cinqué ou la révolution haïtienne de 1791-1804, première indépendance noire réussie. Cette manipulation divise la diaspora, instillant un sentiment d'infériorité et de déconnexion, où les Antillais comme Mathilde portent des noms d'esclavagistes comme des stigmates, renforçant l'aliénation. Panafricaniste, cette analyse appelle à une reconquête narrative : reconnaître que l'Afrique précoloniale était un continent de royaumes sophistiqués (Dahomey, Mali, Zimbabwe), pas un vide à conquérir, et que la traite a brisé une unité potentielle. La complicité des institutions modernes des musées occidentaux exposant des artefacts pillés sans restitution, aux médias perpétuant des stéréotypes, maintient cette fracture. Tout pour empêcher une solidarité globale contre le racisme systémique.

Pour Mathilde, la souveraineté culturelle est désormais sa lutte principale : en adoptant la nationalité béninoise et en confrontant son nom Rodrigo, elle incarne la décolonisation personnelle. Elle a encore un long chemin devant elle, car

cette quête implique non seulement un changement intérieur, mais une bataille collective pour réécrire l'histoire, éduquer les générations futures et exiger des réparations. Comme solution concrète, je propose que les Antillais et autres Afro descendants retournés en Afrique aient la chance de changer de nom de famille pour adopter un nom purement béninois. Par exemple, inspiré des royaumes d'Allada ou de Dahomey, ou de termes en fon ou yoruba signifiant retour ou liberté. Cela devrait être facilité par des lois spécifiques au Bénin, avec des cérémonies rituelles vodoun pour marquer la renaissance, favorisant une intégration profonde et guérissant les blessures transgénérationnelles. Ce problème d'intégration sociale, ancré dans des préjugés historiques et exacerbé par un système socio-politique favorisant les ethnies majoritaires comme les Fon et Yoruba, se manifeste par une barrière linguistique où son accent créole haïtien teinté de français (le R est plutôt le W) crée des malentendus quotidiens et la fait parfois hésiter dans les échanges communautaires, ainsi qu'un nom de famille typiquement haïtien comme "Rodrigo" qui suscite des questions curieuses sur ses origines et freine une pleine fluidité identitaire, la piégeant dans un limbo où elle navigue entre ses deux mondes sans conflits majeurs mais avec un désir d'harmonie plus profonde.

Le changement de nom chez les afro-descendants est une bonne façon d'améliorer l'intégration dans la société. Cela aide à reprendre le contrôle d'une identité abîmée par l'esclavage et le colonialisme. À l'époque de l'esclavage, les noms africains étaient effacés et remplacés par des noms européens ou humiliants, pour briser les racines et dominer les gens. Cela créait un sentiment d'exclusion qui dure encore, et cela rapproche les afro-descendants des anciens oppresseurs européens plus que de leurs frères et sœurs d'origine africaine, en maintenant des liens symboliques avec les dominateurs du passé au lieu de renforcer la solidarité entre pairs. Changer de nom permet de couper avec ce passé, en choisissant une identité qui donne plus de confiance et aide à mieux s'entendre avec les autres. C'était d'ailleurs une tradition africaine : les rois changeaient souvent de nom pour marquer un nouveau règne, une transformation ou une alliance, symbolisant un renouveau personnel et collectif. Par exemple, en Afrique de l'Est, plusieurs pays ont connu une arabisation de leurs noms de famille, influencée par l'arrivée de l'islam et des commerçants arabes dès le 7^e siècle. En Somalie, pays membre de la Ligue arabe depuis 1974, l'islamisation précoce a conduit à l'adoption massive de noms arabes : les Somaliens, traditionnellement patrilinéaires (nom basé sur le père et le grand-père), ont intégré des prénoms comme Abdullahi, Omar ou Ismail, d'origine arabe, pour refléter leur identité musulmane et culturelle. Cette arabisation s'est renforcée avec le commerce côtier et l'éducation en arabe,

transformant les noms locaux en formes plus arabisées pour renforcer l'unité religieuse et sociale. Au Soudan, considéré comme un pays d'Afrique de l'Est/Nord-Est, l'arabisation a accéléré après l'indépendance en 1956 : des tribus comme les Dilling ont été influencées par les conquêtes arabes et un système éducatif basé sur l'arabe, menant à des changements de noms pour adopter des formes arabes, comme une façon de s'intégrer à la majorité arabophone et islamique, souvent sous pression politique pour unifier le pays. À Djibouti, indépendant en 1977 et membre de la Ligue arabe, l'influence arabe via le commerce et l'islam a fait que beaucoup de noms afars ou somalis ont été arabisés, avec des prénoms comme Ali ou Hassan devenant courants, pour marquer l'identité nationale mixte arabo-africaine. Aux Comores, archipel membre de la Ligue arabe depuis 1993, l'arabisation remonte au 8e siècle avec les marchands arabes : les noms swahilis ont évolué vers des formes arabes comme Juma ou Bakari, renforcés par l'islam sunnite, aidant à créer une identité culturelle hybride qui facilite les liens avec le monde arabe. Ces changements n'étaient pas toujours volontaires, mais souvent liés à la religion, au commerce et à la politique, pour s'intégrer à une identité plus large. Cela renforce la communauté musulmane et même arabe. Peu à peu, ils renient leur "noirité" et leur africanité.

Revoir les noms de famille des retournés volontaires aux sources est une question de fluidité identitaire : cela rend l'identité plus souple, pour une acceptation pas seulement civile ou administrative (comme sur les papiers), mais aussi socio-culturelle, où l'on se sent accueilli dans la société et ses traditions, et même dans la famille nucléaire, où les liens proches deviennent plus harmonieux en respectant les origines de chacun. C'est d'une portée panafricaniste car il vise à former un bloc homogène, en unifiant les identités dispersées par le colonialisme pour créer une force collective solide.

Ce changement sert d'outil pour reconstruire l'identité. Par exemple, dans les luttes pour les droits aux États-Unis, passer de "Negro" à "Black" a changé une image négative en fierté partagée, aidant à combattre le racisme et à s'intégrer mieux. Des exemples personnels, comme des gens qui prennent des noms africains ou symboliques, montrent comment cela garde l'héritage culturel tout en s'adaptant au nouveau pays, renforçant les liens avec la communauté et la vie sociale. Mais il y a des limites : des noms vus comme "différents" peuvent causer de la discrimination, par exemple au travail ou dans la vie de tous les jours, et parfois isoler plus qu'intégrer. Les choix de noms ou de mots pour se décrire varient selon l'âge ou les études, et montrent que le nom aide l'identité, mais ne résout pas seuls les problèmes profonds comme le racisme dans la société. Bref, changer de nom est

une idée utile pour l'intégration sociale, en luttant contre les marques du passé colonial pour une inclusion basée sur la dignité. Cela transforme les douleurs collectives en forces, mais il faut aussi changer la société en profondeur pour que ça marche longtemps, aidant les afro-descendants à s'intégrer tout en gardant leurs racines.

Lors d'une réunion conviviale avec d'autres descendants haïtiano-bénois dans sa communauté, Amina propose une solution pertinente : la création de "Conseils Culturels Hybrides" soutenus par le gouvernement, intégrant des représentants de minorités diasporiques dans les décisions éducatives, économiques et culturelles, inspirés des mouvements panafricains et des politiques d'inclusion de l'UNESCO, pour promouvoir des programmes de valorisation des héritages mixtes avec des cours de langues créoles, des événements communautaires favorisant les échanges interculturels et les reconnaissances officielles de noms diversifiés, renforçant ainsi les liens invisibles de l'unité et enrichissant la société béninoise dans son ensemble.

Et encore une autre solution bonus pas pour Mathilde seule, mais pour toute la diaspora: l'allocation d'une minorité de sièges de députés à l'Assemblée

nationale béninoise spécifiquement réservés à la diaspora béninoise ; cela non seulement corrigerait les asymétries historiques issues de la traite transatlantique, où des nations comme le Bénin ont vu leurs fils et filles dispersés en Haïti, au Brésil ou ailleurs, mais permettrait une représentation politique directe qui infuse des perspectives globales dans les débats locaux, favorisant des politiques sur le rapatriement culturel, les investissements diasporiques et les échanges éducatifs, tout en renforçant la résilience économique du pays via des réseaux transnationaux ; logiquement, cette mesure, limitée à une minorité pour éviter toute dilution de la souveraineté locale, stimulerait un dialogue profond entre le continent et sa diaspora, transformant des sentiments d'isolement subtils en forces collectives, et alignant le Bénin sur des modèles comme ceux du Ghana ou du Sénégal qui ont expérimenté des formes similaires d'inclusion, aboutissant à une Afrique plus interconnectée et émancipée de ses fractures postcoloniales.

11- ADJOUA

Dans l'école Sainte Rita 2 à Cotonou, au Bénin, il y avait une femme nommée Adjoua. Elle enseignait la biologie. Adjoua était une femme de la soixantaine, ronde et courte, avec une peau noire et un petit point de beauté sur la joue gauche. Elle ne souriait jamais, ce qui lui donnait un air toujours sérieux et déterminé. Adjoua était très stricte en classe. D'abord, elle s'attaquait à la tricherie. Elle renvoyait immédiatement les tricheurs de la salle, sans aucune hésitation. Et elle leur rappelait chaque jour qu'ils avaient triché pendant les examens, il y a trois ans ou à telle date précise, comme si c'était une marque indélébile sur leur parcours. Même les nouveaux venus connaissaient tous les tricheurs du passé. Elle

proposait qu'on les montre au drapeau le lundi matin, afin de les marquer à jamais ; un enfant qui triche sera un policier corrompu. Pour elle, la tricherie était une faiblesse qui affaiblissait non seulement l'élève, mais toute l'Afrique, car cela montrait un manque de confiance en ses propres forces.

Et elle parlait des soins corporels, même si ce n'était pas au programme de biologie. Elle n'aimait pas quand les filles sentaient mauvais, et elle insistait sur l'importance de l'hygiène personnelle. Elle proposait l'alun, une pierre naturelle qu'on ramassait par terre dans certaines régions, très efficace contre les odeurs corporelles. Adjoua expliquait que c'était une solution simple et africaine, venue de la terre même du continent. Pour Adjoua, ces odeurs et ces problèmes étaient des armes que nos oppresseurs des pays riches utilisaient pour nous attaquer, en nous rendant vulnérables et en nous faisant passer pour inférieurs. Et surtout, c'étaient des répercussions des OGM, qui, selon elle, altéraient les corps africains, rendant la peau plus sensible et les odeurs plus persistantes à cause des toxines accumulées.

Le Bénin avait connu des moments difficiles qui n'ont jamais été enseignés dans les écoles. En 1990, le gouvernement de Kérékou était tombé. Cette crise mondiale qui avait engendré le Washington SAP s'était proliféré sur le pays voisin du Nigeria. Les pays occidentaux avaient promis d'aider l'Afrique avec des

produits OGM, c'est-à-dire des aliments modifiés en laboratoire. Mais dix ans après, le nombre de cancers en Afrique avait beaucoup augmenté. Il était passé de 0,7 % à 13 % au Bénin d'après certaines études effectuées à Cotonou, dont elle donnait les sources. Adjoua disait que c'était à cause de ces OGM, qui étaient nocifs pour la santé. Elle ajoutait que les résultats des laboratoires africains étaient souvent contestés pour des raisons médiocres, telles que le processus de stérilisation des outils utilisés ou la propreté du laboratoire pas rectiligne, ce qui était faux selon elle. Les résultats des autres continents ne sont jamais remis en cause de la même manière. Elle disait que nous mourions et les causes étaient souvent autres que celles établies par nous-mêmes. Aucun journal scientifique ne les relayait. Nos travaux étaient effectués par des spécialistes qui ont été formés et qui viennent de ces pays-là, mais cela n'empêchait pas les biais géographiques et raciaux dans l'évaluation scientifique. Les OGM sont des organismes génétiquement modifiés, comme des plantes changées par la science pour résister aux insectes ou aux maladies. En Afrique, des pays comme l'Afrique du Sud ou le Burkina Faso les utilisaient pour augmenter la production de nourriture. Mais ces produits étaient dangereux : ils causaient plus de cancers, d'allergies et de problèmes de santé. Par exemple, au Nigeria, 67,46 % des gens pensaient que les OGM étaient nocifs pour la santé humaine, et 52 % les associaient à des allergies et des cancers. Des études montraient que les OGM pouvaient causer des tumeurs

cancéreuses chez les animaux. Au Nigeria, il y avait 12 000 décès par cancer du sein en 2018, le taux le plus élevé au monde, lié en partie aux OGM. Des critiques disaient que les OGM endommageaient la fertilité des jeunes et causaient le cancer chez les personnes âgées. Beaucoup de gens en Afrique, comme 70 % dans certaines enquêtes, associaient les OGM à des risques de santé accrus, comme le cancer et l'obésité.

Adjoua marchait dans les rues ensoleillées de Cotonou, qui faisait briller les roses sauvages poussant le long des rues pavées. Elle portait en elle l'histoire d'un continent qui luttait pour sa survie, un continent où les promesses étrangères se transformaient souvent en pièges. Le Bénin, comme tant d'autres pays africains, avait vu arriver ces semences modifiées avec l'espoir de vaincre la faim. Mais au fil des années, les hôpitaux se remplissaient de malades atteints de cancers et d'autres maux inexplicables. Adjoua, une femme simple mais instruite, avait lu des rapports locaux qui montraient une hausse alarmante des cas de cancer, passant de moins de 1 % à plus de 13 % en une décennie au Bénin. Elle en était convaincue : les OGM, ces aliments trafiqués en laboratoire par des compagnies occidentales, étaient la cause principale. Ces produits, conçus pour résister aux insectes ou aux sécheresses, cachaient des dangers invisibles. Des études africaines, menées à

Cotonou, pointaient du doigt les résidus de pesticides plus élevés dans ces cultures, qui s'infiltraient dans la nourriture et attaquaient le corps humain, provoquant des tumeurs, des allergies et même des problèmes de fertilité.

Pourtant, quand les scientifiques africains publiaient leurs résultats, on les contestait pour des raisons absurdes : un outil mal stérilisé, un laboratoire pas assez propre. Adjoua riait amèrement en pensant à cela. Pourquoi les études venant d'Europe ou d'Amérique n'étaient-elles jamais remises en question de la même façon ? C'était clair pour elle : un biais racial et géographique empoisonnait la science mondiale. Les Africains mouraient, mais on attribuait toujours les causes à autre chose : la sainte pauvreté (sans jamais souligner que c'est dû au pillage et au terrorisme fiscal du CFA) le climat, jamais aux produits imposés par l'extérieur. Aucun grand journal scientifique international ne relayait ces travaux africains, même si les chercheurs locaux étaient formés dans les meilleures universités du monde. C'était une forme de silence complice, qui laissait l'Afrique seule face à ses souffrances.

Plus, cette histoire des OGM en Afrique n'est pas juste un problème de santé ; c'est un chapitre de plus dans la longue lutte pour l'indépendance du continent. Les ancêtres comme Kwame Nkrumah ou Thomas Sankara, nous

enseigne que l’Afrique doit rejeter les chaînes du néocolonialisme. Les OGM représentent exactement cela : une dépendance forcée aux multinationales étrangères, comme Monsanto ou Bayer, qui contrôlent les semences et obligent les paysans à acheter chaque année de nouvelles graines stériles. Au lieu de renforcer l’autonomie alimentaire, ces produits affaiblissent les économies locales. En Afrique du Sud, au Burkina Faso ou au Nigeria, où les OGM ont été adoptés, on voit une augmentation des cas de cancers et d’autres maladies, comme le montrent des enquêtes locales où plus de 67 % des Nigériens associent les OGM à des risques pour la santé. Mais ce n’est pas seulement une question de chiffres ; c’est une attaque contre la souveraineté africaine. Les pays occidentaux, après avoir pillé les ressources naturelles, imposent maintenant des aliments modifiés qui profitent à leurs entreprises, au détriment de la santé des Africains. Le souverainisme, qui prône l’autodétermination des peuples, nous pousse à voir cela comme une invasion dangereuse et surtout silencieuse.

Pourquoi l’Afrique, riche en terres fertiles et en savoirs traditionnels, devrait-elle dépendre de technologies étrangères qui causent plus de mal que de bien ? Des études montrent que les OGM coïncident avec une hausse des résidus de pesticides, augmentant les risques de diabète et de maladies organiques. Au Nigeria, par exemple, 12 000 femmes meurent chaque année du cancer du sein, un

taux parmi les plus élevés au monde, et des voix locales lient cela en partie aux OGM. C'est une forme de terrorisme biologique pur et simple : une guerre menée par des moyens invisibles, où les armes sont des semences empoisonnées, et les victimes sont les peuples africains. Ce terrorisme biologique n'est pas un accident ; il est délibéré, conçu pour affaiblir les nations africaines, réduire leur population active et maintenir une dépendance éternelle. L'Afrique est victime de ce terrorisme, avec des millions de vies perdues ou brisées, et cela continue sous nos yeux. Et que dire des institutions internationales dans tout cela ? Elles sont complices de ce terrorisme biologique. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), par exemple, fondée pour protéger la santé mondiale, semble souvent alignée sur les intérêts des puissances occidentales et des grandes compagnies. L'OMS déclare que les OGM sont sûrs s'ils sont évalués correctement, mais elle ignore ou minimise les études africaines qui montrent des liens avec les cancers et les allergies. Pourquoi ne défend-elle pas plus fermement les recherches locales contre les biais raciaux ? Au lieu de cela, elle promeut des normes qui favorisent les OGM, en partenariat avec des organisations comme l'USAID ou la Banque Mondiale, qui poussent l'Afrique à adopter ces technologies. Des critiques en Afrique révèlent que l'OMS ferme les yeux sur la désinformation et les risques réels, laissant les pays du continent vulnérables. C'est une trahison flagrante :

pendant que des millions d'Africains souffrent et meurent de ces maladies induites, l'OMS priorise les agendas économiques de certains pays, plutôt que la santé des peuples opprimés. Au Bénin et ailleurs, où les taux de cancer montent en flèche selon Adjoua, l'OMS pourrait exiger des enquêtes indépendantes, mais elle reste silencieuse, complice d'un système qui perpétue l'inégalité et le terrorisme biologique.

D'autres institutions comme la FAO ou l'ONU suivent souvent le même chemin, en encourageant l'adoption d'OGM sous prétexte de sécurité alimentaire, tout en ignorant les preuves africaines de leurs dangers. Cette complicité transforme ces organismes en outils du néocolonialisme, permettant aux puissances étrangères de mener leur guerre biologique sans être tenues responsables. De ce pas, l'Afrique doit trouver ses propres solutions, ancrées dans le souverainisme et le panafricanisme. D'abord, interdire les OGM sur le continent, comme l'ont fait des pays comme le Zimbabwe ou l'Algérie, qui résistent à ces importations. Retourner à l'agriculture traditionnelle, en valorisant les semences locales résistantes et adaptées au climat africain. Et en plantant ce que les africains consomment. Les paysans béninois, par exemple, pourraient relancer des cultures comme le fonio ou le manioc non modifié, riches en nutriments et sans pesticides chimiques. Deuxièmement, il faut investir dans une recherche scientifique africaine

indépendante : créer des laboratoires panafricains, financés par les africains eux-mêmes (les salaires des députés peuvent être diminués, les sénats budgétivores supprimés, et un seuil pour le salaire des ministres et présidents), pour étudier les vrais impacts des OGM sans biais étrangers. Des initiatives comme celles du Burkina Faso, qui a suspendu le coton OGM pour protéger ses sols, montrent le chemin. Troisièmement, les africains devraient promouvoir l'unité : une politique commune contre les OGM, via des accords régionaux comme la CEDEAO, pour bloquer les importations et soutenir les échanges de semences entre pays africains. Enfin, il faut éduquer les populations : des campagnes locales, en langues africaines, pour sensibiliser aux dangers et aux alternatives. L'Afrique a tout pour être autosuffisante, ses terres, son savoir ancestral, sa résilience. En rejetant les OGM et en dénonçant ce terrorisme biologique avec la complicité des institutions internationales, elle affirme sa souveraineté, protège sa santé et bâtit un avenir uni. Adjoua s'arrêta près d'un manguier à Cotonou. Elle savait que le combat n'était pas fini, mais avec la force de l'unité, l'Afrique pouvait guérir ses blessures et fleurir à nouveau.

L'histoire des OGM montrait comment l'Occident aidait l'Afrique, mais en réalité, ça faisait du mal. En 1990, après la chute de Kérékou, ils avaient envoyé ces produits nocifs. Ça avait augmenté les maladies comme le cancer. C'était comme une attaque biologique : les puissances étrangères utilisaient les OGM pour

affaiblir l'Afrique, en rendant les gens malades et dépendants des semences étrangères. Cela continuait le colonialisme, en contrôlant la nourriture et la santé du continent. « Notre continent importe plus que tout autre continent dans le monde ». Du fait du passé, la biologie avait été utilisée contre les Noirs. C'était pendant l'esclavage, avec des maladies inventées pour les Noirs qui essayaient de fuir : la drapétomania, une soi-disant maladie mentale qui poussait les esclaves à s'enfuir, et la dysesthesia aethiopica, qui expliquait leur paresse et leur insensibilité. Pour Adjoua, la science était comme Dieu, elle avait une race parfois, c'est-à-dire qu'elle pouvait être biaisée, polarisée et raciste. Seule la souveraineté sanitaire pouvait résoudre cette affaire, comme avec une organisation africaine de santé telle que l'Africa CDC (Centres africains pour le contrôle et la prévention des maladies), pour que les Africains surveillent eux-mêmes les risques des OGM et protègent leur peuple avec des recherches locales et unies.

Ensuite, elle parlait beaucoup de sa visite au colloque au Sénégal. Elle représentait le Bénin en tant que professeure de biologie, invitée pour discuter de thèmes scientifiques et africains. Le président Abdoulaye Wade serrait la main à tout le monde avec un sourire poli. Sa femme, qui était française, était à côté de lui, et Adjoua la voyait comme une impérialiste. Mais elle avait refusé de serrer la

main d'Adjoua en public, prétextant que les Béninois adoraient le vodou, comme si c'était quelque chose de mauvais et primitif. Adjoua, blessée mais déterminée, avait demandé à parler en privé avec cette femme du président. Loin des caméras et des regards officiels, la conversation avait tourné au vinaigre. Cette femme avait été si irrespectueuse envers Adjoua, lui lançant des mots déplacés au visage, des insultes racistes et méprisantes sur les Africains et leurs traditions. Adjoua racontait qu'elle s'était approchée d'elle pour lui donner une gifle, un geste de colère pure face à l'humiliation, mais les gardes du président l'avaient retenue juste à temps. C'était en 1998 et 2000. Adjoua était traditionaliste, et elle était fière de ses racines africaines. Elle racontait souvent cette histoire à ses élèves, encore et encore, pour leur expliquer sa sévérité et pour leur enseigner la dignité. Un jour, un élève lui avait demandé si cette femme yovo (blanche) aux côtés du président n'était pas un problème, une sorte d'antenne française dans le palais présidentiel, une espionne ou une influenceuse qui maintenait l'Afrique sous contrôle. Adjoua avait hoché la tête gravement, confirmant que c'était exactement cela, et que les Africains devaient se méfier de telles alliances. Les droits individuels accordent à chacun le privilège à chacun de se marier à qui il ou elle veut, mais quand on en vient au sommet de l'Etat, non. C'est une question de souveraineté.

L'Afrique subsaharienne est un endroit riche en cultures et en peuples différents. Mais elle a des problèmes importants en ce qui concerne la façon dont les gens sont représentés en politique et dans les symboles du pouvoir. Un sujet qui fait beaucoup débattre, c'est quand la "première dame" (c'est-à-dire l'épouse du président) est une femme blanche, d'origine européenne ou pas noire africaine, dans un pays où la plupart des gens sont noirs. Cela arrive rarement, mais ça crée des tensions sur l'identité du pays, l'indépendance et l'égalité entre les races. Aucun pays dans le monde n'accepte facilement cette situation sans protestations, parce que ça touche au cœur de qui représente vraiment le peuple. Pendant l'esclavage, la femme noire était complètement effacée : on la traitait comme invisible, sans aucun rôle dans le pouvoir, dominé par les Blancs. Cet effacement a continué pendant la colonisation. Les présidents ou gouverneurs blancs des pays africains avaient tous des femmes blanches. Ces premières dames blanches parlaient au nom des femmes noires, en imposant leurs idées et leurs règles sans tenir compte des vraies vies des Africaines. Par exemple, pendant la colonisation au Dahomey (l'ancien nom du Bénin), les gouverneurs français comme Victor Ballot (lieutenant-gouverneur en 1894) avaient des épouses blanches, comme Madame Ballot, une Française. De même, Charles-Henri-Adrien Noufflard (gouverneur de 1912 à 1919) et Louis Blacher (gouverneur de 1932 à 1933) avaient des épouses françaises blanches, qui représentaient le pouvoir colonial et

influençaient les décisions sans lien avec la population locale noire. Aujourd'hui, cette situation est encore d'actualité dans certains pays, où la femme noire reste effacée des plus hauts niveaux du pouvoir. En effet, dans un monde où la femme noire n'occupe presque jamais ce rôle important ailleurs, permettre à une personne extérieure de représenter le pouvoir en Afrique continue de créer un sentiment d'infériorité qui vient de l'histoire. À cela s'ajoutent des soucis de sécurité pour le pays, comme protéger les informations secrètes et les intérêts nationaux. C'est pourquoi la femme africaine doit être représentée telle qu'elle est, parce que les Noirs ont été trop longtemps "représentés" par d'autres, souvent contre leurs propres intérêts.

Dans l'histoire, les premières dames en Afrique subsaharienne ont souvent été des femmes importantes : elles conseillaient, aidaient les gens ou même agissaient en politique sans le dire. Mais quand ce rôle est pris par une femme blanche ou européenne, ça crée des problèmes. Par exemple, en Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, qui vient de France, a été critiquée pour son influence vue comme venant de l'extérieur, même si elle fait du travail humanitaire. Au Gabon, Sylvia Bongo Ondimba, qui a des origines françaises, a été accusée de favoriser sa famille et de se mêler des affaires de l'État, ce qui fait penser qu'elle défend des intérêts étrangers. Au Sénégal, Viviane Wade, l'épouse française de l'ancien

président Abdoulaye Wade, a aussi été critiquée pour sembler déconnectée des réalités du pays. En général, la plupart des premières dames africaines viennent de la population noire locale, comme Graça Machel au Mozambique et en Afrique du Sud. Pourtant, avoir une première dame blanche est souvent vu comme un reste du colonialisme : les chefs africains cherchent à se légitimer en se tournant vers l'extérieur. Ça va contre la représentation de la femme noire, qui est encore peu visible aux plus hauts niveaux du pouvoir mondial. L'inverse – une femme noire comme première dame dans un pays non africain – est presque impossible. Par exemple, le prince Albert II de Monaco, qui est devenu chef en 2005, s'est marié en 2011 avec Charlene Wittstock, une nageuse sud-africaine blanche, ce qui montre que même un lien avec l'Afrique reste blanc en Europe. Jamais une femme noire n'occupe ce rôle de façon régulière ailleurs, ce qui rend l'inégalité mondiale encore plus claire. Pour la sécurité des informations et des intérêts du pays, une représentation extérieure comme ça pose des risques : il pourrait y avoir des fuites de secrets ou des influences diplomatiques qui favorisent d'autres pays, parce que les Noirs ont été "représentés" par des forces extérieures pendant des siècles de colonisation et de néocolonialisme.

Les mariages, qu'ils soient intra-raciaux ou inter-raciaux, sont une célébration magnifique de l'humanité dans toute sa diversité. Ils incarnent la beauté

pure de l'amour, cet élan du cœur qui transcende les frontières imposées par la société. L'amour n'a pas de limites : il ignore les races, les couleurs de peau, les goûts personnels ou les choix dictés par les traditions. Il est libre, fluide, sans chaînes culturelles ni murs invisibles qui divisent les peuples. Dans un monde idéal, chaque union est un pont jeté entre les âmes, un témoignage vivant que nous sommes tous égaux face à l'émotion la plus profonde. Que l'on choisisse un partenaire de la même origine ou d'un horizon lointain, c'est la connexion authentique qui prime, rappelant que l'humanité est une mosaïque riche et harmonieuse. Toutefois, dans le contexte des nations d'Afrique subsaharienne, une prudence s'impose au sommet de l'État : la Première Dame ne saurait être d'ascendance blanche, rouge, jaune, ni même originaire d'un pays étranger. Cette disposition, loin d'être un préjugé, relève d'une stratégie de souveraineté nationale. En effet, le renseignement constitue l'arme privilégiée des adversaires, et sa maîtrise représente la première ligne de défense pour un État. Au cœur du pouvoir, où les enjeux géopolitiques sont très importants, une telle alliance expose à des vulnérabilités, favorisant des ingérences extérieures. Il s'agit ainsi d'une mesure de sécurité collective, préservant l'intégrité et l'indépendance d'une nation. Si l'amour individuel s'épanouit en toute liberté, le devoir étatique exige ces garde-fous pour le bien commun.

Le problème de sécurité et de souveraineté est central dans cette question des premières dames blanches en Afrique noire. D'abord, pour la sécurité nationale, une première dame d'origine étrangère peut avoir accès à des informations sensibles, comme des secrets d'État, des plans militaires ou des données économiques. Par exemple, elle pourrait, sans le vouloir ou par loyauté envers son pays d'origine, partager ces infos avec des gouvernements extérieurs, comme la France ou d'autres puissances européennes. Cela met en danger la protection des données du pays, surtout dans un monde où les espionnages et les cyberattaques sont courants. En plus, si elle a des liens familiaux ou culturels avec l'étranger, elle pourrait influencer les décisions du président de façon subtile, en favorisant des accords commerciaux ou diplomatiques qui profitent plus à l'extérieur qu'à l'Afrique. Pour la souveraineté, c'est encore plus grave : la souveraineté signifie que le pays contrôle pleinement ses affaires sans ingérence extérieure. Une première dame blanche symbolise souvent une dépendance persistante au colonialisme, car elle représente une élite qui préfère s'allier avec l'Occident plutôt que de promouvoir l'identité africaine. Cela affaiblit l'image du pays aux yeux de sa population, qui voit le pouvoir comme "représenté" par quelqu'un qui ne partage pas leur histoire ou leurs luttes. Historiquement, pendant la colonisation, les épouses blanches des gouverneurs imposaient des normes européennes, effaçant la culture locale et renforçant le contrôle étranger.

Aujourd'hui, cela continue sous une forme néocoloniale : les pays africains perdent leur indépendance si leurs leaders choisissent des partenaires qui pourraient prioriser des intérêts extérieurs. Pour protéger la souveraineté, il faut que les rôles clés comme première dame soient occupés par des Africaines noires, qui défendent d'abord les intérêts du continent. Sinon, le pays risque de devenir une marionnette, perdant son droit à l'autodétermination. Une première dame qui n'est pas africaine noire peut, sans le vouloir ou pas, représenter une dépendance continue envers l'Occident, et ça peut mettre en danger l'autonomie du pays. Des études sur les premières dames africaines montrent que leur rôle va plus loin que le symbole : elles touchent à la vraie politique.

Plus, jamais en Afrique un président africain qui a une femme blanche n'a été vraiment nationaliste pour son pays. Leurs politiques sont toujours tournées vers des intérêts extérieurs, comme favoriser des accords avec des pays européens ou des entreprises étrangères, au lieu de défendre d'abord les besoins des Africains. Par exemple, sous Abdoulaye Wade au Sénégal, avec Viviane Wade, les critiques disaient que les décisions penchaient trop vers la France. De même, en Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara et son mari Alassane Ouattara sont pour les intérêts occidentaux : Ouattara est vu comme un VIP de la France, soutenu par des leaders français comme Nicolas Sarkozy lors de la crise ivoirienne en 2011, ce qui montre

une influence qui aide plus les liens internationaux que le développement local pur. Au Gabon, avec Sylvia Bongo, les accusations de corruption montraient des liens avec des intérêts étrangers. Ça montre un pattern : ces leaders semblent moins engagés pour une Afrique indépendante, et plus pour des alliances qui profitent à l'extérieur. Alors qu'un président français, Charles de Gaulle, disait en 1967 que "Les États n'ont pas d'amis, ils n'ont que des intérêts", cela explique pourquoi mieux servir les intérêts français est souvent la priorité dans ces cas. Après son coup d'État contre Hubert Maga le 28 October 1963 au Dahomey (actuel Bénin), le colonel Christophe Soglo, pro-occidental et marié à une Française, cherche à consolider son pouvoir en obtenant la validation de la France, puissance coloniale influente. Pour plaire aux Occidentaux, il adopte une politique étrangère alignée à Paris, multipliant les consultations et visites officielles (comme en 1967). Il exerce des pressions sur le Niger voisin dans le conflit frontalier de l'île de Lété : envoi de troupes, expulsions de Nigériens, et affrontements armés en 1963-1964, aggravant les tensions ethniques et humanitaires. Ce différend fut résolu en 1965. Soglo est finalement renversé en 1967 et s'exile en France.

Adjoua enseignait la biologie pour que ses élèves comprennent ces dangers. Elle leur a bien fait comprendre que seule la science peut protéger l'Afrique. Elle mélangeait les savoirs traditionnels avec la science moderne. Elle le formulait en

conseil après les classes pour les volontaires. Elle les rendait fiers de leurs origines et de leurs semblables tout en luttant pour l'indépendance. Adjoua, en tant que traditionaliste, défendait les traditions africaines. Elle était fière de ses traditions et refusait qu'une Occidentale lui définisse son identité. Être traditionaliste, c'était refuser l'impérialisme culturel. Elle racontait ces choses-là pour unir les Africains et les rendre fiers. Comme solution, elle proposait la fierté de sa culture : les Africains devaient célébrer leurs racines, comme le vodou, pour rejeter les jugements extérieurs et bâtir une identité forte et unie.

Adjoua fut envoyée au Sénégal en tant que membre d'une délégation béninoise pour discuter des impacts des OGM sur l'agriculture africaine, un sujet brûlant dans les années 2000 où des multinationales poussaient pour l'adoption de semences modifiées, souvent au détriment des variétés locales. Lors de cette mission, elle raconta avoir été profondément humiliée par Viviane Wade, l'épouse française du président sénégalais Abdoulaye Wade (en poste de 2000 à 2012). Alors qu'Adjoua tendait la main en signe de respect, Viviane Wade refusa ostensiblement de la serrer, murmurant avec dédain : "Ces vendeurs d'esclaves et des idolâtres." Malgré les exhortations de son mari, qui lui demanda d'être "décente" et de ne pas causer d'incident diplomatique, Adjoua serra les dents et maintint sa dignité, refusant de céder à cette insulte. Déterminée à comprendre les

racines de ce mépris, Adjoua chercha activement à parler à la première dame pour éclaircir la situation. Elle finit par la rencontrer, disait-elle, dans un grand salon du palais présidentiel. Leur discussion fut tendue dès les premiers échanges : Adjoua défendit avec passion l'héritage béninois et africain. Elle l'affrontât sur sa mythomanie en lui faisant comprendre que ces allégations n'étaient que les stéréotypes sur la traite des esclaves et les pratiques spirituelles comme le vodou, tandis que Viviane Wade maintenait une posture distante et condescendante. Finalement, excédée, la première dame appela ses gardes pour faire raccompagner Adjoua dehors, mettant abruptement fin à l'entretien sans résolution. Abdoulaye Wade, bien que leader panafricain et promoteur de la Renaissance africaine, avait une épouse d'origine européenne qui, selon Adjoua, incarnait ces préjugés ; elle percevait les Béninois comme inférieurs en raison de leur histoire liée à la traite des esclaves et de leurs pratiques "idolâtres" comme le vodou, stigmatisé par des visions coloniales. Ces stéréotypes vulgaires et mensongers étaient si largement relayés qu'ils avaient même été relayés par l'historien sénégalais Tidiane N'Diaye dans son ouvrage *Le Génocide voilé* (2008). Pour Adjoua, cette expérience renforçait sa conviction : seule une solidarité culturelle authentique pouvait guérir ces fractures et propulser l'Afrique vers une véritable émancipation.

Dans les rues sableuses de Cotonou, le panafricanisme social se construit pas avec les mots des élites, mais dans la vie de tous les jours. Ces femmes : Mathilde avec sa lutte pour la fluidité identitaire qui change facilement et défie les limites; Modoukpê qui se bat dur pour la justice face à un régime dictatorial et brise les chaînes cachées; Gloria qui s'adapte mal, en changeant de religion et en se mariant juste pour survivre sans travail, face à son père qui reste conservateur; Marie qui découvre un réseau chinois faux, une entreprise qui n'existe que sur papier pour détruire les bases locales, Adjoua qui lutte pour la santé indépendante contre les premières dames blanches qui continuent un nouveau colonialisme caché; Fafa qui dépasse l'injustice économique et l'idée folle qu'un enfant est une récompense pour un homme à qui on doit quelque chose;; Ayoko qui met en valeur les livres et l'éducation au Bénin comme des armes contre l'oubli; Maman Gilo qui accepte la polygamie en attendant une institution qui la protège quand elle sera vieille, et enfin M'man et Diane dans leur combat entre suivre les règles et les refuser, agissent, parlent et pleurent , offrant un spectacle de jalousie que la science nous vole peu à peu. Chacune de ces femmes, comme des roses et des épines, ajoute une pierre à la grande montagne de la politique en Afrique de l'Ouest : l'AES qui défie la CEDEAO, comme les deux blocs en Europe qui se sont cassés en 1991, et c'est ainsi que les blocs en Afrique reflètent celles du monde.

Comme un miroir pour tout le monde, on se voit dans les choix de ces femmes. Elles n'écrivent pas les lois ni les accords, mais elles font vraiment l'histoire, comme nous tous. On est tous soit souverainiste soit colonisateur, soit conformiste aux lois injustes soit anticonformiste. Dans chaque petit geste de la vie quotidienne, dans un coin de rue animé comme Dantokpa ou dans une maison simple, on choisit entre le panafricanisme et l'ultra-mondialisme, on suit les règles de la Guerre froide ou on les refuse. Il n'y a pas de position neutre dans cette lutte : le silence aide les oppresseurs. Chacun choisit de se battre pour l'indépendance, ou pour ceux qui oppriment. Chacun de nous est un petit caillou dans la montagne de la géopolitique africaine, et chacun se retrouve dans cette petite rue de Fifadji. Que ces histoires de Cotonou nous motivent à construire, pierre par pierre, une Afrique unie, où les épines des roses deviennent les bases solides d'une montagne qui ne bouge pas dans ce jardin de roses qu'est l'Afrique dont cette histoire n'est qu'un atome.

